



Commune de Forest – Gemeente Vorst

CONSEIL COMMUNAL DU 25 JUIN 2013

Séance publique du 25 juin 2013

Etaient présents : Mr Ghysse, Bourgmestre-Président; Mmes et MM. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens et Buyse, Echevins; Mmes et MM. Borcy, De Permentier, Langbord, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Richard, Vanroy, Nocent, Arena, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Lederer, Pâques et Hacken, Conseillers communaux; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

La séance est ouverte à 19h45

Le registre aux procès-verbaux a été mis à la disposition des conseillers communaux dès le 12 juillet 2013

Madame la Secrétaire f.f. donne lecture des résolutions prises au cours de la séance du 4 juin 2013

Madame Plovie est désignée par le sort pour répondre la première aux votes par appel nominal qui auront lieu au cours de la présente séance.

Sont excusés : Madame van Zeeland

GEMEENTERAAD VAN 25 JUNI 2013

Openbare zitting van 25 juni 2013

Waren aanwezig : Dhr. Ghyssele, Burgemeester-Voorzitter ; Mevren. en Dhren. Englebert, Ouartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens en Buyse, Schepenen; Mevren. en Dhren. Borcy, De Permentier, Langbord, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Richard, Vanroy, Nocent, Arena, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Lederer, Pâques en Hacken; Gemeenteraadsleden ; Mevr. Moens, wd. Gemeentesecretaris.

De zitting wordt voor open verklaard om 19u45

Het notulenboek werd ter beschikking gesteld van de raadsleden vanaf 12 juli 2013

Mevrouw de w.d. Secretaris geeft voorlezing van de beslissingen genomen tijdens de zitting van 4 juni 2013

Mevrouw Plovie wordt bij loting aangeduid om de eerste te antwoorden bij de stemmingen bij naamafroeping die zullen plaats hebben tijdens deze zitting.

Zijn verontschuldigd : Mevrouw van Zeeland

SEANCE PUBLIQUE

Article 1

Monsieur Roberti apporte les réponses aux questions posées par le public lors de la séance du 4 juin 2013 à propos des effets sur les charges du CPAS de la politique de dégressivité des allocations de chômage et d'exclusion des chômeurs de l'assurance de chômage.

Artikel 1

Mijnheer Roberti geeft antwoord op de vragen gesteld door het publiek tijdens de zitting van 4 juni 2013 over de invloed op de lasten van het OCMW van het beleid van degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen en van uitsluiting van de werklozen uit de werkloosheidsverzekering.

Article 2

Interpellation de Magali Plovie concernant le transfert de charges du fédéral vers les communes

La situation des communes, comme celle d'autres entités fédérées ou autorité fédérale, est marquée par la crise ; A cela s'ajoute le transfert d'un certain nombre de dépenses du fédéral, faisant porter encore plus sur les épaules des communes les effets de cette crise.

Ces derniers mois, le fédéral a décidé d'adopter, en-dehors de toute concertation, une série de mesures d'économies, dont en réalité le poids est reporté sur les régions ou les communes, autorités qui sont dès lors mises devant des faits accomplis, et dont les leviers de solidarité sont nettement moins larges que ceux du Fédéral.

Concernant les communes :

Je vise entre autre :

- un déficit de financement des zones de police : Un déficit qui date déjà depuis 2007 frappe les zones de police. Avec un report de tâches de plus en plus important.
- les additionnels à l'IPP : le fédéral retire un avantage de trésorerie en maintenant dans ses caisses environ 2 ans les additionnels à l'IPP ; ce à quoi il faut ajouter ce que paient les communes au fédéral pour la gestion administrative de cet impôt.
- les sanctions administratives communales : son organisation engendre des coûts importants.
- il y a aussi le problème du personnel des communes. En effet, dans le cadre de la réforme des pensions, non seulement cette réforme engendre pour les autorités locales des coûts supplémentaires, mais en plus alors qu'il est important de pouvoir prévoir suffisamment à l'avance, il semble qu'il y a eu un déficit à ce niveau pour le budget 2013.

Concernant les CPAS :

- Les mesures relatives aux chômeurs telles que les exclusions des chômeurs, la dégressivité des allocations de chômage, l'allongement du stage d'insertion vont provoquer une précarisation d'une part de la population. Les CPAS vont subir dans les prochaines années les conséquences de ces mesures fédérales par une augmentation de leur public et ce, sans moyens financiers et humains supplémentaires pour renforcer les équipes sociales et humaines. Pour 2013, on estime que la contribution propre des CPAS bruxellois et wallons s'élèverait à plus de

225 millions d'euros pour la seule prise en charge des bénéficiaires du revenu d'intégration.

- Lors du dernier ajustement budgétaire (30 mars dernier), le gouvernement fédéral a prévu 37,4 millions d'euros dans les réductions de dépenses sur les CPAS, principalement sur le revenu d'intégration et sur l'aide aux ressortissants non-européens ; mais on ne sait pas encore sous quelle forme ces réductions se feront.

Or, quand on voit déjà les difficultés financières des communes bruxelloises, on se demande comment elles vont pouvoir tenir le coup, et ce alors que dans une analyse de Belfius intitulée « les défis des pouvoirs locaux 2013-2018 », les deux défis financiers mis en exergue pour les communes sont le coût croissant de l'aide sociale et la réforme des pensions.

De même, on peut redouter que les différentes mesures d'austérité prises par le gouvernement fédéral depuis plus d'un an (dégressivité des allocations de chômage, révision du mode de calcul de l'index, gel des salaires, et j'en passe) voient s'accroître encore la précarisation d'une part importante de la population. Outre l'impact déjà évoqué sur les dépenses en matière d'aide sociale, on peut également craindre que ceci n'entraîne une diminution des recettes pour les communes : une population plus pauvre, c'est aussi une population qui paie moins d'impôts.

J'en arrive dès lors à mes questions suivantes :

- avez-vous procédé à une analyse de l'impact des mesures fédérales sur les finances des communes bruxelloises et, si tel est le cas, pourriez-vous détailler celui-ci ;
- avez-vous eu des contacts avec le gouvernement fédéral quant à l'impact de ces mesures ;
- concernant les mesures du dernier ajustement budgétaire et concernant les CPAS, connaissez-vous les formes que vont prendre concrètement ces différentes mesures ?

Si l'évaluation de ce coût n'a pas déjà été effectuée par la commune et le CPAS, je demanderais que cette évaluation puisse être menée pour les budgets 2014.

Monsieur Résimont répond : la crise impose des restrictions pour toutes les entités, aussi bien au niveau de l'état fédéral qu'au niveau communal. La dotation à la zone de police est 1 million supérieur au montant de 2012.

Avec la 6^{ème} réforme de l'état, le retour de l'IPP vers les communes devrait se faire plus vite.

L'engagement de l'agent sanctionnateur, qui a eu lieu en séance du collège du 25 mai devrait pouvoir engendrer des recettes supplémentaires.

Le subside au CPAS est de 1.653.000 € supérieur au chiffre du compte 2011.

Le service des finances n'est pas équipé ni en moyens humains, ni en moyens techniques pour pouvoir procéder à des analyses et comparaisons telles que suggérées.

L'interlocuteur privilégié est dès lors la Région, qui est aussi l'interlocuteur de la commune et qui exerce la tutelle administrative et financière sur la commune. Les services financiers sont submergés. Quand toutes les tâches obligatoires sont exécutées, il ne reste plus de temps pour avoir des discussions approfondies avec l'Etat Fédéral.

Le Bourgmestre a écrit au ministère des finances dans le cadre de l'opération menée par Audi en matière de précompte immobilier.

Il a reçu la réponse ce matin. Il précise aussi que si les conseillers communaux reviennent avec les mêmes questions en 2014, il craint qu'on doive donner les mêmes réponses.

Madame Plovie se rend bien compte que c'est difficile pour la commune de donner les réponses et elle précise qu'ils poursuivent les mêmes démarches auprès du Ministre-Président pour avoir une analyse des chiffres.

Monsieur Chapelle veut réagir à deux points :

La rumeur qui dit qu'il y a une exclusion par l'ONEM d'un certain nombre de chercheurs d'emploi avec le but de faire baisser le chiffre du taux de chômage est fausse. Dans les chiffres d'ACTIRIS tous les chercheurs d'emploi sont compris, y compris ceux qui émargent au CPAS ;

Si le chiffre baisse à Bruxelles, ce qui est le cas depuis janvier, c'est parce qu'il y a un processus de relocalisation de l'embauche.

C'est vrai qu'il y a une multitude de services publics qui accompagnent les chercheurs d'emploi (au niveau fédéral, régional, local), il est donc important d'avoir une coordination locale, d'avoir une maison de l'emploi.

Madame Arena dit qu'il ne s'agit pas de compétences communales mais fédérales. On peut avoir un débat, mais on ne peut pas dire de fausses vérités : l'impact des mesures de réforme des pensions n'a aucun impact sur les communes. Les gens ne tomberont jamais en dessous du minimum vital, même avec la dégressivité des allocations de chômage, de ce fait, le CPAS ne sera pas sollicité. L'allocation d'attente est compensée

entièrement par le fédéral qui a prévu des budgets pour compenser l'effet que ça aura auprès des communes. Le CPAS devra faire le nécessaire pour récupérer les montants auprès du fédéral. La population bruxelloise ne souffre pas à cause de ces mesures, mais bien parce qu'il y a une crise économique. Elle dit aussi que l'administration de l'Intégration Sociale calcule ses budgets sur base d'une non-consommation prévue de 37 millions. Ce montant ne devra donc pas parvenir des budgets prévus pour d'autres mesures sociales. C'est donc une administration qui fonctionne bien. Elle termine en disant que la question aurait dû être posée au niveau Fédéral et qu'elle aurait ainsi eu l'occasion de répondre ce qu'elle répond aujourd'hui au niveau fédéral.

Monsieur Hacken dit que des économies doivent être faites par tous les niveaux de pouvoir, aussi par le Fédéral qui, par ailleurs, a des obligations européennes et que diminuer le déficit du Fédéral est aussi une façon d'éviter que les générations futures doivent porter le poids de la dette des générations actuelles. A différents niveaux de pouvoir il y a des mesures qui ont été prises pour aider les demandeurs d'emploi, par exemple au niveau Fédéral, la création de 1650 places de stages de transition à Bruxelles, les chèques-langues, ... Il se réjouit aussi de voir qu'au niveau de la commune la Maison de l'Emploi devienne une réalité. Il dit aussi qu'il faut rester attentif à l'équilibre des économies demandées par le Fédéral aux communes.

Madame Gelas partage l'avis de Madame Arena : le sujet est porté devant la mauvaise enceinte.

Monsieur Roberti répond qu'à titre personnel et en tant que Président du CPAS, il se sent bien concerné et qu'on ne mesure pas bien les conséquences que ça peut avoir : il n'y aura pas seulement des personnes qui ont difficile à joindre les deux bouts, mais ça va aussi diminuer la convivialité dans les quartiers. Deux législations sont importantes pour le CPAS : l'ancien Minimex, actuellement le Revenu d'Intégration Sociale et aussi la Loi Organique de 1976 qui prévoit que toute personne a droit à la dignité humaine. Une personne qui aujourd'hui bénéficie du Revenu d'Intégration Sociale est en-dessous du seuil de pauvreté, et donc ça pose des questions sur la façon dont on appréhende cette problématique.

Artikel 2

Mijnheer Résimont antwoordt : de crisis legt beperkingen op aan alle entiteiten, zowel op het niveau van de federale staat als op gemeentelijk niveau. De dotatie aan de politiezone bedraagt 1 miljoen meer dan het bedrag van 2012.

Met de 6^{de} staatshervorming zou de terugkeer van de PB naar de gemeenten sneller moeten verlopen.

De aanwerving van de agent voor administratieve sancties, die plaatsvond in de zitting van het college van 25 mei, zou bijkomende inkomsten moeten opleveren.

De subsidie aan het OCMW bedraagt 1.653.000 € meer dan het cijfer van de rekening 2011.

De dienst financiën is niet uitgerust, noch qua menselijke middelen, noch qua technische middelen om analyses en vergelijkingen te kunnen uitvoeren zoals gesuggereerd.

De bevoorrechte gesprekspartner is bijgevolg het Gewest, dat ook de gesprekspartner van de gemeente is en die het administratieve en financiële toezicht uitoefent op de gemeente. De financiële diensten zitten bedolven onder het werk. Wanneer alle verplichte taken uitgevoerd zijn, blijft er geen tijd meer over om diepgaande gesprekken te voeren met de Federale Staat.

De Burgemeester heeft naar het ministerie van financiën geschreven in het kader van de operatie geleid door Audi inzake onroerende voorheffing.

Hij heeft het antwoord vanmorgen ontvangen. Hij verduidelijkt tevens dat indien de gemeenteraadsleden met dezelfde vragen terugkomen in 2014, hij vreest dat dezelfde antwoorden gegeven moeten worden.

Mevrouw Plovie is er zich goed van bewust dat het voor de gemeente moeilijk is om te antwoorden en ze verduidelijkt dat ze dezelfde stappen ondernemen bij de Minister-President om een analyse van de cijfers te bekomen.

Mijnheer Chapelle wil reageren op twee punten :

Het gerucht dat er door de RVA een uitsluiting is van een bepaald aantal werkzoekenden met als doel het werkloosheidscijfer te doen dalen is vals. In de cijfers van ACTIRIS zijn alle werkzoekenden inbegrepen, ook zij die aan het OCMW zijn;

Indien het cijfer daalt in Brussel, wat het geval is sinds januari, komt dit doordat er een herlokaliseringproces van indienstneming is.

Het is waar dat er heel wat verschillende overheidsdiensten zijn die werkzoekenden begeleiden (op federaal, gewestelijk, lokaal niveau); het is bijgevolg belangrijk om een lokale coördinatie, een tewerkstellingshuis te hebben.

Mevrouw Arena zegt dat het niet om gemeentelijke maar om federale bevoegdheden gaat. We kunnen een debat houden, maar we mogen geen valse waarheden vertellen : de gevolgen van de hervormingsmaatregelen van de pensioenen heeft geen enkele impact op de gemeenten. De mensen zullen nooit onder het leefbaar minimum vallen, zelfs met de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen; er zal bijgevolg geen beroep gedaan worden op het OCMW. De wachtuitkering wordt volledig gecompenseerd door de federale die een begroting voorzien heeft om het effect te compenseren dat dit zal teweegbrengen in de gemeenten. Het OCMW moet het nodige doen om de bedragen bij de federale te recupereren. De Brusselse bevolking lijdt niet omwille van deze maatregelen, maar wel omdat er een economische crisis is. Ze zegt tevens dat het bestuur van de Maatschappelijke Integratie zijn begroting berekent op basis van een voorzien niet-verbruik van 37 miljoen. Dit bedrag moet dus niet komen uit de begroting voorzien voor andere maatschappelijke maatregelen. Het is dus een bestuur dat goed werkt. Ze eindigt met te zeggen dat de vraag gesteld had moeten worden op federaal niveau en dat ze zo de gelegenheid gehad zou hebben om te antwoorden wat ze vandaag antwoordt op het federale niveau.

Mijnheer Hacken zegt dat er op alle niveaus besparingen doorgevoerd moeten worden, ook door de federale waar overigens Europese verplichtingen gelden en dat het tekort

van de federale verlagen ook een manier is om te vermijden dat de toekomstige generaties de schuldenlast van de huidige generaties moeten dragen. Er werden op verschillende bestuursniveaus maatregelen getroffen om de werkzoekenden te helpen, bijvoorbeeld op federaal niveau, de oprichting van 1650 stageplaatsen voor schoolverlaters in Brussel, de taalcheques, ... Hij is tevens verheugd te zien dat op gemeentelijk niveau het Tewerkstellingshuis werkelijkheid wordt. Hij zegt ook dat we aandacht moeten blijven besteden aan het evenwicht van de besparingen gevraagd door de federale aan de gemeenten.

Mevrouw Gelas deelt de mening van Mevrouw Arena : het onderwerp wordt op de verkeerde plaats ter sprake gebracht.

Mijnheer Roberti antwoordt dat hij zich persoonlijk en als Voorzitter van het OCMW wel degelijk betrokken voelt en dat men de gevolgen die dit kan hebben niet goed inschat : er zullen niet alleen mensen zijn die het moeilijk hebben om de eindjes aan elkaar te knopen, maar het zal tevens de gezelligheid in de wijken verminderen. Voor het OCMW zijn er twee belangrijke wetgevingen : het voormalige Bestaansminimum, momenteel het Leefloon en tevens de organieke wet van 1976 die voorziet dat elke mens recht heeft op een menswaardig bestaan. Iemand die vandaag leefloon trekt, leeft onder de armoedegrens, en dat doet dus vragen rijzen over de wijze waarop deze problematiek benaderd wordt.

Article 3

Affaires générales - Règlement général de Police – Modification.

Madame Gelas a un problème quant à la formule « Les personnes sont autorisées et non obligées d’avoir des poubelles rigides ». Quid de l’amende?

Monsieur Loewenstein dit que le but de cette disposition est de rappeler au citoyen qu’il a l’obligation d’entretenir son trottoir. Un des moyens proposés pour ce faire est l’utilisation de la poubelle rigide, les mesures sont laissées à la discrétion des habitants, il faut lire ça dans la globalité du Règlement Général de Police. Le courrier adressé au citoyen était clair. Il y a d’abord une phase d’information, dans un deuxième temps les agents vont déposer un avis dans les boîtes aux lettres aux endroits où les trottoirs sont sales et dans une troisième phase, on va sanctionner.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu le règlement général de police actuellement en vigueur à Forest, adopté le 15 octobre 2003 et modifié pour la dernière fois le 25 septembre 2012 ;

Considérant qu’il importe d’y insérer un nouvel article relatif à l’introduction des poubelles rigides ;

DECIDE :

De modifier le règlement général de police actuellement en vigueur à Forest (adopté le 15 octobre 2003 et modifié pour la dernière fois le 25 septembre 2012) comme suit :

Chapitre II – Section 4 – Ajout d'un article 19 bis

Nouveau texte :

Art. 19 bis *Les sacs contenant les déchets ménagers déposés en espace public doivent, par mesure de précaution, être protégés des attaques des animaux. A cet effet, est autorisée suivant les descriptions arrêtées par le collège des bourgmestre et échevins, l'utilisation de contenants rigides, d'une capacité de 80 litres à utiliser sans couvercle. Dans le cas d'immeubles à appartements multiples, les sacs peuvent être présentés à la collecte dans des conteneurs d'une capacité de 1100 litres agréés par les collecteurs.*

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250€, quiconque contrevient aux dispositions du présent article.

Artikel 3

Algemene zaken - Algemeen politiereglement - Wijziging.

Mevrouw Gelas heeft een probleem met de formulering « De mensen mogen maar zijn niet verplicht om harde vuilnisbakken te hebben ». Hoe zit het met de boete ?

Mijnheer Loewenstein zegt dat het doel van deze bepaling erin bestaat de burger eraan te herinneren dat hij verplicht is zijn voetpad te onderhouden. Eén van de voorgestelde middelen om dit te doen is het gebruik van de harde vuilnisbak; de bewoners mogen zelf beslissen welke maatregelen ze nemen, het moet gelezen worden in de globaliteit van het Algemeen Politiereglement. De brief gericht aan de burger was duidelijk. Er is eerst een informatiefase, in een tweede fase gaan de agenten een bericht in de brievenbussen leggen daar waar de voetpaden vuil zijn en in een derde fase gaan we sancties treffen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid de artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op het algemeen politiereglement dat momenteel van toepassing is te Vorst, aangenomen op 15 oktober 2003 en voor de laatste maal gewijzigd op 25 september 2012;

Overwegende dat het noodzakelijk is er een nieuw artikel betreffende de harde vuilnisbakken in te voegen;

BESLIST:

Het algemeen politiereglement dat momenteel van toepassing is in Vorst (aangenomen op 15 oktober 2003 en voor de laatste keer gewijzigd op 25 september 2012) als volgt te wijzigen

Nieuwe tekst:

Artikel 19 bis *De zakken met huishoudelijk afval die in de openbare ruimte worden geplaatst, moeten, uit voorzorg, worden beschermd tegen aanvallen van dieren. Met het oog hierop is, volgens de beschrijvingen vastgesteld door het college van burgemeester en schepenen, het gebruik van harde vuilnisbakken met een inhoud van 80 liter te gebruiken zonder deksel toegelaten. In geval van gebouwen met verschillende appartementen mogen de zakken voor ophaling buitengezet worden in containers met een inhoud van 1100 liter goedgekeurd door de vuilnisdienst.*

Zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 250€, al wie de bepalingen van huidig artikel overtreedt.

Article 4

Personnel - Promotion et recrutement d'un secrétaire communal.

Madame Gelas est étonnée de cette proposition, que la possibilité n'est pas donnée au personnel en place, qu'il y a plusieurs personnes dans l'administration qui ont l'expérience et la compétence, ça ouvre une voie encore plus grande à la démotivation. Elle s'étonne aussi au mode de cotations : 120 points sont donnés aux épreuves les plus subjectives, alors que les connaissances sur la loi communale, sur les compétences techniques, donc tout à fait objectives, ne sont cotées que sur 80 points, bien moins que la moitié des points. Ceci laisse une voie à l'interprétation. Elle est d'autant plus surprise, car tout récemment Ganshoren et un des Woluwe ont opté pour la promotion interne. Elle demande un amendement à la présente délibération.

Monsieur le Bourgmestre répond que les membres de l'administration qui sont dans les conditions de diplôme peuvent bien évidemment participer.

Madame Gelas demande si les personnes qui n'ont pas le diplôme demandé peuvent participer. Elle dit que le problème ne vient pas des compétences du personnel, mais de la manière dont il est géré.

Madame De Permentier dit que selon les rumeurs, il y a un accord entre PS et Ecolo : PS livrera le secrétaire communal et ECOLO le GRH. Elle dit aussi que l'actuelle secrétaire communal f.f a toutes les compétences pour devenir secrétaire communal. Elle connaît parfaitement l'administration et elle a été un excellent chef du service du personnel. Elle rajoute qu'il n'y a jamais eu autant de mesures positives prises à l'égard du personnel, que du temps où le MR était au pouvoir.

Monsieur Ghysseels répond que s'il a demandé à Madame Moens d'assurer les fonctions de secrétaire communal c'est parce qu'il a entière confiance en ses compétences, mais qu'il s'agit ici d'une décision prise de longue date et qu'on ne change pas sa décision en fonction des personnes.

Monsieur Rongé trouve que recruter un membre du personnel en interne est une source de motivation et il se demande aussi si un problème en ce qui concerne la parité linguistique ne va pas survenir quand le cadre sera complet.

Monsieur Ghysseels répond qu'à ce stade personne ne peut en préjuger.

Le point est adopté de la façon suivante : Le MR et Monsieur Rongé votent contre, le PS, ECOLO et CDH votent pour.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1989 ratifiant l'arrêté royal ratifiant l'arrêté royal du 24 juin 1988 portant codification de la loi communale sous l'intitulé « Nouvelle loi communale » ;

Vu l'Ordonnance du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 2009 modifiant la nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'au 1^{er} avril 2013, le poste de Secrétaire communal est vacant à la suite de la mise à la retraite de Monsieur Guy Delanghe, Secrétaire communal ;

Considérant que les conditions de promotion et de recrutement au poste de Secrétaire communal ont été arrêtées par le Conseil Communal en sa séance du 19 septembre 1989 et qu'il y a dès lors lieu de les actualiser et de déterminer les nouvelles conditions d'accès au poste de secrétaire communal ;

Vu le protocole n° 382 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 14 juin 2013 (accord pour la CGSP et la CSC – désaccord pour le SLFP) ;

DECIDE :

De fixer les nouvelles conditions d'accès au grade de secrétaire communal comme suit :

Conditions de participation au concours recrutement :

La nomination en qualité de Secrétaire communal se fera par voie de recrutement.

Les conditions générales à remplir pour être nommé en qualité de secrétaire communal sont les suivantes :

1. Etre Belge étant donné que les fonctions à exercer comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de la Commune ;
2. Etre d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;
3. Jouir des droits civils et politiques
4. Avoir satisfait aux obligations des lois sur la milice
5. Être porteur d'un des diplômes suivants ou équivalent :
 - docteur ou licencié en droit
 - licencié en sciences administratives
 - licencié en sciences politiques
 - licencié en sciences économiques
6. Connaissances linguistiques
Bilingue français- néerlandais exigé
Détenir le brevet portant sur la connaissance approfondie de la seconde langue nationale (Brevet du SELOR – article 11)

Toutes ces conditions sont requises **au plus tard** le jour de la première épreuve.

Tenant compte des dispositions légales, le Conseil communal peut déterminer le rôle linguistique auquel doivent appartenir les candidats ;

Réussir un examen qui sera coté sur 200 dont les conditions de réussite sont :

Minimum requis dans **chaque** épreuve : 60% des points

Minimum requis pour l'ensemble de l'examen : 60% des points

Chaque épreuve est éliminatoire.

| | | |
|--|--|---------|
| Epreuves permettant de juger la maturité d'esprit des candidats | <u>Epreuve écrite</u> Résumé, commentaire et critique d'une conférence sur un sujet d'ordre général du niveau de l'enseignement supérieur Cette épreuve a pour objet de déceler l'esprit de synthèse et de critique des candidats. Le travail à fournir comporte donc deux parties nettement distinctes : a) Un résumé, en texte continu, des idées maîtresses développées b) Un exposé comprenant les remarques, les réflexions personnelles et, éventuellement, les objections ainsi que les critiques jugées opportunes. | /60 |
| | <u>Epreuve orale de sélection</u> Elle permettra d'identifier les compétences de management, de leadership et la maturité des candidats et ainsi permettre d'apprécier les aptitudes des candidats à la fonction considérée. | .../60 |
| Epreuve écrite professionnelle portant sur | Connaissance approfondie de la loi communale | .../20 |
| | Droit constitutionnel | .../10 |
| | Droit administratif | .../10 |
| | Techniques de management public | .../10 |
| | Finances publiques et droit budgétaire | .../10 |
| | Lois sur la réforme de l'Etat concernant la Région de Bruxelles-Capitale | .../10 |
| | Régies et associations de communes, Etablissements subordonnés aux communes | .../10 |
| Total | .../80 | |
| TOTAL | | .../200 |

Pour la conférence, l'appréciation porte sur le fond, la forme et l'orthographe.

Pour les autres épreuves écrites, il est toujours tenu compte de l'orthographe.

Composition du jury :

La composition du jury d'examen, dont les membres seront désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sera la suivante :

Un président : le Bourgmestre
Un membre du Collège échevinal
Un secrétaire communal d'une autre commune
Un professeur de l'enseignement universitaire
Un expert en management public issu d'une administration régionale ou fédérale
1 secrétaire du jury, fonctionnaire communal, sans voix délibérative.

Chaque groupe du Conseil Communal, ainsi que les organisations syndicales représentatives peuvent désigner un de leurs membres qui assiste, à titre d'observateur aux épreuves. Ceux-ci ne peuvent cependant pas assister aux délibérations.

Artikel 4

Personeel - Aanwerving van een gemeentesecretaris.

Mevrouw Gelas is verbaasd over dit voorstel, dat de mogelijkheid niet gegeven wordt aan het bestaande personeel, dat er meerdere personen in het bestuur zijn die de ervaring en de bekwaamheden hebben; dit zal tot nog meer demotivatie leiden.

Ze is tevens verbaasd over de wijze waarop de punten verdeeld worden : er worden 120 punten gegeven aan de meest subjectieve proeven, terwijl de kennis wat betreft de gemeentewet, wat betreft de technische vaardigheden, dus volledig objectief, slechts op 80 punten staat, wat heel wat minder is dan de helft van de punten. Dit laat de deur open voor interpretatie. Ze is des te meer verrast, want onlangs hebben Ganshoren en één van de Woluwes gekozen voor interne bevordering. Ze vraagt een amendement aan huidige beraadslaging.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt dat de leden van het bestuur die de nodige diploma's hebben, uiteraard kunnen deelnemen.

Mevrouw Gelas vraagt of de personen die niet over het gevraagde diploma beschikken, kunnen deelnemen. Ze zegt dat het probleem niet het gevolg is van de bekwaamheden van het personeel, maar van de wijze waarop het beheerd wordt.

Mevrouw De Permentier zegt dat er volgens de geruchten een akkoord is tussen PS en Ecolo : PS levert de gemeentesecretaris en ECOLO de HRM. Ze zegt tevens dat de huidige wd. gemeentesecretaris alle vaardigheden bezit om gemeentesecretaris te worden. Ze kent het bestuur perfect en ze is een uitstekend hoofd geweest van de personeelsdienst. Ze voegt hieraan toe dat er nooit zoveel positieve maatregelen ten opzichte van het personeel getroffen werden, als in de tijd dat de MR aan de macht was. Mijnheer Ghysels antwoordt dat indien hij aan Mevrouw Moens gevraagd heeft om de functie van gemeentesecretaris waar te nemen, dit is omdat hij volledig vertrouwen heeft in haar bekwaamheden, maar dat het hier gaat om een beslissing die lang geleden genomen werd en dat men zijn beslissing niet kan veranderen in functie van de personen.

Mijnheer Rongé vindt dat het aanwerven van een intern personeelslid een bron van motivatie is en hij vraagt zich ook af of er zich geen probleem gaat stellen wat betreft de taalpariteit wanneer het kader volledig zal zijn.

Mijnheer Ghysels antwoordt dat in dit stadium niemand een voorbarig oordeel mag vellen.

Het punt wordt op de volgende wijze goedgekeurd : de MR en Mijnheer Rongé stemmen tegen, de PS, ECOLO en CDH stemmen voor.

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1989 tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 24 juni 1988 tot codificatie van de gemeentewet onder het opschrift « Nieuwe gemeentewet » ;

Gelet op de Ordonnantie van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 maart 2009 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat op 1 april 2013 de post van Gemeentesecretaris vacant is volgend op de pensionering van de Heer Guy Delanghe, Gemeentesecretaris ;

Overwegende dat de bevorderings- en aanwervingsvoorwaarden tot de post van Gemeentesecretaris door de Gemeenteraad vastgesteld werden in zijn zitting van 19 september 1989 en dat het bijgevolg noodzakelijk is om ze up te daten en om de nieuwe toegangsvoorwaarden tot de post van gemeentesecretaris te bepalen ;

Gelet op de protocol nr 382 overeengekomen tussen de overheid en de vakbondsorganisaties op datum van 14 juni 2013 (akkoord voor de CGSP en CSC – niet-akkoord voor de SLFP) ;

BESLIST :

De nieuwe toegangsvoorwaarden tot de graad van gemeentesecretaris als volgt vast te stellen :

Voorwaarden tot deelname aan het vergelijkend wervingsexamen :

De benoeming tot Gemeentesecretaris gebeurt via aanwerving.

De algemene voorwaarden die vervuld moeten zijn om benoemd te worden tot gemeentesecretaris zijn de volgende :

7. Belg zijn gezien het feit dat het uit te oefenen ambt een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van het openbaar gezag inhoudt en werkzaamheden omvat die strekken tot de bescherming van de algemene belangen van de Gemeente ;
8. Een gedrag hebben dat tegemoet komt aan de functievereisten ;
9. Genieten van politieke en burgerrechten ;
10. Aan de wettelijke verplichtingen inzake dienstplicht hebben voldaan ;
11. Houder zijn van één van de volgende diploma's of gelijkwaardig :
 - doctor of licentiaat in de rechten
 - licentiaat in de administratieve wetenschappen
 - licentiaat in de politieke wetenschappen
 - licentiaat in de economische wetenschappen
12. Talenkennis
Tweetalig Frans-Nederlands vereist
In het bezit zijn van het brevet van de grondige kennis van de tweede landstaal (Brevet van SELOR – artikel 11)

Al deze voorwaarden zijn vereist tegen **ten laatste** de dag van de eerste proef.

Rekening houdend met de wettelijke bepalingen, kan de Gemeenteraad de taalrol bepalen waartoe de kandidaten moeten behoren ;

Slagen voor een examen dat gequoteerd wordt op 200 met de volgende slaagvoorwaarden :

Minimum vereist in **elke** proef : 60% van de punten

Minimum vereist voor het ganse examen : 60% van de punten

Elke proef geldt als een schifting.

| | | |
|--|---|---------|
| Proeven om te kunnen oordelen over de geestesrijpheid van de kandidaten | <u>Schriftelijke proef</u> Samenvatting, commentaar en kritiek van een voordracht over een algemeen onderwerp van het niveau van hoger onderwijs. Deze proef heeft als doel de geest voor synthese en kritiek van de kandidaten na te gaan. Het in te leveren werk bevat dus twee duidelijk afzonderlijke delen : c) Een samenvatting, in doorlopende tekst, van de uitgewerkte hoofdideeën d) Een uiteenzetting met opmerkingen, persoonlijke ideeën en, eventueel, bezwaren alsook belangrijk geachte kritieken. | /60 |
| | <u>Mondelinge selectieproef</u> Deze proef maakt het mogelijk om te peilen naar de vaardigheden inzake management, leadership en rijpheid van de kandidaten en zo te kunnen oordelen over de geschiktheid van de kandidaten voor de functie in kwestie. | .../60 |
| Schriftelijke proef inzake beroepsgeschiktheid houdende | Grondige kennis van de gemeentewet | .../20 |
| | Grondwettelijk recht | .../10 |
| | Administratief recht | .../10 |
| | Technieken van openbaar management | .../10 |
| | Openbare financiën en begrotingsrecht | .../10 |
| | Wetten op de Staatshervorming met betrekking tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest | .../10 |
| | Gemeentebedrijven en -verenigingen, Instellingen ondergeschikt aan de gemeenten | .../10 |
| Totaal | .../80 | |
| TOTAAL | | .../200 |

Voor de voordracht is de beoordeling gebaseerd op de inhoud, de vorm en de spelling.

Voor de andere schriftelijke proeven wordt steeds rekening gehouden met de spelling.

Samenstelling van de jury :

De samenstelling van de examenjury, waarvan de leden zullen worden aangeduid door het college van Burgemeester en Schepenen, zal de volgende zijn :

Een voorzitter : de Burgemeester

Een lid van het Schepencollege

Een gemeentesecretaris van een andere gemeente

Een professor uit het universitair onderwijs

Een expert in gemeentelijk management uit de rangen van een gewestelijke of federale administratie

1 secretaris van de jury, gemeentelijk ambtenaar, zonder stemrecht.

Elke groep van de Gemeenteraad, alsook de representatieve vakbondsorganisaties kunnen één van hun leden aanduiden die de proeven bijwoont als waarnemer. Deze kunnen echter niet deelnemen aan de beraadslagingen.

Article 5

Personnel - GRH - Profil de fonction - Procédure d'engagement - Modifications.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 4 octobre 2011 de déterminer le profil de fonction et de fixer les conditions d'accès au poste de gestionnaire en ressources humaines ;

Considérant qu'un examen de recrutement a été organisé en date des 26 mai et 23 juin 2013, mais qu'aucun candidat n'a satisfait aux épreuves ;

Considérant qu'un nouvel examen devrait être organisé pour répondre aux dispositions de l'ordonnance du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 2009 modifiant la Nouvelle Loi Communale et qu'il y a lieu d'apporter quelques modifications aux conditions d'accès au poste mais également au cadre ;

Vu le protocole n° 383 de la réunion du 14 juin 2013 avec les représentants des organisations syndicales (accord de la CGSP et de la CSC – désaccord du SLFP) ;

DECIDE :

De modifier le règlement de recrutement et d'avancement ainsi que le cadre et l'organigramme du personnel communal ainsi que le statut pécuniaire, afin de permettre la création de la fonction, niveau A6, de gestionnaire des ressources humaines ;

De modifier le texte du règlement comme suit :

ANCIEN TEXTE

Profil - posséder : - une capacité relationnelle
- le sens de l'écoute
- un esprit de synthèse et d'analyse
- le sens de la communication et du dialogue
- le sens de la négociation
- le sens des responsabilités

- une capacité à prendre des décisions et d'arbitrer
- un sens du contact et aisance relationnelle qui se traduit par une capacité à faire adhérer au changement et évolution
- connaissance du secteur public.

Conditions d'accès : la fonction de gestionnaire des ressources humaines est attribuée sur décision du conseil communal, soit par promotion, soit par recrutement via un appel public.

Conditions de promotion : - compter au moins 3 ans d'ancienneté à titre définitif dans le grade de niveau A;

- a. avoir une évaluation favorable;
- b. être porteur d'un diplôme pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services publics (master/licence) en gestion des ressources humaines ou en psychologie du travail, complété d'une expérience significative de 2 ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines ;
- c. ou être porteur d'un diplôme pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services publics (master/licence), complété d'une expérience significative de 4 ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines ;
- d. satisfaire à un examen de promotion (conditions en annexe)
- e. avoir satisfait aux examens linguistiques (SELOR) art.8 et art.9§1 – suffisant.

Conditions de recrutement : - être porteur d'un diplôme pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services publics (master/licence) en gestion des ressources humaines ou en psychologie du travail, complété d'une expérience significative de 2 ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

- ou être porteur d'un diplôme pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services publics (master/licence), complété d'une expérience significative de 4 ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines.
- satisfaire à un examen de recrutement (conditions en annexe)
- avoir satisfait aux examens linguistiques (SELOR) art. 8 et art.9§1 – suffisant.

EXAMEN DE RECRUTEMENT.

Gestionnaire des ressources humaines

A. Epreuve écrite sur la formation générale (éliminatoire):

Résumé et commentaires d'une conférence sur un sujet d'ordre général.

Cette épreuve a pour objet de déceler l'esprit de synthèse et de critique des candidats.

Le travail à fournir comporte donc deux parties nettement distinctes:

- a) un résumé, en texte continu, des idées maîtresses développées;
- b) un exposé comprenant les remarques, les réflexions personnelles et, éventuellement, les objections ainsi que les critiques jugées opportunes.

36/60

B. Epreuve écrite sur des matières déterminées (éliminatoire)

- a) Nouvelle Loi communale (titre I – du corps communal ; titre II – des attributions ; titre III – du personnel) ; 10/20

- b) La gestion du personnel (recrutement, promotion, formation et évaluation) ; 10/20
- c) Le management du personnel ; 12/20
- d) La législation sociale ; 10/20

Minimum requis sur le total des points : 48/80

C. Epreuve de conversation

L'exercice de conversation a pour but, d'une part, de faire connaître la personnalité des candidats, leur maturité d'esprit et de caractère, de déterminer les qualités de réflexion et d'énonciation, tout en permettant d'apprécier leur façon de se présenter et d'autre part de permettre l'évaluation de la vision du candidat sur sa future mission et les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour la réaliser.

36/60

EXAMEN DE PROMOTION.

Gestionnaire des ressources humaines

A. Epreuve écrite sur la formation générale (éliminatoire):

Résumé et commentaires d'une conférence sur un sujet d'ordre général.

Cette épreuve a pour objet de déceler l'esprit de synthèse et de critique des candidats.

Le travail à fournir comporte donc deux parties nettement distinctes:

- a) un résumé, en texte continu, des idées maîtresses développées;
- b) un exposé comprenant les remarques, les réflexions personnelles et, éventuellement, les objections ainsi que les critiques jugées opportunes.

36/60

B. Epreuve écrite sur des matières déterminées (éliminatoire)

- a) Nouvelle Loi communale (titre I – du corps communal ; 10/20 - titre II – des attributions ; titre III – du personnel) ;
- b) La gestion du personnel (recrutement, promotion, formation et évaluation) ; 10/20
- c) Le management du personnel ; 12/20
- d) La législation sociale ; 10/20

Minimum requis sur le total des points : 48/80

C. Epreuve de conversation

L'exercice de conversation a pour but, d'une part, de faire connaître la personnalité des candidats, leur maturité d'esprit et de caractère, de déterminer les qualités de réflexion et d'énonciation, tout en permettant d'apprécier leur façon de se présenter et d'autre part de permettre l'évaluation de la vision du candidat sur sa future mission et les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour la réaliser.

36/60

NOUVEAU TEXTE :

- Profil** - posséder :
- une capacité relationnelle
 - le sens de l'écoute
 - un esprit de synthèse et d'analyse
 - le sens de la communication et du dialogue
 - le sens de la négociation
 - le sens des responsabilités

- une capacité à prendre des décisions et d'arbitrer
- un sens du contact et aisance relationnelle qui se traduit par une capacité à faire adhérer au changement et évolution
- connaissance du secteur public.

Conditions de participation au concours de recrutement de GRH :

La nomination en qualité de GRH se fera par voie de recrutement.

Les conditions générales à remplir pour être nommé en qualité de GRH sont les suivantes :

13. Etre d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;
14. Jouir des droits civils et politiques
15. Avoir satisfait aux obligations des lois sur la milice
16. Etre porteur d'un diplôme pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services publics (master/licence) en gestion des ressources humaines ou en psychologie du travail, complété d'une expérience significative de 2 ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines.
ou être porteur d'un diplôme pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les services publics (master/licence), complété d'une expérience significative de 4 ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines.
17. Avoir satisfait aux examens linguistiques (SELOR) art. 8 et art.9§1 – suffisant.

Toutes ces conditions sont requises **au plus tard** le jour de la première épreuve.

CONCOURS DE RECRUTEMENT.

Gestionnaire des ressources humaines

A. Epreuve écrite sur la formation générale (éliminatoire):

Résumé et commentaires d'une conférence sur un sujet d'ordre général.

Cette épreuve a pour objet de déceler l'esprit de synthèse et de critique des candidats.

Le travail à fournir comporte donc deux parties nettement distinctes:

- a) un résumé, en texte continu, des idées maîtresses développées;
- b) un exposé comprenant les remarques, les réflexions personnelles et, éventuellement, les objections ainsi que les critiques jugées opportunes.

36/60

B. Epreuve écrite sur des matières déterminées (éliminatoire)

a) Nouvelle Loi communale (titre I – du corps communal ; titre II – des attributions ; titre III – du personnel) ; 10/20

b) La gestion du personnel (recrutement, promotion, formation et évaluation) ; 10/20

c) Le management du personnel ; 12/20

d) La législation sociale ; 10/20

Minimum requis sur le total des points : 48/80

C. Epreuve de conversation

L'exercice de conversation a pour but, d'une part, de faire connaître la personnalité des candidats, leur maturité d'esprit et de caractère, de déterminer les qualités de réflexion et d'énonciation, tout en permettant d'apprécier leur façon de se présenter et d'autre part de

permettre l'évaluation de la vision du candidat sur sa future mission et les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour la réaliser.

36/60

Composition du jury :

La composition du jury d'examen, dont les membres seront désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sera la suivante :

Un président : le Bourgmestre

Un membre du Collège échevinal

Un secrétaire communal d'une autre commune

Un professeur de l'enseignement universitaire

Un expert en management public issu d'une administration régionale ou fédérale

1 secrétaire du jury, fonctionnaire communal, sans voix délibérative.

Chaque groupe du Conseil Communal, ainsi que les organisations syndicales représentatives peuvent désigner un de leurs membres qui assiste, à titre d'observateur aux épreuves. Ceux-ci ne peuvent cependant pas assister aux délibérations.

Artikel 5

Personeel - HRM - Functieprofiel - Aanwervingsprocedure - Wijziging.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 4 oktober 2011 herzien om het functieprofiel te bepalen en om de toegangsvoorwaarden tot de post van human resources manager vast te leggen ;

Overwegende dat er een aanwervingsexamen georganiseerd werd op datum van 26 mei en 23 juni 2013, maar dat geen enkele kandidaat voldoening heeft gegeven bij de proeven ;

Overwegende dat er een nieuw examen georganiseerd moet worden om tegemoet te komen aan de bepalingen van de Ordonnantie van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 maart 2009 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet en dat er enkele wijzigingen moeten worden aangebracht aan de toegangsvoorwaarden tot de post maar tevens aan het kader ;

Gelet op het protocol nr 383 van de vergadering van 14 juni 2013 met de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties (akkoord voor de CGSP en CSC, niet-akkoord voor de SLFP) ;

BESLIST :

Het wervings- en bevorderingsreglement alsook het kader en het organogram van het gemeentepersoneel alsook het geldelijk statuut te wijzigen, teneinde de oprichting van de functie, op niveau A6, van human resources manager mogelijk te maken ;

De tekst van het reglement als volgt te wijzigen :

OUDE TEKST

- Profiel** - beschikken over :
- relationeel vermogen
 - naar mensen kunnen luisteren
 - synthetische en analytische geest
 - gevoel voor communicatie en dialoog
 - onderhandelingszin
 - verantwoordelijkheidszin
 - vermogen tot het nemen van beslissingen en tot het beslechten van geschillen
 - zin voor contacten en relationele vlotheid wat zich vertaalt in een vermogen om te doen aansluiten bij verandering en evolutie
 - kennis van de openbare sector.

Toegangsvoorwaarden : de functie van human resources manager wordt toegekend op beslissing van de gemeenteraad, hetzij door bevordering, hetzij door aanwerving via een openbare oproep.

Bevorderingsvoorwaarden : - tenminste 3 jaar anciënniteit tellen, vast benoemd, in een graad van niveau A;

- a. een gunstige evaluatie hebben ;
- b. houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau A bij de overheidsdiensten (master/licentiaat) in human resources management of in arbeidspsychologie, aangevuld door een relevante ervaring van 2 jaar in het domein van human resources management ;
- c. houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau A bij de overheidsdiensten (master/licentiaat), aangevuld door een relevante ervaring van 4 jaar in het domein van human resources management ;
- d. slagen voor een bevorderingsexamen (voorwaarden in bijlage)
- e. geslaagd zijn voor de taalexamens (SELOR) art.8 en art.9§1 – voldoende.

Aanwervingsvoorwaarden : - houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau A bij de overheidsdiensten (master/licentiaat) in human resources management of in arbeidspsychologie, aangevuld door een relevante ervaring van 2 jaar in het domein van human resources management.

- of houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau A bij de overheidsdiensten (master/licentiaat), aangevuld door een relevante ervaring van 4 jaar in het domein van human resources management.
- slagen voor een aanwervingsexamen (voorwaarden in bijlage)
- geslaagd zijn voor de taalexamens (SELOR) art.8 en art.9§1 – voldoende.

AANWERVINGSEXAMEN.

Human resources manager

A. Schriftelijke proef over de algemene vorming (schiftingsproef):

Samenvatting en commentaar van een voordracht over een algemeen onderwerp.

Deze proef heeft als doel de geest voor synthese en kritiek van de kandidaten na te gaan.

Het in te leveren werk bevat dus twee duidelijk afzonderlijke delen:

- a) een samenvatting, in doorlopende tekst, van de uitgewerkte hoofdideeën;
- b) een uiteenzetting met opmerkingen, persoonlijke ideeën en, eventueel, bezwaren alsook belangrijk geachte kritieken.

36/60

B. Schriftelijke proef over bepaalde materies (schiftingsproef)

- a) Nieuwe Gemeentewet (titel I – het gemeentebestuur ; titel II – de bevoegdheden ; titel III – het personeel) ; 10/20
 - b) Het personeelsbeheer (aanwerving, bevordering, vorming en evaluatie) ; 10/20
 - c) Het personeelsmanagement ; 12/20
 - d) De sociale wetgeving ; 10/20
- Vereist minimum op het totaal van de punten : 48/80

C. Conversatieproef

De conversatie-oefening heeft als doel, enerzijds, de persoonlijkheid van de kandidaten en hun geestes- en karakterrijpheid te leren kennen, hun opmerkings- en uitdrukkingsbekwaamheden te bepalen, waarbij hun wijze van voorstelling beoordeeld kan worden en anderzijds de evaluatie na te gaan van de kandidaat over zijn toekomstige opdracht en de middelen die hij van plan is te gebruiken om deze te realiseren.

36/60

BEVORDERINGSEXAMEN.

Human resources manager

A. Schriftelijke proef over de algemene vorming (schiftingsproef):

Samenvatting en commentaar van een voordracht over een algemeen onderwerp.

Deze proef heeft als doel de geest voor synthese en kritiek van de kandidaten na te gaan.

Het in te leveren werk bevat dus twee duidelijk afzonderlijke delen:

- a) een samenvatting, in doorlopende tekst, van de uitgewerkte hoofdideeën;
- b) een uiteenzetting met opmerkingen, persoonlijke ideeën en, eventueel, bezwaren alsook belangrijk geachte kritieken.

36/60

B. Schriftelijke proef over bepaalde materies (schiftingsproef)

- a) Nieuwe Gemeentewet (titel I – het gemeentebestuur ; titel II – de bevoegdheden ; titel III – het personeel) ; 10/20
 - b) Het personeelsbeheer (aanwerving, bevordering, vorming en evaluatie) ; 10/20
 - c) Het personeelsmanagement ; 12/20
 - d) De sociale wetgeving ; 10/20
- Vereist minimum op het totaal van de punten : 48/80

C. Conversatieproef

De conversatie-oefening heeft als doel, enerzijds, de persoonlijkheid van de kandidaten en hun geestes- en karakterrijpheid te leren kennen, hun opmerkings- en uitdrukkingsbekwaamheden te bepalen, waarbij hun wijze van voorstelling beoordeeld kan worden en anderzijds de evaluatie na te gaan van de kandidaat over zijn toekomstige opdracht en de middelen die hij van plan is te gebruiken om deze te realiseren.

36/60

NIEUWE TEKST :

- Profiel** - beschikken over :
- relationeel vermogen
 - naar mensen kunnen luisteren
 - synthetische en analytische geest
 - gevoel voor communicatie en dialoog
 - onderhandelingszin
 - verantwoordelijkheidszin
 - vermogen tot het nemen van beslissingen en tot het beslechten van geschillen
 - zin voor contacten en relationele vlotheid wat zich vertaalt in een vermogen om te doen aansluiten bij verandering en evolutie
 - kennis van de openbare sector.

Voorwaarden tot deelname aan het vergelijkend wervingsexamen van HRM :

De benoeming tot HRM gebeurt via aanwerving.

De algemene voorwaarden die vervuld moeten zijn om benoemd te worden tot HRM zijn de volgende :

18. Een gedrag hebben dat tegemoet komt aan de functievereisten ;
19. Genieten van politieke en burgerrechten
20. Aan de wettelijke verplichtingen inzake dienstplicht hebben voldaan
21. Houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau A bij de overheidsdiensten (master/licentiaat) in human resources management of in arbeidspychologie, aangevuld door een relevante ervaring van 2 jaar in het domein van human resources management.
of houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau A bij de overheidsdiensten (master/licentiaat), aangevuld door een relevante ervaring van 4 jaar in het domein van human resources management.
22. Geslaagd zijn voor de taalexamens (SELOR) art.8 en art.9§1 – voldoende.

Al deze voorwaarden zijn vereist tegen **ten laatste** de dag van de eerste proef.

VERGELIJKEND WERVINGSEXAMEN.

Human resources manager

A. Schriftelijke proef over de algemene vorming (schiftingsproef):

Samenvatting en commentaar van een voordracht over een algemeen onderwerp.

Deze proef heeft als doel de geest voor synthese en kritiek van de kandidaten na te gaan.

Het in te leveren werk bevat dus twee duidelijk afzonderlijke delen:

- a) een samenvatting, in doorlopende tekst, van de uitgewerkte hoofdideeën;
- b) een uiteenzetting met opmerkingen, persoonlijke ideeën en, eventueel, bezwaren alsook belangrijk geachte kritieken.

36/60

B. Schriftelijke proef over bepaalde materies (schiftingsproef)

- a) Nieuwe Gemeentewet (titel I – het gemeentebestuur ; titel II – de bevoegdheden ; titel III – het personeel) ; 10/20
 - b) Het personeelsbeheer (aanwerving, bevordering, vorming en evaluatie) ; 10/20
 - c) Het personeelsmanagement ; 12/20
 - d) De sociale wetgeving ; 10/20
- Vereist minimum op het totaal van de punten : 48/80

C. Conversatieproef

De conversatie-oefening heeft als doel, enerzijds, de persoonlijkheid van de kandidaten en hun geestes- en karakterrijpheid te leren kennen, hun opmerkings- en uitdrukkingsbekwaamheden te bepalen, waarbij hun wijze van voorstelling beoordeeld kan worden en anderzijds de evaluatie na te gaan van de kandidaat over zijn toekomstige opdracht en de middelen die hij van plan is te gebruiken om deze te realiseren.

36/60

Samenstelling van de jury :

De samenstelling van de examenjury, waarvan de leden zullen worden aangeduid door het college van Burgemeester en Schepenen, zal de volgende zijn :

Een voorzitter : de Burgemeester

Een lid van het Schepencollege

Een gemeentesecretaris van een andere gemeente

Een professor uit het universitair onderwijs

Een expert in gemeentelijk management uit de rangen van een gewestelijke of federale administratie

1 secretaris van de jury, gemeentelijk ambtenaar, zonder stemrecht.

Elke groep van de Gemeenteraad, alsook de representatieve vakbondsorganisaties kunnen één van hun leden aanduiden die de proeven bijwoont als waarnemer. Deze kunnen echter niet deelnemen aan de beraadslagingen.

Article 6

Personnel - Règlement relatif au licenciement du personnel contractuel - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et ses modifications ;

Vu le règlement relatif au licenciement du personnel contractuel de notre administration voté en séance du Conseil communal du 28 mars 2006 et approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 29 mai 2006 ;

Considérant qu'au vu de la mise en pratique dudit règlement, la longueur et la lourdeur de la procédure sont préjudiciables tant pour l'employeur que pour l'agent concerné ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de simplifier la procédure dans le respect des dispositions légales en la matière et du droit de la défense ;

Vu le protocole d'accord n° 384 de la réunion du 14 juin 2013 avec les représentants des organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier le règlement relatif au licenciement du personnel contractuel comme suit :

ANCIEN TEXTE :

1. Licenciement pour raisons professionnelles

Article 1

Le présent règlement s'applique uniquement aux cas de fautes professionnelles à l'exclusion des fautes graves.

Article 2

Le chef de service dresse un rapport circonstancié reprenant les faits reprochés justifiant à son sens le licenciement. Il y joint toute pièce justificative s'il y a lieu.

Le chef de service soumet le rapport à la signature de l'intéressé.

Article 3

Le rapport est transmis au Secrétaire communal qui le soumet au collège des Bourgmestre et Échevins.

Le collège peut décider soit de classer le dossier, soit que la gravité des faits reprochés justifie une audition de l'agent.

Article 4

L'intéressé est convoqué soit par lettre recommandée, soit par la remise de la convocation contre accusé de réception au moins 12 jours ouvrables avant sa comparution.

La convocation doit mentionner :

- les lieu, jour et heure de l'audition,
- les faits reprochés,
- le fait qu'une procédure de licenciement est envisagée,
- le droit de l'intéressé de se faire assister par un défenseur de son choix.
- Le droit de consulter et de prendre copie de son dossier.

Le rapport du chef de service est joint à la convocation.

L'audition a lieu en présence du chef du service. Le collège décide s'il entend les témoins éventuels présentés par le chef de service ou par l'intéressé.

En cas de licenciement, un procès-verbal d'audition est établi et signé par l'intéressé.

Article 5

Le membre du personnel qui ne souhaite pas être entendu le communique par écrit au collège des Bourgmestre et Échevins.

Si le membre du personnel a renoncé par écrit à être entendu ou s'il ne s'est pas présenté à l'audition, sans justificatif préalable, le collège établit, selon le cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Article 6

Après l'audition, le collège des Bourgmestre et Échevins décide :

- soit de classer le dossier

- soit d'infliger la sanction de l'avertissement écrit (contresigné pour prise de connaissance par l'intéressé)
- soit d'infliger la sanction de la réprimande
- soit de procéder au licenciement du membre du personnel dans le respect des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail.

2. Licenciement pour motif grave sans préavis

Article 1

Est considéré comme motif grave, aux termes de la loi, toute faute rendant immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre employeur et travailleur.

Article 2

Le chef de service qui estime devoir proposer un tel licenciement dresse **immédiatement** un rapport circonstancié et précis des faits reprochés, le communique au Secrétaire communal.

Article 3

Le rapport est soumis à la signature du Secrétaire communal et du Bourgmestre qui convoquent immédiatement les membres du collège.

Article 4

Le collège des Bourgmestre et Échevins entend l'agent à qui les faits sont reprochés, ainsi que les témoins éventuels.

Article 5

La décision de licenciement ainsi que le motif reproché est notifié dans les trois jours ouvrables à la personne concernée par lettre recommandée avec accusé de réception

NOUVEAU TEXTE :

1. Licenciement

Article 1

Le présent règlement s'applique uniquement aux cas de licenciement à l'exclusion de ceux pour motifs graves.

Article 2

Le chef de service dresse un rapport circonstancié reprenant les faits justifiant à son sens le licenciement. Il y joint toute pièce justificative s'il y a lieu. Le rapport est transmis dans les plus brefs délais au Secrétaire communal.

Article 3

L'agent est convoqué chez le secrétaire communal pour y être entendu. Il lui expose les faits reprochés et entend sa version.

Le rapport établi par le responsable hiérarchique lui est soumis pour prise de connaissance et signature pour réception. Il peut y mentionner le souhait d'être entendu par le Collège, ainsi que des remarques éventuelles.

Si l'agent souhaite être entendu par le Collège, le Secrétaire communal lui remet une convocation pour le prochain Collège, à la condition qu'il dispose de 10 jours calendrier pour préparer sa défense.

L'intéressé peut se faire assister ou représenter par un défenseur de son choix et peut au préalable consulter et prendre copie de son dossier.

En cas d'absence à cette audience – pour quelque cause que ce soit – il est considéré qu'il renonce à sa demande d'être entendu.

Article 4

Après l'audition, le Collège des Bourgmestre et Échevins décide :

- soit de classer le dossier
- soit d'infliger la sanction de l'avertissement écrit (contresigné pour prise de connaissance par l'intéressé)
- soit d'infliger la sanction de la réprimande
- soit de procéder au licenciement du membre du personnel dans le respect des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail.

2. Licenciement pour motif grave sans préavis

Les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et plus particulièrement l'article 35 sont d'application.

Artikel 6

Personeel - Reglement betreffende het ontslag van het contractuele personeel - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en haar wijzigingen ;

Gelet op het reglement betreffende het ontslag van het contractuele personeel van ons bestuur gestemd in zitting van de Gemeenteraad van 28 maart 2006 en goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 29 mei 2006 ;

Overwegende dat, bij het in praktijk brengen van dit reglement, de lengte en de logheid van de procedure nadelig zijn zowel voor de werkgever als voor de betrokken agent ;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om de procedure te vereenvoudigen in naleving van de wettelijke bepalingen terzake en van de rechten van de verdediging ;

Gelet op het protocol nr 384 van de vergadering van 14 juni 2013 met de vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties (akkoord) ;

BESLIST :

Het reglement betreffende het ontslag van het contractuele personeel als volgt te wijzigen :

OUDE TEKST :

1. Afdanking wegens professionele redenen

Artikel 1

Dit reglement wordt enkel toegepast bij beroepsfouten, met uitsluiting van de zware fouten.

Artikel 2

Het diensthoofd stelt een omstandig rapport op waarin de verweten feiten worden vermeld die volgens hem het ontslag rechtvaardigen. Indien nodig, worden alle bewijsstukken bijgevoegd. Het diensthoofd legt het rapport ter handtekening voor aan de betrokkene.

Artikel 3

Het rapport wordt aan de gemeentesecretaris overhandigd die het voorlegt aan het college van Burgemeester en Schepenen.

Het college van Burgemeester en Schepenen mag beslissen ofwel het dossier te klasseren, ofwel dat de ernst van de verweten feiten het verhoor van het personeelslid rechtvaardigt.

Artikel 4

Het personeelslid wordt minstens twaalf werkdagen voor zijn verschijning opgeroepen, ofwel per aangetekend schrijven, ofwel door afgifte van de oproepingsbrief tegen ontvangstbewijs.

De oproepingsbrief moet vermelden :

- de plaats, dag en uur van het verhoor,
- de verweten feiten,
- het feit of de ontslagprocedure wordt overwogen,
- het recht van de betrokkene om zich te laten bijstaan door een zelfgekozen verdediger.
- het recht van zijn dossier in te kijken en er kopieën van te nemen.

Het rapport van het diensthoofd wordt bij de oproepingsbrief gevoegd.

Het verhoor heeft plaats in het bijzijn van het diensthoofd. Het college beslist of het de eventuele getuigen van het diensthoofd of van het personeelslid verhoort.

Bij ontslag wordt een proces-verbaal van verhoor opgesteld en ondertekend door de betrokkene.

Artikel 5

Het personeelslid dat niet gehoord wenst te worden, meldt dit schriftelijk aan het college van Burgemeester en Schepenen.

Indien het personeelslid schriftelijk te kennen heeft gegeven dat hij niet gehoord wenst te worden, of indien hij zonder voorafgaandelijke rechtvaardiging niet is verschenen, stelt het college van Burgemeester en Schepenen, naargelang het geval, een proces-verbaal van afstand of van niet-verschijning op.

Artikel 6

Na het verhoor kan het College van Burgemeester en Schepenen beslissen om:

- ofwel het dossier te klasseren
- ofwel de sanctie van de schriftelijke waarschuwing op te leggen (ondertekend voor kennisneming door de betrokkene)
- ofwel de sanctie van de berisping op te leggen
- ofwel over te gaan tot het ontslag van het personeelslid volgens de bepalingen voorzien door de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten.

2. Ontslag zonder vooropzeg wegens zware fout

Artikel 1

Wordt door de wet beschouwd als zware fout, iedere fout die onmiddellijk en onherroepelijk iedere professionele samenwerking tussen de werkgever en de werknemer onmogelijk maakt.

Artikel 2

Het diensthoofd dat het nodig acht om een dergelijk ontslag voor te stellen moet **onmiddellijk** een omstandig en nauwkeurig rapport opmaken van de verweten feiten en deelt dit mede aan de Gemeentesecretaris.

Artikel 3

Het rapport wordt ter handtekening van de secretaris en van de Burgemeester gelegd, die onmiddellijk de leden van het College samenroepen.

Artikel 4

Het college van Burgemeester en schepenen verhoort de agent aan wie de feiten worden verweten en de eventuele getuigen.

Artikel 5

De beslissing tot ontslag, evenals de verweten motieven worden binnen de drie werkdagen aan het betrokken personeelslid gemeld, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

NIEUWE TEKST :

1. Ontslag

Artikel 1

Huidig reglement is enkel van toepassing op de gevallen van ontslag met uitsluiting van diegenen voor zware fouten.

Artikel 2

Het diensthoofd stelt een omstandig rapport op waarin de feiten worden vermeld die volgens hem het ontslag rechtvaardigen. Indien nodig, worden alle bewijsstukken bijgevoegd. Het rapport wordt binnen de kortste termijnen aan de Gemeentesecretaris overgemaakt.

Artikel 3

De agent wordt bij de gemeentesecretaris geroepen om er gehoord te worden. Hij zet de hem verweten feiten uiteen en luistert naar zijn versie.

Het rapport opgemaakt door de hiërarchische verantwoordelijke wordt hem voorgelegd voor kennisneming en ondertekening voor ontvangst. Hij kan er zijn wens op vermelden om door het College gehoord te worden, alsook zijn eventuele opmerkingen.

Indien de agent door het College gehoord wenst te worden, overhandigt de Gemeentesecretaris hem een oproepingsbrief voor het volgende College, op voorwaarde dat hij beschikt over 10 kalenderdagen om zijn verdediging voor te bereiden.

De betrokkene kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een verdediger van zijn keuze en kan vooraf zijn dossier inkijken en er kopieën van nemen.

In geval van afwezigheid op deze hoorzitting – ongeacht de reden – wordt beschouwd dat hij afstand doet van zijn verzoek om gehoord te worden.

Artikel 4

Na het verhoor kan het College van Burgemeester en Schepenen beslissen om:

- ofwel het dossier te klasseren
- ofwel de sanctie van de schriftelijke waarschuwing op te leggen (ondertekend voor kennisneming door de betrokkene)
- ofwel de sanctie van de berisping op te leggen
- ofwel over te gaan tot het ontslag van het personeelslid volgens de bepalingen voorzien door de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten.

2. Ontslag zonder vooropzeg wegens zware fout

De bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en in het bijzonder artikel 35 zijn van toepassing.

Article 7

Personnel - Règlement du recrutement et d'avancement du personnel communal. Ajout.

LE CONSEIL,

Vu le règlement de recrutement et d'avancement du personnel communal adopté en séance du Conseil Communal du 19 décembre 1995 et ses modifications ;

Vu le protocole d'accord n° 381 relatif aux descriptions de fonctions ;

Considérant que le service de la petite enfance a établi les descriptions de fonction des différents postes essentiels au bon fonctionnement du service ;

Considérant que de plus, les descriptions de fonctions sont un réel outil de GRH facilitant et améliorant :

Le recrutement

L'évolution de carrière

L'évaluation

La formation

DECIDE :

D'ajouter au règlement de recrutement et d'avancement un chapitre relatif aux descriptions de fonction et d'y intégrer les descriptions du service de la petite enfance reprises en annexe.

Artikel 7

Personeel - Wervings-en bevorderingsreglement van het gemeente personeel - Toevoeging.

DE RAAD,

Gelet op het wervings- en bevorderingsreglement van het gemeentepersoneel goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 19 december 1995 en latere wijzigingen;

Gelet op het protocolakkoord nr. 381 betreffende de functiebeschrijvingen;

Overwegende dat de dienst kleine kinderen de functiebeschrijvingen van de verschillende posten die essentieel zijn voor de goede werking van de dienst opgesteld heeft;

Overwegende dat de functiebeschrijvingen bovendien een echt HRM instrument zijn ter vergemakkelijking en ter verbetering van:

- De aanwerving
- De evolutie van loopbaan
- De evaluatie
- De vorming;

BESLIST :

Aan het wervings- en bevorderingsreglement een hoofdstuk toe te voegen betreffende de functiebeschrijvingen en er de beschrijvingen van de dienst kleine kinderen in op te nemen, zoals vermeld in de bijlage.

Article 8

Information - communication - redesign du site internet de Forest par le CIRB - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal en séance du 6 juin 1978 décident de déléguer au collège des Bourgmestre et Echevins ses pouvoirs en matière de choix de mode de passation et de fixation des conditions des marchés relatifs à l'exécution de la gestion ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, particulièrement l'article 17§2-1^o ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu la convention « Irisnet 2 » d'application au 1 octobre 2012 relatif au mandat octroyé au CIRB ;

Considérant dès lors que le CIRB a pour mission d'effectuer un redesign du site internet de Forest ;

Considérant que la dépense est prise en charge par le service information- communication à l'article 133/742-53 du service extraordinaire du budget 2013 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

De désigner le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) pour prendre en charge le redesign du site internet de Forest ;

D'inscrire la dépense y relative de 8.000,00 € à l'article 133/742-53 du service extraordinaire du budget 2013 ;

De financer la dépense par l'emprunt.

Artikel 8

Informatie - communicatie - Redesign van de website van Vorst door het CIBG - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 6 juni 1978 waarin beslist werd om zijn bevoegdheden inzake keuze van gunningswijze en van vaststelling van de lastvoorwaarden van de opdrachten betreffende de uitvoering van het beheer over te dragen aan het college van Burgemeester en Schepenen ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17§2-1^o alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de overeenkomst « Irisnet 2 » van toepassing op 1 oktober 2012 betreffende het mandaat toegekend aan het CIBG;

Overwegende dat het CIBG bijgevolg als opdracht heeft een redesign van de website van Vorst uit te voeren ;

Overwegende dat de uitgave ten laste genomen wordt door de dienst informatie-communicatie op artikel 133/742-53 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST,

Het Centrum voor Informatica van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (CIBG) aan te duiden om zich te ontfemen over de redesign van de website van Vorst ;

De daarmee verband houdende uitgave van 8.000,00 € in te schrijven op artikel 133/742-53 van de buitengewone dienst van de begroting 2013.

De uitgave te dekken door een lening.

Article 9

Service de Prévention - ASBL TRANSIT - Convention 2013 (1er semestre) - Budget fédéral - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 sur les subventions accordées en vue de promouvoir les activités utiles à l'intérêt général ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28 janvier 1985, prise en application de la loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que l'A.S.B.L. TRANSIT reprise dans la décision ci-dessus a entièrement rempli les obligations prévues par ladite loi et par la délibération du Conseil Communal précitée ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue pour l'année 2013 (1^e semestre) avec la Commune de Forest et l'A.S.B.L. TRANSIT.

Artikel 9

Preventiedienst - TRANSIT vzw - Overeenkomst 2013 (1ste semester) - Federale begroting - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de toegekende subsidies met het oog op de bevordering van de nuttige activiteiten voor algemeen belang ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 januari 1985, genomen in toepassing van de voornoemde wet van 14 november 1983 ;

Overwegende dat de v.z.w. TRANSIT, opgenomen in de bovengenoemde beslissing, haar verplichtingen voorzien door de bovengenoemde wet en te bovengenoemde beraadslaging van de Gemeenteraad, volledig is nagekomen ;

BESLIST,

De termen van de bijgevoegde overeenkomst, afgesloten voor het jaar 2013 (1^{ste} semester) met de Gemeente Vorst en de v.z.w. TRANSIT, goed te keuren.

Article 10

Service de Prévention - Convention 2013 entre le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine (FBPSU) et la Commune de Forest - Autorisation.

Monsieur Rongé fait remarquer que 19 fois 200 donne 3800 et non 2800.

Le Bourgmestre répond que les 2800 sont corrects, il faut donc diviser 2800€ par les 19 communes.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Forest est membre (voir annexe 4) du Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine (FBPSU), créé en Octobre 1995 à l'initiative

des cinq grandes villes belges dotées d'un contrat de sécurité (Bruxelles, Charleroi, Gand, Anvers et Liège) ;

Considérant que le groupe de travail consacré au décrochage scolaire au sein du FBPSU a initié un site internet (www.pass.irisnet.be) à vocation régionale avec pour objectif (voir annexe 1) de permettre aux acteurs travaillant dans le domaine de la scolarité (directions d'écoles, intervenants sociaux, services scolaires communaux) d'échanger des informations sur les structures existantes, les projets locaux d'accrochage scolaires et toute autre initiative intéressante ;

Considérant que la commune de Forest, comme les 18 autres communes de la RBC, est invitée à y collaborer et pour ce faire à signer une convention (voir annexe 3) ;

Considérant que le budget prévisionnel (voir annexe 2) pour réaliser ce projet est estimé à 13.435,00 € pour les 10 prochaines années, dont 10.635,00 € sont destinés à couvrir les coûts de lancement (création du site, hébergement pendant un an), le reste de la somme consistant en un complément pour la conception du site (2300,00 €) ainsi que pour le graphisme (500,00 €) ;

Considérant que la Région Bruxelles-Capitale et le FBPSU subsidient le projet à hauteur de 10.500,00 €, la commune de Bruxelles-Ville apportant une contribution de 135,00 € pour lancer le site sur un an ;

Considérant qu'il reste 2.800 € à subsidier, que le FBPSU souhaite voir pris en charge par les 19 communes participantes, ce qui représente 147,37 € chacune ;

DECIDE,

D'approuver la signature de la convention entre la Commune de Forest et le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine (FBPSU) impliquant une participation de la Commune au projet d'inventaire bilingue régional www.pass.irisnet.be de structures à vocation régionale proposant des projets favorisant l'accrochage scolaire à destination des professionnels travaillant avec des jeunes et des enfants, à raison de 147,37 € (cent quarante-sept euros et trente sept cents) que la commune verse au FBPSU asbl pour la mise en ligne de cet inventaire ;

D'inscrire le coût est estimé à 147,37 € (cent quarante-sept euros et trente-sept cents) à l'article budgétaire 300/124-48 « Autres frais techniques » du service ordinaire du budget 2013.

Artikel 10

Preventiedienst - Overeenkomst 2013 tussen het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden (BFPVS) en de Gemeente Vorst - Toelating.

Mijnheer Rongé doet opmerken dat 19 keer 200 3800 en niet 2800 bedraagt.

De Burgemeester antwoordt dat 2800 het juiste cijfer is, men moet dus 2800€ delen door de 19 gemeenten.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Vorst lid is (zie bijlage 4) van het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden (BFPVS), opgericht in oktober 1995 op initiatief van de vijf grote Belgische steden met een veiligheidscontract (Brussel, Charleroi, Gent, Antwerpen en Luik) ;

Overwegende dat de werkgroep voor schoolafhaking binnen het BFPVS een website met regionale bestemming (www.pass.irisnet.be) opgezet heeft met als doelstelling (zie bijlage 1) de actoren die werken in de schoolsector (schooldirecties, maatschappelijke werkers, gemeentelijke schooldiensten) in staat te stellen inlichtingen uit te wisselen over de bestaande structuren, de plaatselijke projecten schoolwelbevinden en elk ander interessant initiatief ;

Overwegende dat de gemeente Vorst, zoals de 18 andere gemeenten van het BHG, uitgenodigd wordt hieraan mee te werken en om dit te doen, een overeenkomst te ondertekenen (zie bijlage 3) ;

Overwegende dat de begrotingsprovisie (zie bijlage 2) om dit project uit te voeren, geraamd wordt op 13.435,00 € voor de 10 volgende jaren, waarvan 10.635,00 € bestemd zijn om de lanceringskosten (oprichting van de site, hosting gedurende een jaar) te dekken, en waarbij de rest van het bedrag bestaat uit een aanvulling voor het ontwerp van de site (2300,00 €) alsook voor de grafische vormgeving (500,00 €) ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het BFPVS het project subsidiëren voor een bedrag van 10.500,00 € dat de gemeente Brussel-Stad een bijdrage van 135,00 € levert om de site te lanceren over een jaar ;

Overwegende dat er 2.800 € te subsidiëren blijft, de het BFPVS ten laste wil zien genomen worden door de 19 deelnemende gemeenten, wat neerkomt op 147,37 € elk ;

BESLIST,

De ondertekening van de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden (BFPVS) goed te keuren wat een deelname van de Gemeente met zich meebrengt aan het project van gewestelijke tweetalige inventaris www.pass.irisnet.be van structuren met regionale bestemming die projecten aanbieden ter bevordering van het schoolwelbevinden afgestemd op de professionals die werken met jongeren en kinderen, voor een bedrag van 147,37 € (honderdzevenenveertig euro en zevenendertig cent) dat de gemeente stort aan de BFPVS vzw voor het online plaatsen van deze inventaris ;

De kost geraamd op 147,37 € (honderdzevenenveertig euro en zevenendertig cent) in te schrijven op begrotingsartikel 300/124-48 « Andere technische kosten » van de gewone dienst van de begroting 2013.

Article 11

Mobilité - Règlement d'ordre intérieur - Journée sans voiture.

Monsieur Hacken demande quelles sont les activités prévues.

Monsieur Englebert répond que le programme n'est pas encore établi, mais qu'une action de sensibilisation de développement des personnes est en cours d'élaboration.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 5 juin 2013 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 22 septembre 2013 aura lieu la « Journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE :

L'accord conclu 5 juin 2013 entre le bourgmestre de la commune de Forest et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Artikel 11

Mobiliteit - Reglement van inwendig bestuur - Autoloze Dag.

Mijnheer Hacken vraagt welke activiteiten voorzien zijn.

Mijnheer Englebert antwoordt dat het programma nog niet opgesteld is, maar dat een sensibiliseringsactie voor de ontwikkeling van mensen momenteel uitgewerkt wordt.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 5 juni 2013 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 22 september 2013 de « Autoloze Dag » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van de doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT,

Het akkoord dat op 5 juni 2013 afgesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Vorst en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt goedgekeurd.

Article 12

Finances - Modifications budgétaires service ordinaire et service extraordinaire 2013.

Monsieur Criquiélon demande si on ne peut pas, dans la fonction 766, rajouter un budget pour le Parc de Forest. Il demande quels sont les projets, pourquoi il n'y a rien au budget, si des subsides seront perçus et si le Conseil communal va être associé au projet.

Monsieur Englebert répond que des subventions seront perçues via Beliris, que le bureau d'étude est désigné par Beliris et qu'il présentera son projet probablement au collège à la fin de l'été. Il y aura de l'aménagement des trottoirs autour du Parc, un aménagement assez fondamental au niveau des plantations, des rénovations lourdes au niveau du chalet, un réaménagement de la surface qui se trouve devant le chalet, une rénovation des deux auvents, la reconstruction des bâtiments des jardiniers et il y aura des zones de tamponnage des eaux de pluie. La subvention est de 100 % et le début des travaux est prévu pour 2015.

Monsieur Criquiélon rappelle qu'au mois de mai, la mise à 1 voie de l'Avenue Albert au niveau de la Région a été évoquée. Est-ce que ces travaux vont se faire et quel est le timing et est-ce que la commune va faire d'autres travaux au niveau des abords de l'avenue pour l'aménagement des rues communales.

Monsieur Englebert répond que la commune a marqué un avis positif pour ces tests et qu'elle a marqué son souhait quant à la réalisation effective de ces travaux et que la mise

en zone 30 des abords des écoles est prévue et qu'il n'y aura pas de choix définitif tant que le Contrat de Quartier Albert ne sera pas mis en œuvre.

Monsieur Rongé dit que les zones 30 ne sont pas respectées par les automobilistes et il ne comprend pas pourquoi la commune marque son accord pour la mise en 1 voie de l'Avenue Albert, alors que les ambulances y passent régulièrement. En cas de petit embouteillage, les ambulances arriveront certainement trop tard.

Monsieur Englebert répond que les comptages réalisés par la Région démontrent qu'il n'y aura pas de problèmes particuliers et que l'Avenue Albert restera malgré tout une avenue très large. Le problème des ambulances a été évoqué : les voitures pourront se déplacer si nécessaire pour laisser passer les ambulances.

Madame Gelas dit que l'Avenue Albert est bondée à 8 heures du matin, que la mettre en 1 voie est un non-sens. Elle demande quand les contrôles des horodateurs ont réellement débuté. Il s'avère qu'il y a beaucoup de contestations. Des amendes ont été données à des personnes qui avaient introduit une demande mais qui n'avaient pas été encodées. Le plan stationnement est réellement entré en vigueur bien après le mois de mars, moment où le citoyen a payé. Le collègue n'a pas correctement informé les conseillers. Elle veut connaître la position du collègue en ce qui concerne la rétrocession d'une partie de la taxe à la Région. Monsieur Englebert dit qu'il y a eu un « bug » informatique dans le système de contrôle de certaines rues. Le contrôle a été stoppé immédiatement. La firme a été invitée à résoudre le problème, ce qui a été fait. On a fait un test et ce test a été concluant.

Monsieur Rongé demande où on en est au niveau de l'asphaltage des rues. Dans la rue des Abbesses, qui fait 200 mètres, il y a 53 trous, dans l'avenue du Globe il y en a 73.

Monsieur Loewenstein répond qu'après le délai de tutelle, l'entrepreneur a commencé au niveau de l'avenue Minerve, avenue Ulysse et deux autres rues et qu'il est censé continuer et que le service insiste auprès de la firme pour qu'elle continue, qu'il y a assez de budget pour faire toutes les rues.

Monsieur Rongé revient sur son interpellation du 4 juin en ce qui concerne Bruxelles Compost. Il dit que vendredi l'odeur était insupportable. Il demande ce que la commune compte faire.

Monsieur Englebert dit qu'il faut effectivement respecter le permis d'environnement.

Monsieur Hacken demande si la commune va accéder à la demande de la Paroisse de l'Église Saint-Antoine en ce qui concerne la toiture de l'Église. Cette piste fera économiser de l'argent à la commune, mais demande un soutien de la commune.

Monsieur Loewenstein dit que les 80.000 € est un budget au niveau de l'étude, que la commune est prête à collaborer avec toutes les Fabriques d'Église, mais qu'il y a des règles à respecter, au niveau de la loi sur les marchés publics par exemple.

Monsieur Spapens explique qu'une augmentation de 17.500€ sera ajoutée pour le projet « Divercity », suite à l'analyse des offres qui n'était pas finalisée quand les modifications budgétaires avaient été envoyées.

Monsieur Loewenstein rajoute qu'on peut aussi supprimer les 500.000€ prévus pour l'acquisition de nouveau matériel pour les élections. On a la garantie que le matériel actuel fonctionnera encore pour les élections de 2014.

Les modifications budgétaires sont approuvées Majorité contre Opposition.

LE CONSEIL ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2013 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2013.

Artikel 12

Financiën - Begrotingswijzigingen gewone dienst en buitengewone dienst 2013.

Mijnheer Criquelion vraagt of we, in de functie 766, geen budget kunnen toevoegen voor het Park van Vorst. Hij vraagt wat de plannen zijn, waarom er niets is opgenomen in de begroting, of er subsidies uitgekeerd zullen worden en of de Gemeenteraad betrokken gaat worden bij het project.

Mijnheer Englebert antwoordt dat er toelagen uitgekeerd worden via Beliris, dat het studie bureau aangesteld wordt door Beliris en dat hij zijn project waarschijnlijk aan het college op het einde van de zomer zal voorstellen. De voetpaden rond het Park zullen heraangelegd worden; ook de beplantingen ondergaan een fundamentele herinrichting, zware renovatie van de chalet, een heraanleg van het oppervlak dat zich voor de chalet bevindt, een renovatie van de twee afdaken, de heropbouw van de lokalen van de tuinmannen en er komen bufferzones voor het regenwater. De betoelaging bedraagt 100% en het begin van de werken is voorzien voor 2015.

Mijnheer Criquelion herinnert eraan dat in de maand mei melding werd gemaakt van het invoeren van 1 rijstrook in de Albertlaan op gewestelijk niveau. Gaan deze werken uitgevoerd worden, wat is de timing en gaat de gemeente andere werken uitvoeren in de directe omgeving van de laan voor de inrichting van de gemeentewegen.

Mijnheer Englebert antwoordt dat de gemeente een positief advies heeft gegeven voor deze tests en dat ze de wens te kennen gegeven heeft wat betreft de effectieve realisatie van deze werken en dat de invoering van een zone 30 in de omgeving van de scholen voorzien is en dat er geen definitieve keuze zal zijn zolang het Wijkcontract Albert niet in de uitvoeringsfase zit.

Mijnheer Rongé zegt dat de zones 30 niet nageleefd worden door de automobilisten en hij begrijpt niet waarom de gemeente haar instemming geeft voor de invoering van 1 rijstrook in de Albertlaan, terwijl er daar regelmatig ziekenwagens voorbijkomen. Bij kleine verkeersopstoppingen komen de ziekenwagens zeker te laat.

Mijnheer Englebert antwoordt dat de tellingen uitgevoerd door het Gewest aantonen dat er geen bijzondere problemen zullen zijn en dat de Albertlaan ondanks alles een zeer brede laan zal blijven. Het probleem van de ziekenwagens werd ter sprake gebracht : de wagens kunnen zich, indien nodig, verplaatsen om de ziekenwagens door te laten.

Mevrouw Gelas zegt dat de Albertlaan om 8u 's morgens propvol zit, dat het onzin is om er een baan met 1 rijstrook van te maken. Ze vraagt wanneer de parkeercontroles echt begonnen zijn. Het blijkt dat er veel betwistingen zijn. Er werden boeten gegeven aan mensen die een aanvraag ingediend hadden maar nog niet geregistreerd stonden in het systeem. Het parkeerplan is pas echt in werking getreden na de maand maart, ogenblik waarop de burger betaald heeft. Het college heeft de raadsleden niet correct geïnformeerd. Ze wil de positie van het college kennen wat betreft de teruggave van een deel van de belasting aan het Gewest. Mijnheer Englebert zegt dat er een informatica « bug » geweest is in het controlesysteem van bepaalde straten. Er werd onmiddellijk opgehouden met controleren. De firma werd uitgenodigd om het probleem op te lossen, wat ook gedaan werd. We hebben een test gedaan en deze test was afdoende.

Mijnheer Rongé vraagt hoe het zit met de asfaltering van de straten. In de Abdissenstraat, die 200 meter lang is, zijn er 53 putten, in de Globelaan, 73.

Mijnheer Loewenstein antwoordt dat na de termijn van de toezichthoudende overheid, de aannemer begonnen is ter hoogte van de Minervalaan, Ulysselaan en twee andere straten en dat hij geacht wordt verder te gaan en dat de dienst er bij de firma op aandringt om door te gaan, dat er genoeg budget is voor alle straten.

Mijnheer Rongé komt terug op zijn interpellatie van 4 juni wat betreft Brussel Compost. Hij zegt dat vrijdag de geur ondraaglijk was. Hij vraagt wat de gemeente van plan is te doen.

Mijnheer Englebert zegt dat de milieuvergunning effectief nageleefd moet worden.

Mijnheer Hacken vraagt of de gemeente zal ingaan op het verzoek van de Parochie van de Sint-Antonius Kerk wat betreft het dak van de Kerk. Deze piste zal de gemeente geld doen besparen, maar vraagt een zekere steun van de gemeente.

Mijnheer Loewenstein zegt dat de 80.000 € een budget is op het niveau van de studie, dat de gemeente bereid is om samen te werken met alle Kerkfabrieken, maar dat er regels nageleefd moeten worden, wat betreft de wet op de overheidsopdrachten bijvoorbeeld.

Mijnheer Spapens legt uit dat er een verhoging van 17.500€ toegevoegd wordt voor het project « Divercity », als gevolg van de analyse van de offertes die niet beëindigd was op het ogenblik dat de begrotingswijzigingen gestuurd werden.

Mijnheer Loewenstein voegt toe dat men de 500.000€voorzien voor de aankoop van nieuw materiaal voor de verkiezingen tevens kan schrappen. We hebben de garantie dat het huidige materiaal nog zal werken voor de verkiezingen van 2014.

De begrotingswijzigingen worden goedgekeurd Meerderheid tegen Oppositie.

DE RAAD,

Overwegende dat men de gewone en buitengewone begroting 2013 moet wijzigen ;

BESLIST :

De gewone en buitengewone begrotingen 2013 te wijzigen.

Article 13

FINANCES - Procès-verbal de vérification de caisse - 4ème trimestre 2012.

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le **31 décembre 2012;**

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit:

| | | |
|--|---|---------------|
| Compte courant (Belfius) | + | 1.571.130,63 |
| Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius) | + | 9.145,98 |
| Carnet de compte (Belfius) | + | 6.259.031,10 |
| Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius) | + | 0,00 |
| Compte à vue (BNP Paribas Fortis) | + | 253.633,25 |
| Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis) | + | 1.000.000,00 |
| Compte épargne (BNP Paribas Fortis) | + | 6.474.676,94 |
| Compte postchèque | + | 661,65 |
| Caisse centrale Receveur | + | 36.436,53 |
| | | ----- |
| | | 15.604.716,08 |

L'avoir positif de 15.604.716,08 € a été justifié.

Artikel 13

Financiën - Proces-verbaal van kasnazicht - 4de trimester 2012.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **30 december 2012;**

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit :

| | | |
|----------------------------|---|--------------|
| Rekening-courant (Belfius) | + | 1.571.130,63 |
|----------------------------|---|--------------|

| | | |
|--|---|---------------|
| Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius) | + | 9.145,98 |
| Rekeningboekje (Belfius) | + | 6.259.031,10 |
| Kredietopeningen rekeningen (Belfius) | + | 0,00 |
| Zichtrekening (BNP Paribas Fortis) | + | 253.633,25 |
| Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis) | + | 1.000.000,00 |
| Spaarrekening (BNP Paribas Fortis) | + | 6.474.676,94 |
| Postchequerekening | + | 6.61,65 |
| Centrale kas Ontvanger | + | 36.436,53 |
| | | ----- |
| | | 15.604.716,08 |

Het positief vermogen van 15.604.716,08 € werd verantwoord.

Article 14

Finances - Comptes annuels pour l'exercice 2012.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêt Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins du 07 juin 2012 prenant acte des taxes à porter en recettes irrécouvrables ;

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins en date du 23 mai 2013 certifiant qu'après vérification, il a été constaté que toutes les dépenses engagées à l'exercice 2012 figurent dans le compte budgétaire ;

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins en date du 13 juin 2013 certifiant que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Vu que le tableau de synthèse du compte budgétaire 2012 se présente comme suit ;

| | Ordinaire | Extraordinaire | Total Général |
|------------------------------------|---------------|----------------|----------------|
| Droits constatés | 88.110.488,40 | 34.665.359,01 | 122.775.847,41 |
| - Non-Valeurs | 11.477,45 | 0,00 | 11.477,45 |
| = Droits constatés net | 88.099.010,95 | 34.665.359,01 | 122.764.369,96 |
| - Engagements | 82.002.806,27 | 32.428.019,49 | 114.430.825,76 |
| =Résultat budgétaire de l'exercice | 6.096.204,68 | 2.237.339,52 | 8.333.544,20 |
| Droits constatés | 88.110.488,40 | 34.665.359,01 | 122.775.847,41 |
| - Non-Valeurs | 11.477,45 | 0,00 | 11.477,45 |

| | | | |
|---------------------------------------|---------------|---------------|----------------|
| = Droits constatés net | 88.099.010,95 | 34.665.359,01 | 122.764.369,96 |
| - Imputations | 79.054.941,32 | 14.930.886,29 | 93.985.827,61 |
| =Résultat comptable de l'exercice | 9.044.069,63 | 19.734.472,72 | 28.778.542,35 |
| Engagements | 82.002.806,27 | 32.428.019,49 | 114.430.825,76 |
| - Imputations | 79.054.941,32 | 14.930.886,29 | 93.985.827,61 |
| =Engagements à reporter de l'exercice | 2.947.864,95 | 17.497.133,20 | 20.444.998,15 |

DECIDE,

d'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2012, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2012 ainsi que ses annexes.

Artikel 14

Financiën - Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2012.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 96 en 240 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikelen 72 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 07 juni 2012 waarbij akte werd genomen van de oninvorderbare belastingen;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23 mei 2013, waarbij vastgesteld werd dat al de aan het dienstjaar 2012 verbonden aangewende uitgaven in de begrotingsrekening voorkomen;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 13 juni 2013, bevestigend dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is, correct zijn opgenomen in de rekeningen;

Gelet op de hieronder samenvattende tabel van de rekening 2012;

| | Gewone | Buitengewone | Algemeen totaal |
|---|---------------|---------------|-----------------|
| Vastgestelde rechten | 88.110.488,40 | 34.665.359,01 | 122.775.847,41 |
| - Onwaarden | 11.477,45 | 0,00 | 11.477,45 |
| = Nettovastgestelde rechten | 88.099.010,95 | 34.665.359,01 | 122.764.369,96 |
| - Vastleggingen | 82.002.806,27 | 32.428.019,49 | 114.430.825,76 |
| = Budgettair resultaat van het dienstjaar | 6.096.204,68 | 2.237.339,52 | 8.333.544,20 |
| Vastgestelde rechten | 88.110.488,40 | 34.665.359,01 | 122.775.847,41 |
| - Onwaarden | 11.477,45 | 0,00 | 11.477,45 |

| | | | |
|---|---------------|---------------|----------------|
| = Nettovastgestelde rechten | 88.099.010,95 | 34.665.359,01 | 122.764.369,96 |
| - Boekhoudkundige aanrekeningen | 79.054.941,32 | 14.930.886,29 | 93.985.827,61 |
| = Boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar | 9.044.069,63 | 19.734.472,72 | 28.778.542,35 |
| Vastleggingen | 82.002.806,27 | 32.428.019,49 | 114.430.825,76 |
| - Boekhoudkundige aanrekeningen | 79.054.941,32 | 14.930.886,29 | 93.985.827,61 |
| = Over te dragen vastleggingen van het dienstjaar | 2.947.864,95 | 17.497.133,20 | 20.444.998,15 |

BESLIST,

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2012 voorlopig af te sluiten, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans per 31.12.2012, alsook de toelichtingen.

Article 15

Finances - Taxe pour l'occupation d'emplacements aux foires et brocantes - Fêtes Médiévales - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à la redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires et brocantes voté par le conseil communal le 05 avril 2011 devenu exécutoire le (cfr. lettre de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise) ;

Considérant que la commune organise chaque année les fêtes médiévales et qu'il y a lieu par conséquent de prévoir les tarifs demandés aux exposants ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er, et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

De modifier à partir du 01/09/2013, le règlement redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires et brocantes qui s'établira dorénavant comme suit :

Article 1.

Il est établi une redevance pour l'occupation d'emplacements aux foires, une redevance pour occupation d'emplacements aux brocantes communales, une redevance pour emplacements couverts et non-couverts dans le cadre d'animations communales ainsi qu'une redevance à percevoir lors des fêtes médiévales.

Article 2.

Il sera perçu à charge des forains et marchands ambulants autorisés à occuper aux foires un emplacement autre que ceux concédés en vertu du règlement général des installations foraines arrêté par le conseil communal en séances des 11 mars 1947, 30 septembre 1952 et 19 janvier 1954, un droit de place fixé à 10,00 €, par mètre courant de façade de l'emplacement pour toute la durée de chaque foire.

Article 3.

Il sera perçu à charge des personnes souhaitant occuper un emplacement de brocante communale une redevance de 10,00 € par emplacement de 9m² par brocante.

Article 4

Il sera perçu à charge des personnes souhaitant occuper un emplacement lors d'une animation communale une redevance de 50,00 € pour un emplacement non-couvert et 75,00 € pour un emplacement couvert.

Article 5

il sera perçu les redevances suivantes lors de l'organisation des fêtes médiévales :

- stand artisan : 90 € pour 4 m linéaires (structure personnelle) + 25€/m supplémentaire
- stand petit alimentaire (à emporter) : 110 € pour 4 m linéaires (structure personnelle) + 30€/m supplémentaire
- - stand gastronomie (bar + horeca) : 400 € pour 4m linéaires (structure personnelle) + 125€/m supplémentaire

Tarif de passage aux commodités (WC) : 0,40€ et 5€ pour le « Pass » utilisé pendant le week-end.

Tous les montants mentionnés sont hors tva.

Article 6.

La redevance citée à l'article 2 est due au comptant contre remise d'une quittance. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet. La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation.

Article 7.

La redevance citée à l'article 3 et à l'article 4 est due au comptant contre remise d'une quittance. Elle est payable au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 8

Les redevances citées à l'article 5 seront perçues par l'organisateur désigné par le Collège et rétrocédées à concurrence de 50% à l'Administration communale

Artikel 15

Financiën - Retributie voor het bezetten van staanplaatsen op de foren en rommelmarkten - Middeleeuwse Feesten - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de retributie voor het bezetten van staanplaatsen op de foren en rommelmarkten goedgekeurd door de gemeenteraad op 5 april 2011 en uitvoerbaar sinds (cf. brief van de heer Minister van het Brusselse Gewest);

Overwegende dat de gemeente elk jaar de Middeleeuwse Feesten organiseert en dat het bijgevolg nodig is om de tarieven te voorzien die aan de exposanten worden gevraagd;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117, 1^{ste} lid en artikel 118, 1^{ste} lid;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

het reglement betreffende de retributie voor het bezetten van staanplaatsen op de foren en rommelmarkten, als volgt te wijzigen vanaf *01/09/2013*:

Artikel 1.

Er wordt een retributie vastgesteld voor het bezetten van staanplaatsen op de foren, een retributie voor het bezetten van staanplaatsen op de gemeentelijke rommelmarkten alsook een retributie voor overdekte en niet-overdekte staanplaatsen in het kader van gemeentelijke animaties en tevens een retributie te innen tijdens de Middeleeuwse Feesten;

Artikel 2.

Er zal ten laste van de foor- en marktkramers die op de foren een andere staanplaats mogen bezetten dan deze toegestaan krachtens het algemene reglement der foorinstallaties, vastgesteld door de gemeenteraad in de zittingen van 11 maart 1947, 30 september 1952 en 19 januari 1954, een staanplaatsrecht van 10,00 € per lopende meter gevelbreedte geïnd worden voor de ganse duur van iedere foor.

Artikel 3.

Er zal ten laste van de personen die een staanplaats wensen te betrekken tijdens de gemeentelijke rommelmarkten een retributie van 10,00 € voor 9m² geïnd worden.

Artikel 4

Er zal ten laste van de personen die een staanplaats wensen te gebruiken tijdens een gemeentelijke animatie een retributie van 50,00 € voor een niet-overdekte staanplaats en 75,00 € voor een overdekte staanplaats geïnd worden

Artikel 5

De volgende retributies zullen aangerekend worden bij de organisatie van de Middeleeuwse Feesten :

- Ambachtsstandplaats : 90 € voor 4 strekkende meter(eigen structuur) + 25 € per bijkomende meter;
- Standplaats snelle hap (om mee te nemen) : 110 € voor 4 strekkende meter (eigen structuur)+ 30 € per bijkomende meter;
- Gastronomiestandplaats (bar + horeca) ; 400 € voor 4 strekkende meter (eigen structuur) + 125 € per bijkomende meter;

Tarief van toiletbezoek (wc): 0,40 € en 5 € voor „de pass“ die gedurende het weekend wordt gebruikt

Alle vermelde bedragen zijn zonder btw.

Artikel 6

De retributie vermeld in artikel 2 wordt contant betaald na ontvangst van een kwijtschrift, hetzij aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelde of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

De borgstelling van een waarborg, gelijk aan de retributie dient vóór het bezetten van de staanplaats betaald te worden.

Artikel 7.

De retributie vermeld in artikel 3 en in artikel 4 wordt contant betaald na ontvangst van een kwijtschrift, hetzij aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelde of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

Artikel 8.

De retributies genoemd in artikel 5 zullen geïnd worden door de organisator die door het college wordt aangesteld, en teruggegeven ten belope van 50 % aan het gemeentebestuur.

Article 16

Finances - Redevances relatives aux repas scolaires, boissons, natation et frais de surveillance
- Règlement - Modifications.

Monsieur Rongé demande ce que les repas scolaires coûtent à la commune.

Madame Père répond : pour les repas en maternelle, on demande 3 € aux parents, et ils nous coûtent 3 € 79. Pour les repas en primaire, on demande 3 € 25 et ils nous coûtent 4

€ 18. Forest est l'une des communes les plus chères, alors qu'elle ne demande pas le prix de revient. Ceci engendre un déficit de 95.470€ par an.

LE CONSEIL,

Vu le règlement « redevances relatives aux repas scolaires, boissons et natation » tel qu'approuvé par le conseil communal en sa séance du 5 juillet 2011;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le prix des repas scolaires, garderies et piscines pour les années scolaires 2013-2014 et 2014-2015;

Considérant que les écoles ne distribuent plus de boissons aux élèves;

Vu l'augmentation des tarifs imposés pour l'entrée des piscines fréquentées par les élèves, ainsi que l'augmentation des coûts énergétiques pour le transport des élèves;

Vu le coût indirect engendré par le traitement des retards de paiements de la part des parents;

DECIDE

D'abroger à la date du 31 août 2013 le règlement « redevances relatives aux repas scolaires, boissons, natation et surveillance » tel qu'approuvé par le conseil communal en sa séance du 05 juillet 2011:

Article 1

Les tarifs relatifs aux repas, boissons et à la fréquentation de la piscine sont fixés pour les années scolaires 2013-2014 et 2014-2015.

Article 2

Le tarif des repas scolaires est fixé comme suit :

- Repas « maternel » : 3,00 €
- Repas « primaire » : 3,25 €
- Repas « adulte » : 4,50 €
- Potage : 0,25 €

Article 3

Le tarif de la fréquentation de la piscine est fixé à 2,00€ par élève.

Article 4

Les frais de participation des parents pour la surveillance des enfants en dehors des heures de cours sont fixés de façon forfaitaire :

- Forfait mensuel sans mercredi après-midi : 13,50 €
- Forfait mensuel avec mercredi après-midi : 19,00 €

Article 5

Une redevance supplémentaire est due pour les reprises tardives d'un enfant : soit 5,00 €/enfant par quart d'heure supplémentaire après 18h00.

Article 6

En cas de retards de paiements successifs, un dossier sera constitué par l'école et transmis au service de l'Instruction publique de l'Administration. Les montants dus seront alors majorés de 10,00 € de frais de dossier.

Article 7

La redevance est payable "*anticipativement*" au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

Artikel 16

Financiën - Retributies voor de schoolmaaltijden, dranken, zwemmen en kosten voor toezicht
- Reglement - Oprichting.

Mijnheer Rongé vraagt hoeveel de schoolmaaltijden aan de gemeente kosten.

Mevrouw Père antwoordt : voor de maaltijden in de kleuterschool, vragen we 3 € aan de ouders, en ze kosten ons 3 € 79. Voor de maaltijden in de lagere school, vragen we 3 € 25 en ze kosten ons 4 € 18. Vorst is één van de duurste gemeenten, terwijl ze de werkelijke kostprijs niet aanrekent. Dit brengt een tekort van 95.470€ per jaar met zich mee.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de schoolmaaltijden, dranken en zwemmen, zoals aangenomen door de gemeenteraad op 5 juli 2011 ;

Overwegende dat de scholen niet langer drankjes aan de leerlingen verdelen ;

Gelet op de verhoging van de opgelegde tarieven voor de toegang tot de zwembaden gebruikt door de leerlingen, alsook de verhoging van de energiekosten voor het vervoer van de leerlingen ;

Gelet op de onrechtstreekse kosten veroorzaakt door de behandeling van de laattijdige betalingen door de ouders ;

BESLIST :

Het nieuwe retributiereglement betreffende de schoolmaaltijden, dranken, zwemmen en kosten voor toezicht dat in werking zal treden op *1 september 2013* als volgt goed te keuren :

Artikel 1

De tarieven voor de maaltijden, dranken en het bezoek aan het zwembad worden vastgelegd voor de schooljaren 2013-2014 en 2014-2015.

Artikel 2

Het tarief voor de schoolmaaltijden wordt als volgt vastgelegd :

- Maaltijd « kleuters » : 3,00 €
- Maaltijd « basisonderwijs » : 3,25 €
- Maaltijd « volwassenen » : 4,50 €
- Soep : 0,25 €

Artikel 3

Het tarief voor het bezoek aan het zwembad wordt vastgelegd op 2,00€ per leerling.

Artikel 4

Vanaf 1 september 2011 worden de deelnamekosten van de ouders voor het toezicht van de leerlingen buiten de lesuren op forfaitaire wijze vastgelegd:

- Maandelijks forfait zonder woensdagnamiddag : 13,50 € per maand en per kind.
- Maandelijks forfait met woensdagnamiddag : 19,00 € per maand en per kind.

Artikel 5

Er is een bijkomende retributie verschuldigd voor laattijdige afhalingen van een kind : namelijk 5€ per bijkomend kwartier na 18u.

Artikel 6

In het geval van opeenvolgende betalingsachterstallen, zal er een dossier opgemaakt worden door de scholen en overgemaakt worden aan de dienst Openbaar onderwijs van de Gemeente. De verschuldigde bedragen zullen dan vermeerderd worden met 10% dossierskosten.

Artikel 7

De retributie moet worden betaald aan de Gemeenteontvanger, zijn ambtenaren of de hiertoe aangestelde agenten-belastingontvangers.

Article 17

Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu - Compte 2012.

Le point est adopté selon le vote habituel : PS, Ecolo, MR et FDF suivent l'avis de l'administration. Le CDH vote pour et Monsieur Vanroy vote contre.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2012 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

| | Service ordinaire | Service extraordinaire | Totaux |
|----------|-------------------|------------------------|------------|
| RECETTES | 4.830,17 € | 17,29 € | 4.847,46 € |
| DEPENSES | 4.756,98 € | - | 4.756,98 € |

EXCEDENT : 90,48 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2012 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu.

Artikel 17

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods - Rekening 2012.

Het punt wordt volgens de gewoonlijke stemming aangenomen : PS, Ecolo, MR en FDF volgen het advies van het bestuur. De CDH stemt voor en Mijnheer Vanroy stemt tegen.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de rekening 2012 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

| | Gewone dienst | Buitengewone dienst | Totalen |
|-------------|---------------|---------------------|------------|
| ONTVANGSTEN | 4.830,17 € | 17,29 € | 4.847,46 € |
| UITGAVEN | 4.756,98 € | - | 4.756,98 € |

OVERSCHOT: 90,48 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2012 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

Article 18

Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin - Compte 2012.

Le point est adopté selon le vote habituel : PS, Ecolo, MR et FDF suivent l'avis de l'administration. Le CDH vote pour et Monsieur Vanroy vote contre.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2012 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

| | Service ordinaire | Service extraordinaire | Totaux |
|----------|-------------------|------------------------|-------------|
| RECETTES | 36.418,05 € | 9.360,53 € | 45.778,58 € |
| DEPENSES | 33.769,87 € | 4.274,08 € | 38.043,95 € |

EXCEDENT: 7.734,63 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2012 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin.

Artikel 18

Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Rekening 2012.

Het punt wordt volgens de gewoonlijke stemming aangenomen : PS, Ecolo, MR en FDF volgen het advies van het bestuur. De CDH stemt voor en Mijnheer Vanroy stemt tegen.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de rekening van 2012 van de kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

| | Gewone dienst | Buitengewone dienst | Totalen |
|--|---------------|---------------------|---------|
|--|---------------|---------------------|---------|

| | | | |
|-------------|-------------|------------|-------------|
| ONTVANGSTEN | 36.418,05 € | 9.360,53 € | 45.778,58 € |
| UITGAVEN | 33.769,87 € | 4.274,08 € | 38.043,95 € |

OVERSCHOT: 7.734,63 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2012 van de kerkfabriek Sint-Augustinus.

Article 19

Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin - Budget 2013.

Le point est adopté selon le vote habituel : PS, Ecolo, MR et FDF suivent l'avis de l'administration. Le CDH vote pour et Monsieur Vanroy vote contre.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2013 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

| | Service ordinaire | Service extraordinaire | Totaux |
|----------|-------------------|------------------------|--------------|
| RECETTES | 28.300,00 € | 98.294,70 € | 126.594,70 € |
| DEPENSES | 81.594,70€ | 45.000,00 € | 126.594,70 € |

BALANCE

Considérant toutefois qu'il y a une erreur à l'article 20 des recettes extraordinaires (doit être égal à 0 € au lieu de 53294,70 €) ainsi qu'une erreur à l'article 52 des dépenses extraordinaires (doit être de 18.234,21 € au lieu de 0 €) ;

Considérant la correction du budget 2012 par l'Administration des Pouvoirs Locaux (APL) du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale qui a pour conséquence d'ajouter un fonds de réserve à l'article 18 (soit 22.874,21 €) des recettes ordinaires et de diminuer l'article 19 des dépenses ordinaires (fonds de réserve) de 48.654,70 €;

Considérant que ces corrections n'affectent pas l'équilibre budgétaire ;

Considérant que ce résultat budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2013 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2013, afin que celui-ci reste en équilibre.

Artikel 19

Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Begroting 2013.

Het punt wordt volgens de gewoonlijke stemming aangenomen : PS, Ecolo, MR en FDF volgen het advies van het bestuur. De CDH stemt voor en Mijnheer Vanroy stemt tegen.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2013 van de Kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

| | Gewone dienst | Buitengewone dienst | Totalen |
|-------------|---------------|---------------------|--------------|
| ONTVANGSTEN | 28.300,00 € | 98.294,70 € | 126.594,70 € |
| UITGAVEN | 81.594,70€ | 45.000,00 € | 126.594,70 € |

EVENWICHT

Overwegende dat er echter een vergissing is op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (moet gelijk zijn aan 0 € in plaats van 53.294,70 €) en ook een vergissing op artikel 52 van de buitengewone uitgaven (moet 18.234,21 € bedragen in plaats van 0 €);

Overwegende de verbetering van de begroting 2012 door het Bestuur Plaatselijke Besturen (BPB) van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met als gevolg dat er een reservefonds toegevoegd moet worden aan artikel 18 (namelijk 22.874,21 €) van de gewone ontvangsten en dat artikel 19 van de gewone uitgaven verlaagd moet worden (reservefonds) ;

Overwegende dat deze verbeteringen geen invloed hebben op het begrotingsevenwicht;

Overwegende dat dit begrotingsresultaat wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2013 van de Kerkfabriek Sint-Augustinus en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen in de begroting 2013 aan te brengen, zodat de begroting in evenwicht blijft.

Article 20

Informatique - Achat de matériel informatique et téléphonique - Budget 2013 - Centrale de marché - Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ;

Vu sa décision du conseil communal du 27 mai 2003 portant convention avec le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) pour laisser la possibilité à la commune d'acheter du matériel informatique et téléphonique via ledit centre ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2013 ;

Considérant que le CIRB conseille de travailler avec IPAD ou ordinateur portable pour BO secrétariat ;

Attendu que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service Administration Générale

| | |
|---------------------------|------------------|
| 20 téléphones LG 8820 | <u>2.100,00€</u> |
| <u>TOTAL ACHAT (HTVA)</u> | 2.100,00 € |
| <u>TOTAL ACHAT (TVAC)</u> | 2.367,60 € |

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 104/742-54 du service extraordinaire du budget 2013, soit 2.500 € ;

Pour le service Informatique

| | |
|---------------------------------|-------------------|
| 9 Apple IPAD 2 wifi 16Gb S11047 | <u>4.404,15 €</u> |
| 5 Apple IPAD 2 wifi 32Gb S11047 | <u>3.175,70 €</u> |
| <u>TOTAL ACHAT (HTVA)</u> | 8.069,20 € |
| <u>TOTAL ACHAT (TVAC)</u> | 9.171,62 € |

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53 du service extraordinaire du budget 2013, soit 111.700,00 € ;

Pour le service du Stationnement

| | |
|---------------------------|-------------------|
| 20 NOKIA C2-01 BLACK | <u>1.008,00 €</u> |
| <u>TOTAL ACHAT (HTVA)</u> | 1.008,00 € |
| <u>TOTAL ACHAT (TVAC)</u> | 1.219,68 € |

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 424/742-54 du service extraordinaire du budget 2013, soit 3.000 € ;

| | |
|--|----------|
| <u>Pour le service du CONTRAT QUARTIER</u> | |
| 2 NOKIA ASHA 302 DARK GREY | 149,48 € |
| <u>TOTAL ACHAT (HTVA)</u> | 180,87 € |
| <u>TOTAL ACHAT (TVAC)</u> | 180,87 € |

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 9304/742-54 du service extraordinaire du budget 2013, soit 200 € ;

Vu l'article 123 §2 de la NLC ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes IRISNET et MOBISTAR

D'inscrire la dépense de 2.367.60 € (TVAC) à l'article 104/742-54 du service extraordinaire du budget 2013 ;

D'inscrire la dépense de 9.171,62 € (TVAC) à l'article 139/742-53 du service extraordinaire du budget 2013 ;

D'inscrire la dépense de 1.219,68 € (TVAC) à l'article 424/742-54 du service extraordinaire du budget 2013 ;

D'inscrire la dépense de 180,87 € (TVAC) à l'article 9304/742-54 du service extraordinaire du budget 2013 ;

De financer les dépenses aux articles 104/742-54, 139/742-53 et 424/742-54 par l'emprunt et la dépense à l'article 9304/742-54 par le subsidie.

Artikel 20

Informatica - Aankoop van informatica- en telefoniematerieel - Begroting 2013 - Opdrachtcentrale - Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG).

DE RAAD,

Overwegende dat er informatica- en telefoniematerieel dient aangekocht te worden ;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 mei 2003 houdende de overeenkomst met het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) waardoor de gemeente de mogelijkheid krijgt om informatica- en telefoniematerieel via bovengenoemd centrum aan te kopen ;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2013 ;

Overwegende dat CIBG de raad geeft om met IPAD of draagbare computer te werken voor BO secretariaat;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt :

Voor de dienst Algemeen Bestuur

| | |
|----------------------------------|------------------|
| 20 telefoons LG 8820 | <u>2.100,00€</u> |
| <u>TOTAAL AANKOOP (EXCL.BTW)</u> | 2.100,00 € |
| <u>TOTAAL AANKOOP (INCL.BTW)</u> | 2.367.60 € |

Gelet op het bedrag beschikbaar voor informatica-aankopen op artikel 104/742-54 van de buitengewone dienst van de begroting 2013, namelijk 2.500 € ;

Voor de informaticadienst

| | |
|----------------------------------|-------------------|
| 9 Apple IPAD 2WIFI 16 Gb S11047 | 4.404,15 € |
| 5 Apple IPAD 2WIFI 32 Gb S11047 | <u>3.175,70 €</u> |
| <u>TOTAAL AANKOOP (EXCL.BTW)</u> | 8.069,20 € |
| <u>TOTAAL AANKOOP (INCL.BTW)</u> | 9.171,62 € |

Gelet op het bedrag beschikbaar voor informatica-aankopen op artikel 104/742-53 van de buitengewone dienst van de begroting 2013, namelijk 111.700 € ;

Voor de Parkeerdienst

| | |
|----------------------------------|-------------------|
| 20 NOKIA C2-01 BLACK | <u>1.008,00 €</u> |
| <u>TOTAAL AANKOOP (EXCL.BTW)</u> | 1.008,00 € |
| <u>TOTAAL AANKOOP (INCL.BTW)</u> | 1.219,68 € |

Gelet op het bedrag beschikbaar voor informatica-aankopen op artikel 424/742-54 van de buitengewone dienst van de begroting 2013, namelijk 3.000 € ;

Voor de dienst wijkcontracten

| | |
|----------------------------------|-----------------|
| 2 NOKIA ASHA 302 DARK GREY | <u>149,48 €</u> |
| <u>TOTAAL AANKOOP (EXCL.BTW)</u> | 180,87 € |
| <u>TOTAAL AANKOOP (INCL.BTW)</u> | 180,87 € |

Gelet op het bedrag beschikbaar voor informatica-aankopen op artikel 9304/742-54 van de buitengewone dienst van de begroting 2013, namelijk 200 € ;

Gelet op artikel 123|§2 van de NGW ;

BELIST,

Het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest aan te duiden voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvan de betaling zal gebeuren op voorlegging van de facturen van de firma's IRISNET en MOBISTAR ;

De uitgave van 2.367.60 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 104/742-54 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;

De uitgave van 9.171,62€ (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;

De uitgave van 1.219,68 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 424/742-54 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;

De uitgave van 180,87 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 9304/742-54 van de buitengewone dienst van de begroting 2013.

De uitgaven van de artikels 104/742-54, 139/742-53 en 424/742-54 te dekken door een lening en van het artikel 9304/742-54 door een subsidie.

Article 21

Marchés publics - Construction d'un préau-Ecole 13 ""Les Marronniers""-Avenue de Zaman 57 à 1190 Forest - 2013-T-019 - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1^oa) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 6 juin 2013 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Construction d'un préau-Ecole 13 ''Les Marronniers'' - Avenue de Zaman 57 à 1190 Forest », conformément à l'article 17§2 1^o a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 70.000,00 €;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 7201/723-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2013 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1^o, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

DECIDE:

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 6 juin 2013 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1^oa) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « Construction d'un préau-Ecole 13 ''Les Marronniers'' - Avenue de Zaman 57 à 1190 Forest » et arrêtant le cahier spécial des charges ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 7201/723-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2013;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Artikel 21

Overheidsopdrachten - Bouw van een afdak - School 13 ""Les Marronniers""- Zamanlaan 57, 1190 Vorst - 2013-T-019 - Gunningswijze - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1^oa) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 6 juni 2013, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Bouw van een afdak - School 13 "Les Marronniers"- Zamanlaan 57, 1190 Vorst", overeenkomstig artikel 17 § 2.1^oa) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 70.000,00 €;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 7201/723-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2013;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1^oa) van de wet van 24 december 1993;

BESLIST:

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 6 juni 2013 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1^oa) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp "Bouw van een afdak - School 13 "Les Marronniers"-Zamanlaan 57, 1190 Vorst", en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 7201/723-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2013;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

Article 22

Marché Publics - Construction de deux écoles passives francophones à Forest - Lot 1 : Construction d'une école à Forest et Lot 2 : Construction d'une extension de l'école 6 boulevard Van Haelen 58 - L'étude de faisabilité - 2013-S-027- Mode de passation du marché - Cahier Spécial des Charges - Article 17 § 3 , 4ème alinéa de la loi du 24.12.1993.

Monsieur Loewenstein explique qu'on a corrigé l'intitulé : on remplace Bempt par Forest, ceci afin de pouvoir se rabattre sur un autre terrain que le Bempt si l'étude ne s'avèrerait pas concluante.

Madame Arena félicite le collège pour l'investissement qu'il compte réaliser au niveau des écoles.

Madame Père ajoute qu'on a un accord de principe pour un subside de 5 millions d'Euros de la Communauté Française. Elle insiste pour dire que ceci est un travail de l'ensemble du collège : chacun a été frapper à la porte de ses relations pour obtenir ce budget.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'article 7201/723-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2013 sur lequel un crédit de 255.000,00€ TTC est prévu en vue de réaliser ce marché;

Vu le Cahier Général des Charges;

Vu le cahier spécial des charges 2013-S-027;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de service ayant pour objet l'étude de faisabilité de construction des deux écoles francophones à Forest ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

*Lot 1 : Construction d'une école à Forest, estimé à 119.790€ TTC;

*Lot 2 : Construction d'une extension de l'école 6 boulevard Van Haelen 58, estimé à 119.790 € TTC;

Considérant dès lors que le montant global estimé de ce marché s'élève à 239.580,00 € TTC;

Considérant que ce montant est financé à 100% par emprunt à charge de la commune;

Considérant que le marché est à prix global et qu'il est proposé de le passer par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 17, §3, 4° de la loi du 24 décembre 1993 (la nature des services est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre son attribution selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres);

Considérant qu'il convient de constituer deux Comités d'avis, un premier pour la phase 1 (sélection des candidats) et un deuxième pour la phase 2 (attribution du marché), qui remettront un avis motivé au Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le marché de service ayant pour objet l'étude de faisabilité de construction de deux écoles francophones à Forest. Ce marché est divisé en lots - Lot 1 : Construction d'une école à Forest, estimé à 119.790€ TTC et Lot 2 : Construction d'une extension de l'école 6 boulevard Van Haelen 58, estimé à 119.790€ TTC. Le montant global estimé de ce marché s'élève à 239.580,00€ TTC;

Art 2 : D'approuver le cahier spécial des charges joint au dossier. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics;

Art 3 : De faire choix d'un marché public de service par procédure négociée avec publicité pour le marché repris sous rubrique;

Art 4 : De transmettre cette délibération et le dossier y relatif à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale;

Art 5 : De financer la dépense à 100% par emprunt à charge de la commune inscrite l'article 7201/723-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2013 sur lequel un crédit de 255.000,00€ TTC est prévu en vue de réaliser ce marché;

Art 6 : De constituer deux Comités d'avis, un pour la phase 1, chargé de sélectionner les candidats et un autre pour la phase 2, chargé d'analyser les offres et de remettre un avis motivé au Collège des Bourgmestre et échevins.

Artikel 22

Overheidsopdrachten - Bouw van twee passieve Franstalige scholen te Vorst - Perceel 1 :
Bouw van een school te Vorst en Perceel 2 : Bouw van een uitbreiding van school 6 in de G.

Van Haelenlaan 58 - De haalbaarheidsstudie - 2013-S-027- Gunningswijze van de opdracht - Bijzonder Bestek - Artikel 17 § 3 ; 4de lid van de wet van 24.12.1993.

Mijnheer Loewenstein legt uit dat men de benaming heeft verbeterd : men vervangt Bempt door Vorst, dit teneinde zijn toevlucht te kunnen nemen tot een ander terrein dan de Bempt indien de studie niet doorslaggevend zou blijken.

Mevrouw Arena feliciteert het college voor de investering die het wil doen op gebied van de scholen.

Mevrouw Père voegt toe dat we een principe-akkoord hebben voor een subsidie van 5 miljoen euro van de Franse Gemeenschap. Ze legt de nadruk op het feit dat dit een werk is van het ganse college : elkeen is op deur van zijn relaties gaan kloppen om dit budget te bekomen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 234 met betrekking tot de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 7201/723-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2013 waar een krediet van 255.000,00€, alle belastingen inbegrepen, voorzien is met het oog op de uitvoering van deze opdracht;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gelet op het bijzondere bestek 2013-S-027;

Overwegende dat het nodig is om vooraf een opdracht voor dienstverlening op te starten met als voorwerp de haalbaarheidsstudie voor de bouw van twee passieve Franstalige scholen te Vorst;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst wordt in percelen:

* Perceel 1 : Bouw van een school te Vorst, geraamd op 119.790€, alle belastingen inbegrepen;

* Perceel 2 : Bouw van een uitbreiding van school 6 in de G. Van Haelenlaan 58, geraamd op 119.790€, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat de globale raming voor deze opdracht bijgevolg 239.580,00 €, alle belastingen inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat dit bedrag voor 100% gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

Overwegende dat dit een opdracht met globale prijs is en dat voorgesteld wordt om ze te gunnen via onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 17, §3, 4° van de wet van 24 december 1993 (de diensten zijn van dien aard dat de specificaties van de opdracht niet met voldoende nauwkeurigheid vastgesteld kunnen worden om ze te kunnen gunnen via de procedure van openbare aanbesteding of offerteaanvraag) ;

Overwegende dat er twee Adviescomités moeten opgezet worden, een eerste voor fase 1 (selectie van de kandidaten) en een tweede voor fase 2 (toekenning van de opdracht), die een gemotiveerd standpunt aan het College van Burgemeester en Schepenen formuleren ;

BESLIST:

Art 1 : De opdracht voor dienstverlening van de haalbaarheidsstudie voor de bouw van twee passieve Franstalige scholen te Vorst goed te keuren. Deze opdracht opgesplitst wordt in percelen - Perceel 1: Bouw van een school te Vorst, geraamd op 119.790€, alle belastingen inbegrepen en Perceel 2: Bouw van een uitbreiding van school 6 in de G. Van Haelenlaan 58, geraamd op 119.790€, alle belastingen inbegrepen. De globale raming voor deze opdracht bedraagt bijgevolg 239.580,00 €, alle belastingen inbegrepen.

Art 2 : Het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek goed te keuren. De lastvoorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten;

Art 3 : Te kiezen voor een overheidsopdracht voor dienstverlening via onderhandelingsprocedure met bekendmaking voor de bovenvermelde opdracht.

Art 4 : Deze beraadslaging en het desbetreffende dossier over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht;

Art 5 : De uitgave voor 100% te financieren door een lening ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 7201/723-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2013 waar een krediet van 255.000,00€, alle belastingen inbegrepen, voorzien is met het oog op de uitvoering van deze opdracht;

Art 6 : Twee Adviescomités op te zetten, één voor fase 1, belast met het selecteren van de kandidaten en een ander voor fase 2, belast met de analyse van de offertes, en met het formuleren van een gemotiveerd standpunt aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Article 23

Personnel enseignant subventionné - Déclaration de vacance d'emploi pour 2013/2014.

LE CONSEIL,

Vu l'article 31 du décret du 6 juni 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Considérant que plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaires définitifs;

DECIDE:

De déclarer vacants pour l'année scolaire 2013/2014, les emplois suivants :

ENSEIGNEMENT ORDINAIRE

- 1 temps plein de direction
- 1 temps plein d'instituteur(trice) primaire
- 6 périodes d'instituteur(trice) primaire
- 1 temps plein d'instituteur(trice) maternel(le)
- 24 périodes de néerlandais
- 24 périodes de religion islamique
- 24 périodes de religion catholique
- 12 périodes de religion orthodoxe

ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

- 1 temps plein de direction
- 28 périodes de paramédical

Ils pourront être conférés à titre définitif à tout membre du personnel enseignant temporaire qui se trouve dans les conditions énoncées aux articles 30 et 30bis du décret susdit du 6 juin 1994, modifié par les décrets du 6 avril 1995 et 8 février 1999 portant mesures urgentes en matière d'enseignement, pour autant qu'il se soit porté candidat par lettre recommandée avant le 31/05/2013 et à condition que ces emplois soient toujours vacants au 01/10/2013.

Artikel 23

Openbaar Onderwijs- Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Vacantverklaringen van betrekkingen voor 2013/2014.

DE RAAD,

Gelet op het artikel 31 van het decreet van 6 juni 1994 betreffende het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Overwegende dat enkele betrekkingen niet bezet zijn door een vastbenoemde titularis;

BESLIST,

De volgende betrekkingen voor het schooljaar 2013/2014 voor de gemeentelijke

basisscholen vacant te verklaren:

GEWOON ONDERWIJS

- 1 V.T. directie
- 1 V.T. lager onderwijzer
- 6 perioden lager onderwijzer
- 1 V.T. kleuteronderwijzer
- 24 perioden Nederlands
- 24 perioden islamitische godsdienst
- 24 perioden katholieke godsdienst
- 12 perioden orthodoxe godsdienst

BIJZONDER ONDERWIJS

- 1 V.T. directie
- 28 paramedische lessen

Deze betrekkingen kunnen toegekend worden in vast verband aan alle leden van het onderwijzend personeel die voldoen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 30 en 30bis van het vernoemde decreet van 6 juni 1994, gewijzigd door de decreten van 6 april 1995 en 8 februari 1999 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, voor zover de kandidaturen gesteld worden per aangetekend schrijven voor 31/05/2013 en op voorwaarde dat de vacature blijft doorlopen op 01/10/2013.

Article 24

Instruction publique - Règlement relatif aux inscriptions dans l'enseignement communal fondamental francophone.

Monsieur Rongé ne sait pas marquer son accord parce qu'il trouve que ce n'est pas correct que les enfants d'enseignants ne viennent qu'en troisième position dans les priorités.

Madame Père répond que la première priorité est « frères et sœurs », ceci se retrouve dans tous les décrets et la deuxième est être Forestois. Elle précise qu'il y a une correction sur les bancs, ceci afin d'harmoniser les périodes d'inscription avec les communes avoisinantes.

Madame Arena demande comment on informe les parents du règlement.

Madame Père répond qu'on met des dépliants dans les écoles et les directions informent et transmettent, l'instruction publique le transmet à la demande, il y a des dépliants dans les crèches, c'est indiqué sur le site internet et cela va figurer dans le journal communal.

Madame El Yousfi rejoint l'avis de Madame Père en ce qui concerne le fait que peu d'enseignants habitent Forest, et elle félicite l'effort de la commune en ce qui concerne la construction d'école, car ce choix va donner une réponse aux parents en ce qui concerne l'essor démographique et le choix en ce qui concerne les priorités pour les enfants Forestois.

LE CONSEIL,

Vu l'article 24 de la Constitution ;

Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant que la région bruxelloise est confrontée à un essor démographique important et que l'offre scolaire devient insuffisante ;

Considérant que les communes limitrophes, à savoir les communes d'Anderlecht, de Saint-Gilles et d'Uccle, ont chacune adopté des priorités pour l'inscription dans les écoles qu'elles organisent ;

Considérant que le Pouvoir organisateur qu'est la Commune de Forest se voit également contrainte d'adopter de telles mesures ;

DECIDE ;

D'adopter le règlement ci-dessous ;

REGLEMENT RELATIF AUX INSCRIPTIONS DANS LES ECOLES COMMUNALES FRANCOPHONES DE L'ENSEIGNEMENT ORDINAIRE.

Article 1 « champ d'application »:

Le présent règlement s'applique pour les inscriptions dans les écoles fondamentales francophones relevant de l'enseignement ordinaire et dont le Pouvoir organisateur est la Commune de Forest. Les écoles communales néerlandophones, les écoles communales francophones relevant de l'enseignement spécialisé, ainsi que les écoles d'autres réseaux situées sur le territoire de la commune, ne sont pas visées.

Article 2 « principe général » :

Tout pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement subventionné est tenu d'inscrire tout élève mineur dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en fait (font) la demande dans l'établissement de son (leur) choix à condition qu'il(s) accepte(nt) de souscrire aux projets éducatif et pédagogique et que l'élève réunisse les conditions requises pour être élève régulier.

Quel que soit le moment de l'année, le chef d'établissement qui ne peut inscrire un élève qui en fait la demande, lui remet une attestation de demande d'inscription dont le modèle est fixé par le Gouvernement de la Communauté française. Cette attestation comprend les motifs du refus d'inscription.

Article 3 « priorités » :

L'ordre de priorité est fixé de la façon suivante :

- 1) aux frère(s), sœur(s) et enfant(s) vivant sous le même toit que l'enfant déjà inscrit dans l'école ;

- 2) aux enfants dont au moins un des deux parents est domicilié à Forest et aux enfants non-forestois pour lesquels l'école communale est l'école officielle subventionnée la plus proche de leur domicile ;
- 3) aux enfants des membres du personnel communal et enseignant des écoles communales ;
- 4) aux autres enfants qui ne répondent pas aux conditions précédentes.

Article 4 « période d'inscription » :

A chaque priorité correspond une période d'inscription.

- 1) pour les inscriptions en classe d'accueil ou en 1^{ère} maternelle.

L'inscription se fait au plus tôt à partir du 1^{er} octobre de l'année qui suit l'année de naissance.

Les périodes d'inscription sont les suivantes :

- à partir du lundi qui suit les congés d'automne (Toussaint) et pendant une période de 30 jours calendrier, seuls les enfants répondant au 1^{er} critère de priorité sont inscrits
- à partir du lundi qui suit les vacances d'hiver (Noël-Nouvel An) et pendant une période de 30 jours calendrier, seuls les enfants répondant au 2^{ème} critère de priorité sont inscrits
- la semaine précédant le congé de détente (Carnaval), seuls les enfants répondant au 3^{ème} critère de priorité sont inscrits
- à partir du lundi qui suit le congé de détente (Carnaval), tous les autres enfants sont inscrits par ordre chronologique d'inscription.

Les inscriptions se font dans l'école, par téléphone, à partir de 09h00.

- 2) pour les autres années de l'école maternelle et primaire.

L'inscription se fait l'année scolaire qui précède la rentrée scolaire de l'enfant dans l'école, selon les mêmes périodes que celles décrites ci-dessus.

Les enfants qui répondent à un des trois critères de priorité doivent être inscrits dans les périodes qui leur sont réservés, sur présentation de documents officiels. En dehors de ces périodes d'inscription, ils perdent leur droit à la priorité et doivent s'inscrire à partir du 15 janvier.

Après les vacances de printemps, les parents sont convoqués par l'école à une réunion d'information. En cas d'absence, ils perdent leur inscription (excepté pour les parents dont l'enfant répond à la 1^{ère} priorité).

Article 5 « liste d'attente » :

Dans le cas où l'école n'a pas assez de places, une liste d'attente est établie. Le nombre de places sur la liste d'attente est fixé en fonction du nombre de classes organisées par année. Les parents sont informés du nombre total de places sur la liste et de leur place sur la liste.

Chaque année scolaire, les listes d'attente sont remises à zéro. De ce fait, les parents qui n'auraient pas eu de place doivent réintroduire une demande d'inscription.

Le présent règlement entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2013-2014.

Artikel 24

Openbaar onderwijs - Reglement betreffende de inschrijvingen in het Franstalige gemeentelijke basisonderwijs.

Mijnheer Rongé kan niet akkoord gaan want hij vindt het niet correct dat kinderen van leerkrachten slechts op de derde plaats komen in de voorrangsregels.

Mevrouw Père antwoordt dat de eerste prioriteit « broers en zussen » is, dit vindt men terug in alle decreten en de tweede prioriteit is Vorstenaar zijn. Ze verduidelijkt dat er een verbetering op de banken ligt, dit teneinde de inschrijvingsperioden met de buurgemeenten te harmoniseren.

Mevrouw Arena vraagt hoe men de ouders op de hoogte brengt van het reglement.

Mevrouw Père antwoordt dat men folders in de scholen legt en de directies informeren en maken het reglement over, de dienst openbaar onderwijs maakt het over op verzoek, er zijn folders in de kinderdagverblijven, het staat vermeld op de website en het gaat verschijnen in het gemeentelijke infoblad.

Mevrouw El Yousfi deelt de mening van Mevrouw Père wat betreft het feit dat slechts weinig leerkrachten in Vorst wonen, en ze complimenteert de inspanningen van de gemeente wat betreft de bouw van de school, want deze keuze gaat de ouders van antwoord dienen wat betreft de demografische groei en de keuze wat betreft de prioriteiten voor kinderen uit Vorst.

DE RAAD,

Gelet op artikel 24 van de Grondwet ;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren ;

Overwegende dat het Brusselse gewest het hoofd moet bieden aan een aanzienlijke demografische groei en dat het schoolaanbod onvoldoende wordt ;

Overwegende dat de grensgemeenten, namelijk de gemeenten Anderlecht, Sint-Gillis en Ukkel, elk voorrangregels aangenomen hebben voor de inschrijving in de scholen die ze inrichten ;

Overwegende dat de Inrichtende macht die de Gemeente Vorst is, zich tevens verplicht ziet om zulke maatregelen aan te nemen ;

BESLIST :

Onderstaand reglement aan te nemen ;

REGLEMENT BETREFFENDE DE INSCHRIJVINGEN IN DE FRANSTALIGE GEMEENTESCHOLEN VAN HET GEWONE ONDERWIJS.

Artikel 1 « toepassingsgebied »:

Huidig reglement is van toepassing voor de inschrijvingen in de Franstalige basisscholen die vallen onder het gewone onderwijs en waarvan de Inrichtende macht de Gemeente Vorst is. De Nederlandstalige gemeentescholen, de Franstalige gemeentescholen die vallen onder het gespecialiseerde onderwijs, alsook de scholen van andere netten gelegen op het grondgebied van de gemeente, worden niet beoogd.

Artikel 2 « algemeen principe » :

Elke inrichtende macht van een gesubsidieerde onderwijsinstelling is ertoe gehouden elke minderjarige leerling in te schrijven van wie de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag de aanvraag indient (indienen) in de instelling van zijn (hun) keuze op voorwaarde dat hij (zij) aanvaardt (aanvaarden) om de opvoedkundige en pedagogische projecten te onderschrijven en dat de leerling voldoet aan de voorwaarden vereist om een regelmatige leerling te zijn.

Op eender welk ogenblik in het jaar moet het hoofd van een instelling die een leerling die de aanvraag indient, niet kan inschrijven, hem (haar) een attest van aanvraag tot inschrijving overmaken waarvan het model vastgesteld werd door de Regering van de Franse Gemeenschap. Dit attest bevat de redenen van weigering van inschrijving.

Artikel 3 « voorrang » :

De volgorde van voorrang wordt op de volgende wijze vastgesteld :

- 5) aan de broer(s), zus(sen) en kind(eren) die onder hetzelfde dak leven als het kind dat reeds in de school ingeschreven is ;
- 6) aan de kinderen van wie minstens één van de twee ouders gedomicilieerd is in Vorst en aan de kinderen van buiten Vorst voor wie de gemeenteschool de officiële gesubsidieerde school is die zich het dichtst bij hun woonplaats bevindt ;
- 7) aan de kinderen van de leden van het gemeentepersoneel en leerkrachten van de gemeentescholen ;
- 8) aan de andere kinderen die niet beantwoorden aan de voorgaande voorwaarden.

Artikel 4 « inschrijvingsperiode » :

Bij elke voorrang hoort een inschrijvingsperiode.

3) voor de inschrijvingen in het onthaalklasje of in de 1^{ste} kleuterklas.

De inschrijving gebeurt ten vroegste vanaf 1 oktober van het jaar dat volgt op het geboortjaar.

De inschrijvingsperiodes zijn de volgende :

- vanaf de eerste maandag dat volgt op de herfstvakantie (Allerheiligen) en dit gedurende een periode van 30 kalenderdagen, worden alleen de kinderen die beantwoorden aan de 1^{ste} voorrangsregel ingeschreven
- vanaf de eerste maandag dat volgt op de wintervakantie (Kerstmis-Nieuwjaar) en dit gedurende een periode van 30 kalenderdagen, worden alleen de kinderen die beantwoorden aan de 2^{de} voorrangsregel ingeschreven
- de week voorafgaande aan de krokusvakantie (carnaval), worden alleen de kinderen die beantwoorden aan de 3^{de} voorrangsregel ingeschreven
- vanaf de maandag dat volgt op de krokusvakantie (carnaval), worden alle kinderen ingeschreven in chronologische volgorde van inschrijving.

De inschrijvingen gebeuren telefonisch in de school zelf, vanaf 9u00.

4) voor de andere jaren van de kleuter- en lagere school.

De inschrijving gebeurt in het schooljaar dat voorafgaat aan de aanvang van het nieuwe schooljaar van het kind in de school, volgens dezelfde periodes als hierboven beschreven.

De kinderen die beantwoorden aan één van de drie voorrangsregels moeten ingeschreven worden in de voor hen voorbehouden periodes, op voorlegging van officiële documenten. Buiten deze inschrijvingsperiodes verliezen zij hun voorrangsrecht en moeten ze zich inschrijven vanaf 15 januari.

Na de lentevakantie worden de ouders door de school uitgenodigd op een informatievergadering. In geval van afwezigheid verliezen ze hun inschrijving (uitgezonderd voor de ouders van wie het kind voldoet aan de 1^{ste} voorrangsregel).

Artikel 5 « wachtlijst » :

In het geval dat de school niet voldoende plaatsen heeft, wordt er een wachtlijst opgesteld. Het aantal plaatsen op de wachtlijst wordt vastgesteld in functie van het aantal klassen ingericht per jaar. De ouders worden ingelicht over het totaal aantal plaatsen op de lijst en over hun plaats op de lijst.

Elk schooljaar worden de wachtlijsten terug op nul gezet. Dientengevolge moeten de ouders, die geen plaats bemachtigd zouden hebben, opnieuw een inschrijvingsaanvraag indienen.

Huidig reglement treedt in werking vanaf het schooljaar 2013-2014.

Article 25

Petite Enfance - "La Famille Forestoise" asbl - Compte de l'exercice 2012.

LE CONSEIL,

Vu, la décision du Collège approuvant le compte de l'exercice de 2012 de l'asbl « La Famille Forestoise » ;

Vu, l'approbation par l'assemblée générale ordinaire en date du 6 juin 2013 des comptes de l'exercice 2012 de l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 2 à 1190 Forest ;

Vu, la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'octroi de certaines subventions ;

Vu, la décision du Conseil Communal de Forest en séance du 14 février 1989 d'accorder un fonds de roulement de 12 394.68 euros à l'asbl « La Famille Forestoise », rue du curé 2 à 1190 Forest ;

Vu, le compte de résultat annexé à la présente délibération ;

DECIDE

De prendre acte du compte de résultat de l'exercice 2012 et du bilan de l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 2 à 1190 Forest.

Artikel 25

Kleine Kinderen - La Famille Forestoise asbl - Rekeningen 2012.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College betreffende de rekeningen 2012 van de asbl « La Famille Forestoise » ;

Gelet op de goedkeuring in de algemene vergadering van de raad van de asbl « La Famille Forestoise » Pastoorstraat, 2 te Vorst op datum van 6 juni 2013 ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de contrôle en de toekenning van sommige subsidies ;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 14 februari 1989 van het toestaan van een werkingsfonds van 12 394.68 euros aan de asbl « La Famille Forestoise » Pastoorstraat 2 te Vorst ;

Gelet op de hierbijgevoegde resultatenrekening ;

BESLIST,

Acte te nemen van de rekeningen voor het jaar 2012 van de asbl “ La Famille Forestoise” Pastoorstraat, 2 te Vorst.

Article 26

Politique des Grandes Villes - Adoption de la convention-type et mandat au collège de signer les conventions de partenariat entre la commune et les asbl partenaires dans le cadre du contrat ville durable 2013.

Monsieur Rongé dit qu’il ne marque pas son accord : on ne retrouve aucun nom, aucun chiffre. Marquer son accord, c’est signer un chèque en blanc.

Monsieur le Bourgmestre répond que ça se trouve dans le point suivant.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal et du collège des Bourgmestres et échevins, et ses modifications ultérieures ;

Considérant la décision de conseil des Ministres de valider le contrat ville durable 2013 entre d’une part l’Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral, et d’autre part, la commune de Forest, représentée par le conseil communal en la personne de Marc-Jean Ghysseles – Bourgmestre – et Madame Betty Moens, secrétaire communal faisant fonction ;

Considérant que plusieurs associations sont partenaires de la Commune de Forest pour la mise en œuvre du Contrat Ville durable 2013 ;

Considérant que les montants alloués aux associations par projets sont spécifiés dans le Contrat Ville Durable 2013 ;

Considérant que les montants prévus pour chaque association sont subsidiés intégralement par le Service Public de Programmation Intégration Sociale dans le cadre du contrat Ville durable 2013 ;

Considérant que le projet de convention-type entre la Commune et les associations partenaires spécifie les dispositions générales qui s’appliquent à tous les promoteurs de projets de la Politique des Grandes Villes ;

Considérant que ces dispositions générales seront complétées par les montants de subventions prévus pour chaque partenaire et par les stipulations relatives aux engagements particuliers du promoteur vis-vis de la Commune ;

DECIDE

D'approuver la convention-type entre la Commune et le promoteur de projet de la Politique des Grandes Villes telle que présentée en annexe ;

De donner mandat au collège des bourgmestre et échevins de signer les conventions particulières de partenariat conformes à la convention-type avec les promoteurs de projets de la Politique des Grandes Villes dans le cadre de la mise en œuvre du contrat ville durable 2013.

Artikel 26

Grootstedenbeleid - Goedkeuring van de type-overeenkomst en volmacht aan het college om de samenwerkingsovereenkomsten te ondertekenen tussen de gemeente en de partner vzw's in het kader van het contract duurzame stad 2013.

Mijnheer Rongé zegt dat hij niet akkoord gaat : er staat geen enkele naam, geen enkel cijfer vermeld. Akkoord gaan betekent een blanco cheque tekenen.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt dat dit in het volgende punt staat.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 tot 132 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen, en latere wijzigingen ;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad om het contract duurzame stad 2013 tussen enerzijds de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Federale regering, en anderzijds, de gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de gemeenteraad in de persoon van Marc-Jean Ghysels – Burgemeester – en Mevrouw Betty Moens, waarnemend gemeentesecretaris te valideren ;

Overwegende dat meerdere verenigingen partners van de Gemeente Vorst zijn voor de uitwerking van het Contract Duurzame Stad 2013 ;

Overwegende dat de bedragen toegekend aan de verenigingen per project gedetailleerd beschreven worden in het Contract Duurzame Stad 2013 ;

Overwegende dat de bedragen voorzien voor elke vereniging integraal gesubsidieerd worden door de Programmatorische Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie in het kader van het contract Duurzame Stad 2013 ;

Overwegende dat het ontwerp van type-overeenkomst tussen de Gemeente en de partnerverenigingen de algemene bepalingen verduidelijkt van toepassing op alle projectpromotoren van het Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat deze algemene bepalingen aangevuld zullen worden door de subsidiebedragen voorzien voor elke partner en door de bepalingen betreffende de bijzondere verbintenissen van de promotor ten opzichte van de Gemeente ;

BESLIST

De type-overeenkomst tussen de Gemeente en de projectpromotor van het Grootstedenbeleid goed te keuren zoals opgenomen in de bijlage ;

Het college van burgemeester en schepenen volmacht te geven om de bijzondere samenwerkingsovereenkomsten conform de type-overeenkomst te ondertekenen met de projectpromotoren van het Grootstedenbeleid in het kader van de uitwerking van het contract duurzame stad 2013.

Article 27

Politique des Grandes Villes - Adoption de la convention intitulée "Contrat ville durable" dans le cadre de la Politique des Grandes Villes pour l'année 2013.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 122 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 2.44.3 concernant les subsides dans le cadre de la politique de la ville de la loi du 04 Mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013 ;

Vu le Conseil des Ministres en date du 07 juin 2013 décidant d'allouer à la commune de Forest un subside à hauteur de 460.918 € dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Considérant que le contenu de la convention intitulée " Contrat ville Durable 2013 » répond d'une part aux objectifs de la Politique fédérale des Grandes Villes ; d'autre part aux priorités de la commune de Forest en matière d'intégration sociale ;

DECIDE,

D'approuver la convention 'Contrat Ville Durable' pour l'année 2013 ci-annexée entre la commune et l'Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral, et de charger Monsieur le Bourgmestre ou son remplaçant, et la Secrétaire communal f.f. de la signature de la convention.

Artikel 27

Grootstedenbeleid 2013 - Goedkeuring van de overeenkomst met als titel "Contract Duurzame stad 2013" in het kader van het Grootstedenbeleid voor het jaar 2013.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 122 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op artikel 2.44.3 betreffende de subsidies in het kader van het stedenbeleid van de wet van 04 maart 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2013;

Gelet de Ministerraad van 7 juni 2013 waarin beslist werd een subsidie van 460.918€ aan de gemeente Vorst toe te kennen in het kader van het Grootstedenbeleid;

Overwegende dat de inhoud van de overeenkomst met als titel "Contract duurzame stad 2013" enerzijds tegemoet komt aan de doelstellingen van het federale grootstedenbeleid ; anderzijds aan de prioriteiten van de gemeente Vorst inzake sociale integratie ;

BESLIST,

De overeenkomst 'Contract Duurzame stad' voor het jaar 2013, opgenomen in de bijlage, tussen de gemeente en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, goed te keuren en Mijnheer de Burgemeester of zijn vervanger, en de wd. Gemeentesecretaris te belasten met de ondertekening van de overeenkomst.

Article 28

Population - Passeports et titres de séjour pays tiers - Packs biométriques - Achat de matériel - Marché - Mode de passation - Application de l'article 249 al.1 de la NLC - Prise d'acte.

Madame Langbord veut savoir en quoi consiste ce matériel.

Madame El Hamidine répond qu'il s'agit de matériel imposé par le Fédéral : la société ADHEIS est le seul fournisseur agréé.

Monsieur Criquelion demande quels sont les pays tiers?

Madame El Hamidine répond que ce sont les pays où le passeport est nécessaire.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service (particulièrement l'article 17 § 2 – 1^of) ainsi que ses arrêtés d'applications ;

Vu l'article 249 al.1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 23 mai 2013 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17§2 1°f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service pour le marché relatif au "Passeports et titres de séjours pays tiers – Packs biométriques - Achat de matériel, installation et maintenance";

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que conformément à l'article 249 al.1 de la nouvelle loi communale, le conseil communal admet la dépense pourvue par le collège des bourgmestre et échevins, lors de sa décision du 23 mai 2013 ;

DECIDE,

- d'approuver la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 23 mai 2013, décidant :
- de choisir la procédure négociée en vertu de l'article 17§2 1°f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service pour le marché ayant pour objet "Passeports et titres de séjour pays tiers – Packs biométriques -Achat de matériel, installation et maintenance";
- de faire application de l'article 249 al.1 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la firme ADEHIS s.a. sise rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, seul fournisseur exclusif du logiciel Saphir et compatible avec les nouvelles applications « Pack biométrique » et selon son offre de prix du 19.12.2012 ;
- d'inscrire la dépense relative à l'acquisition et au placement du matériel, estimée à 7000 € TVAC à l'article 104/742/53 du service extraordinaire du budget 2013 ;
- d'inscrire la dépense relative à la maintenance, soit estimée à 335 € HTVA/ an par pack (soit 2432,1 € TVAC/an/6packs, étant 12.160 €TVAC/5ans) à l'article 104/123/13 du service ordinaire du budget 2013;
- de financer la dépense par un emprunt ;

Artikel 28

Bevolking - Paspoorten en verblijfstitels voor de onderdanen van derde landen - Biometrische packs - Aankoop van materiaal - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 249, 1ste lid van de NGW - Akteneming.

Mevrouw Langbord wil weten waaruit dit materiaal bestaat.

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat het gaat om materiaal opgelegd door de federale : de firma ADHEIS is de enige erkende leverancier.

Mijnheer Criquiélon vraagt welke de derde landen zijn?

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat dit de landen zijn waar men een paspoort nodig heeft.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (inzonderheid artikel 17 § 2 – 1^of) evenals haar uitvoeringsbesluiten ;

Gelet op artikel 249, 1^{ste} lid, van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 mei 2013 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17§2 1^of) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor de opdracht betreffende – “Paspoorten en verblijfstitels voor de onderdanen van derde landen – Biometrische packs - Aankoop van materiaal, installatie en onderhoud”;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 249, 1^{ste} lid, van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het college van burgemeester en schepenen in zijn beslissing van 23 mei 2013;

BESLIST,

- De beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 mei 2013 goed te keuren, waarin beslist werd om :
- Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17§2 1^of) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor de opdracht met als voorwerp "Paspoorten en verblijfstitels voor de onderdanen van derde landen – Biometrische packs - Aankoop van materiaal, installatie en onderhoud";
- Artikel 249, 1^{ste} lid, van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorspelbare noodzaak ;
- De firma ADEHIS n.v. gelegen rue de Néverlée 12 te 5020 Namen, enige exclusieve leverancier van de software Saphir en compatibel met de nieuwe toepassingen « Biometrische packs » aan te duiden en volgens zijn prijsofferte van 19.12.2012 ;
- De uitgave met betrekking tot de aankoop en plaatsing van het materiaal, geraamd op 7000 € BTWI in te schrijven op artikel 104/742/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ;
- De uitgave met betrekking tot het onderhoud, geraamd op 335 € excl. BTW / jaar per pack (hetzij 2432,1€ BTWI/jaar/6packs, hetzij 12.10€ BTWI/5jaar) in te schrijven op artikel 104/123/13 van de gewone dienst van de begroting 2013;
- De uitgave te financieren door een lening.

Article 29

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre - DIVERCITY - Plan crèche de la Commission communautaire française - Appel à projets 2013 visant à la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 décembre 2009 octroyant un subside de 10.898.662,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre ;

Considérant le programme de base du contrat de quartier Primeurs-pont de Luttre prévoyant la construction d'une crèche (projet 6c) en application du courrier de notification du 9 février 2009 qui stipule qu' « au moins un projet d'infrastructure liée à l'accueil de la petite enfance sera créé dans le cadre de la programmation » ;

Vu le courrier de Charles Picqué, Ministre et Membre du Collège de la Commission communautaire française compétent pour les infrastructures crèches, du 29 mars 2013 concernant l'appel à projet 2013 de la Commission communautaire française pour les infrastructures d'accueil de la petite enfance ;

Considérant l'avancement du projet DIVERCITY mis en œuvre dans le cadre du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre qui comprend, entre autres, la construction d'une nouvelle structure d'accueil francophone communale des 0-3 ans de 36 places ;

DECIDE,

Art. 1 : De faire une demande de subvention pour la construction d'une nouvelle structure d'accueil francophone communale des 0-3 ans de 36 places, prévue dans le cadre du projet DIVERCITY, auprès de la Commission communautaire française dans le cadre de l'appel à projet 2013 visant à la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Art. 2 : De prendre acte et de s'engager formellement sur les points énoncés dans l'appel à projet pour le Plan crèche de la Commission communautaire française et repris ci-dessous :

- De ne pas modifier l'affectation de la partie du futur bâtiment qui sera dédiée à la crèche pour un minimum de 33 années qui suivront l'année de l'octroi du subside ;
- D'assurer, directement ou indirectement, l'entretien et la gestion du bien subsidié ;
- De ne pas aliéner le bien subsidié ;
- De s'engager sur l'honneur à prévenir la Commission communautaire française si des subsides sont sollicités ou obtenus auprès d'autres pouvoirs subsidiaires pour le projet et dans ce cas d'informer la Commission communautaire française de la nature et du montant de ceux-ci ;
- D'appliquer la réglementation de l'ONE relative aux participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale qui sera définie par le Collège de la Commission communautaire française ;
- De demander l'autorisation de l'ONE.

Art. 3 : De soumettre cette adoption et l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 16 septembre 2013 au plus tard.

Artikel 29

Heropleving van de wijken – Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - DIVERCITY - Kribbeplan van de Franse Gemeenschapscommissie - Projectoproep 2013 met het oog op de oprichting van nieuwe opvangplaatsen voor de 0-3 jarigen.

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2009 dat een subsidie van 10.898.662,00 € toekent voor de uitvoering van de projecten die ingeschreven zijn in het basisdossier van het Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug;

Overwegende het basisprogramma van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug waarin de bouw van een kinderdagverblijf (project 6c) voorzien werd in toepassing van de kennisgevingsbrief van 9 februari 2009 die bepaalt dat « er minstens één infrastructuurproject dat verband houdt met opvang van kleine kinderen opgezet zal worden in de programmering » ;

Gelet op de brief van 29 maart 2013 van Charles Picqué, Minister en Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor de infrastructuren van kinderdagverblijven betreffende de projectoproep 2013 van de Franse Gemeenschapscommissie voor de opvanginfrastructuren voor kleine kinderen ;

Overwegende de vordering van het project DIVERCITY uitgewerkt in het kader van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug dat ondermeer de bouw van een nieuwe gemeentelijke Franstalige opvangstructuur voor de 0-3 jarigen met 36 plaatsen bevat ;

BESLIST,

Art. 1 : Een aanvraag voor subsidiëring bij de Franse Gemeenschapscommissie in te dienen voor de bouw van een nieuwe gemeentelijke Franstalige opvangstructuur voor de 0-3 jarigen met 36 plaatsen, voorzien in het kader van het project DIVERCITY, in het kader van de projectoproep 2013 met het oog op de oprichting van nieuwe opvangplaatsen voor de 0-3 jarigen ;

Art. 2 : Akte te nemen en zich formeel te verbinden tot de punten vermeld in de projectoproep voor het Kribbeplan van de Franse Gemeenschapscommissie die hieronder opgesomd staan :

- Het niet wijzigen van de bestemming van het deel van het toekomstige gebouw dat gebruikt zal worden voor het kinderdagverblijf gedurende minstens de 33 jaren die volgen op het jaar van toekenning van de subsidie ;
- Rechtstreeks of onrechtstreeks het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerde goed verzekeren ;
- Het gesubsidieerde goed niet vervreemden ;
- Zich er op erewoord toe verbinden om de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies voor het project worden gevraagd of verkregen bij andere subsidiërende overheden en in dit geval de Franse Gemeenschapscommissie op de hoogte brengen van de aard en van het bedrag ervan ;

- De reglementering van de ONE betreffende de financiële bijdragen van de ouders toepassen of de sociale tariefbepaling naleven die vastgesteld zal worden door het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- De toelating van de ONE vragen.

Art. 3 : Deze goedkeuring en het ganse dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 16 september 2013.

Article 30

Tutelle sur le CPAS - Budget 2013 -Approbation.

Monsieur Roberti dit que si ce budget arrive tard, c'est parce que le Conseil du CPAS ne s'est installé qu'au mois de mars et que le budget est accompagné de la Note de Politique Générale. Il remercie aussi le Conseil Communal d'avoir élu un Conseil du CPAS dynamique et actif dans tous les groupes.

La Note de Politique Générale est composée de deux parties : une première partie pour informer de la façon dont le CPAS est organisé, et une deuxième partie est le budget proprement dit.

Il remercie également l'ensemble du personnel, c'est celui qui fait que le CPAS puisse fonctionner.

La dotation communale est de 13.650.000€.

Le compte 2012 sera vraisemblablement présenté en septembre.

Le nombre de dossiers de revenus d'intégration sociale ou équivalent a augmenté de 1068 en 2009 à 1808 en 2012. Ceci donne une image de l'activité du CPAS.

La priorité sera de travailler sur la question du logement et de la santé et l'énergie, et que le Val des Roses soit le premier choix du Forestois quand son placement vers une maison de repos devient une nécessité. Un point d'attention particulier est donné sur la question du genre car une grande partie des familles qui sont aidées par le CPAS sont des familles monoparentales, ce sont le plus souvent des familles composées de femmes qui portent la charge d'enfants. La question du logement devient problématique, le réseau est saturé, c'est un problème quotidien, qui ne se pose pas seulement en période hivernale.

Monsieur Lederer constate que le budget du CPAS est présenté avec neuf mois de retard (la loi organique prévoit que cela doit se faire avant le 15 septembre de l'année qui précède) et le compte doit – selon l'article 89 de la Loi Organique - être présenté avant le 15 mai, il sera donc présenté avec beaucoup de retard, alors que ça aurait été bien de l'avoir pour pouvoir apprécier la pertinence des chiffres du budget. En plus, les conseillers doivent être en possession du budget au moins sept jours francs avant la séance. Ce délai n'a pas été respecté. Le CA et l'AG de l'ASBL « les Amis du Val des Roses » ne sont pas toujours constitués. Qui va approuver les comptes? L'ancienne

AG? Il constate une explosion des dépenses. La dotation communale a augmenté de 75% en six ans. La crise ne suffit pas pour expliquer les hausses considérables des dépenses dans le budget. Il est de la responsabilité des conseillers communaux d'analyser les chiffres plus loin. Des économies substantielles doivent être réalisées. Les recettes de transfert et de prestations doivent être optimisées. Il constate aussi que les chiffres du Val des Roses sont différents dans le budget et dans la Note de Politique Générale, que toutes les recettes INAMI ne sont pas réalisées et que les recettes « Article 60 » semblent être perdues pour l'année 2013. Pourquoi la Note de Politique Générale parle du programme 2012-2018 et non 2013-2018. Cette note est une note de bonnes intentions, on peut douter de sa réalisation quand on voit les chiffres du budget. Il constate que les travaux du Val des Roses coûteront plus de 18 millions d'Euros. Un home de 140 lits à Woluwé était récemment à vendre.

Le MR est conscient de la hausse de la précarité et une solidarité doit s'exercer, mais que vaut cette solidarité si on n'est pas capable de pérenniser le système, il doit se conjuguer avec une optimisation de l'argent public. La justice sociale consiste à ménager les classes moyennes, qui ne pourront pas toujours assumer les futures hausses des centimes additionnels. Pour toutes les raisons qui précèdent, le MR ne votera pas ce budget.

Monsieur Criquelion demande si dans le chapitre « promouvoir le droit au logement », on parle de réquisition de biens privés quand on dit « occupation temporaire de logements vides » et si oui, comment?

Monsieur Roberti admet qu'il y a des retards dans les délais légaux, il précise que l'administration était là hier pour donner les réponses aux questions techniques. La différence au niveau des recettes du Val des Roses s'explique par le fait qu'il faut prendre en compte plusieurs articles budgétaires. En ce qui concerne les « Articles 60 », il y a eu d'autres écritures faites à la demande de la tutelle communale, et donc ce n'est plus lisible en comparant une année à l'autre. En ce qui concerne la mise en œuvre du droit de la gestion publique, il s'agit ici d'une mise en application d'une législation plus souple que la réquisition, mais c'est dans le même esprit. Ceci va se faire en collaboration avec la commune.

En ce qui concerne les augmentations, oui, c'est vrai, mais il craint qu'il n'est pas possible de réduire les dépenses. Les travaux du Val des Roses ont été approuvés par le Conseil du CPAS de la législature précédente, à l'unanimité et dans la plus grande transparence. En plus, il est très difficile de comparer une institution publique avec une institution privée.

Le budget CPAS est approuvé Majorité contre Opposition.

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil du CPAS du 13 juin 2013 adoptant le budget 2013 en annexe ;

DECIDE :

D'approover le budget 2013 du Centre Public d'Action Sociale de Forest ;

Artikel 30

Toezicht op het OCMW - Begroting 2013 - Goedkeuring.

Mijnheer Roberti zegt dat deze begroting zo laat komt omdat de Raad van het OCMW pas in de maand maart geïnstalleerd werd en dat de begroting vergezeld gaat van de Algemene Beleidsnota. Hij bedankt tevens de Gemeenteraad en Raad van het OCMW verkozen te hebben die dynamisch is en actief in alle groepen.

De Algemene Beleidsnota bestaat uit twee delen : een eerste deel om te informeren over de wijze waarop het OCMW georganiseerd is, en een tweede deel is de eigenlijke begroting.

Hij bedankt tevens het ganse personeel, dankzij hen kan het OCMW werken.

De gemeentelijke dotatie bedraagt 13.650.000€.

De rekening 2012 zal waarschijnlijk in september voorgesteld worden.

Het aantal dossiers van leeflonen of gelijkwaardig is gestegen van 1068 in 2009 tot 1808 in 2012. Dit geeft een beeld van de activiteiten van het OCMW.

De prioriteit bestaat erin te werken aan de kwestie van de huisvesting en van de gezondheid en de energie, en dat Val des Roses de eerste keuze van de Vorstenaren wordt wanneer de plaatsing in een rusthuis noodzakelijk wordt. Er wordt bijzondere aandacht geschonken aan de kwestie van het geslacht want een groot deel van de gezinnen die hulp krijgen van het OCMW zijn eenoudergezinnen, het zijn meestal gezinnen die samengesteld zijn uit vrouwen die kinderen ten laste hebben. De huisvestingskwestie wordt problematisch, het netwerk is verzadigd, het is een dagelijks probleem dat zich niet alleen stelt in de winterperiode.

Mijnheer Lederer stelt vast dat de begroting van het OCMW voorgesteld wordt met negen maand vertraging (de organieke wet voorziet dat dit moet gebeuren voor 15 september van het jaar dat voorafgaat) en de rekening moet – volgens artikel 89 van de Organieke Wet – voorgesteld worden voor 15 mei; dit alles zal dus met veel vertraging voorgesteld worden, terwijl het goed zou zijn geweest deze te hebben om de pertinentie van de cijfers in de begroting te kunnen beoordelen. Bovendien moeten de raadsleden minstens zeven dagen voor de zitting in het bezit zijn van de begroting. Deze termijn werd niet nageleefd. De RvB en de AV van de VZW « les Amis du Val des Roses » zijn nog steeds niet samengesteld. Wie gaat de rekeningen goedkeuren? De voormalige AV? Hij stelt een snelle groei van de uitgaven vast. De gemeentelijke dotatie is verhoogd met 75 % in zes jaar. De crisis alleen kan de aanzienlijke verhogingen van de uitgaven in de begroting niet verklaren. Het is de verantwoordelijkheid van de gemeenteraadsleden om de cijfers verder te analyseren. Er moeten substantiële besparingen doorgevoerd worden. De prestatie- en overdrachtsontvangsten moeten geoptimaliseerd worden. Hij stelt tevens vast dat de cijfers van Val des Roses verschillend zijn in de begroting en in

de Algemene Beleidsnota, dat alle RIZIV inkomsten niet gerealiseerd werden en dat de inkomsten « Artikel 60 » verloren lijken voor het jaar 2013. Waarom spreekt de Algemene Beleidsnota over het programma 2012-2018 en niet 2013-2018. Deze nota is een nota vol goede bedoelingen, er kan getwijfeld worden over de uitvoering ervan wanneer we de cijfers van de begroting zien. Hij stelt vast dat de werken van Val des Roses meer dan 18 miljoen euro zullen kosten. Een home met 140 bedden in Woluwe werd onlangs te koop gesteld.

De MR is zich bewust van de stijgende kwetsbaarheid en er moet solidariteit zijn, maar wat is deze solidariteit waard indien we niet in staat zijn het systeem te laten voortbestaan, het moet samengaan met een optimalisering van het overheidsgeld. Sociale gerechtigheid bestaat erin de middenklassen te ontzien, die niet altijd in staat zullen zijn de toekomstige verhogingen van de opcentiemen voor hun rekening te nemen. Omwille van alle voorafgaande redenen zal de MR deze begroting niet stemmen.

Mijnheer Criquelion vraagt of men in het hoofdstuk « het recht op huisvesting bevorderen » spreekt over vordering van private goederen wanneer men zegt « tijdelijke bezetting van leegstaande woningen » en indien ja, hoe?

Mijnheer Roberti geeft toe dat er verdragingen zijn in de wettelijke termijnen, hij verduidelijkt dat het bestuur hier gisteren was om een antwoord te geven op de technische vragen. Het verschil wat betreft de inkomsten van Val des Roses wordt verklaard door het feit dat men meerdere begrotingsartikelen in aanmerking moet nemen. Wat betreft de « Artikelen 60 », werden er andere documenten opgemaakt op vraag van de gemeentelijke toezichhoudende overheid, en het is dus niet meer leesbaar om het ene jaar met het andere te vergelijken. Wat betreft de uitvoering van het openbaar beheersrecht, gaat het hier om een toepassing van een soepelere wetgeving dan de vordering, maar het ligt in dezelfde geest. Dit gaat gebeuren in samenwerking met de gemeente.

Wat betreft de verhogingen, ja, dit is waar, maar hij vreest dat het niet mogelijk is om de uitgaven te verlagen. De werken van Val des Roses werden door de Raad van het OCMW van de vorige legislatuur unaniem en in de grootste transparantie goedgekeurd. Het is bovendien zeer moeilijk om een openbare instelling te vergelijken met een private instelling.

De OCMW begroting wordt goedgekeurd Meerderheid tegen Oppositie.

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW) ;

Gelet op de beslissing van de Raad van het OCMW van 13 juni 2013 om de begroting 2013, in bijlage, goed te keuren;

BESLIST :

De begroting 2013 van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst goed te keuren ;

Article 31

Motion Réseau Express Bruxellois

Monsieur Lederer présente la motion. Il précise que c'est une motion REB et non RER et que ce n'est pas un projet du gouvernement. Il dit que le MR se veut pragmatique et que la motion est bien sûr amendable.

Madame Huytebroeck est d'accord avec Monsieur Lederer : ce n'est pas avec une motion qu'on va régler le problème de mobilité, que la motion MR se veut pragmatique et que la motion est amendable et améliorable, que tous les groupes présents veulent une meilleure mobilité des bruxellois. C'est pourquoi elle demande une suspension pour amender la motion afin qu'elle soit acceptée par tous.

Madame El Yousfi agréé la demande de Madame Huytebroeck. Elle souhaite également une suspension de séance, car tout le monde veut une meilleure mobilité pour les Forestois, mais on ne peut pas exclure la réflexion aux autres niveaux de pouvoir. On ne peut néanmoins pas dissocier ce débat du dossier RER, le REB ne peut pas être la solution alternative du RER, il faut une complémentarité.

Monsieur Hacken demande également une suspension de séance pour un tout léger amendement.

Une suspension de séance a lieu entre 21h50 et 22h15.

Projet de Motion en faveur d'un Réseau express bruxellois (REB) et d'un RER prenant en compte les besoins des Bruxellois
Déposé par Madame Gelas, Monsieur Lederer, Mesdames El Yousfi, Huytebroeck, Messieurs Nocent et Hacken

- **Considérant les demandes du Gouvernement bruxellois formulées dans le cadre des discussions relatives au projet de plan d'investissement pluriannuel de la SNCB ;**

- **Considérant que ces demandes visent notamment à assurer une desserte optimale intra-bruxelloise dans le cadre de la future exploitation du Réseau Express Régional (RER);**

- **Considérant que le réseau ferroviaire bruxellois doit s'intégrer structurellement dans l'offre de transport public aux habitants et usagers de la Région Bruxelloise, en plus de garantir les liaisons de et vers celle-ci;**

- Considérant qu'actuellement les habitants et les usagers de la Région ne recourent que très peu au train pour effectuer les déplacements au sein de la Région; or il existe un potentiel important. Le train offre, en effet, des capacités massives et des performances inégalables en voiture individuelle;

- Considérant que la desserte ferroviaire doit se renforcer dans une approche cohérente avec le développement de la STIB, en poursuivant les objectifs suivants: la desserte intra régionale, l'accessibilité de la Région depuis la proche périphérie via le RER , l'accessibilité de la périphérie pour les Bruxellois et l'accessibilité de la Région depuis le reste du pays et de l'Europe;

- Considérant que la réalisation d'un RER nécessitera l'introduction de mesures d'accompagnement du fédéral et des deux autres régions pour éviter l'exode urbain;

- Considérant que les problèmes de mobilité en Région Bruxelloise ne pourront s'améliorer sans une concertation interrégionale efficace et dynamique quant à la mise en place d'un réel plan de transport sur la zone RER;

-Considérant que la mise en service du RER est régulièrement reportée ;

- Considérant que notre commune est traversée par deux lignes ferroviaires (96 et 124), dispose de 2 gares (Forest-Est et Forest-Midi) et pourrait accueillir une halte supplémentaire ;

- Considérant la ligne 124 (Bruxelles-Charleroi) desservant les gares de Bruxelles-Nord, Bruxelles-Central, Bruxelles-Midi, Forest-Est, Uccle-Stalle, Uccle-Calevoet, Linkebeek, Holleken, Rhode-Saint-Genèse, De Hoek, Waterloo, BraineL'Alleud, Lillois, Nivelles. Deux gares bruxelloises ne sont pas desservies, mais présentes sur la ligne : Bruxelles-Congrès et Bruxelles-Chapelle ;

- Considérant la ligne 96 (Bruxelles-Midi-Quévy) desservant les gares de Bruxelles-Midi, Ruisbroek, Lot, Buizingen, Hal, Lembeek, Tubize, etc. Dans l'autre sens, desservant Bruxelles-Central, Bruxelles-Nord, Schaerbeek, Haren, Diegem, Zaventem, Leuven ;

- Considérant que ces lignes offrent potentiellement des liaisons directes et rapides pour les Forestois vers le centre ville et les grandes gares bruxelloises, ainsi que Schaerbeek, le quartier européen, les ZIR Delta (site du futur CHIREC) et Josaphat, les quartiers d'affaire de Diegem et Zaventem, l'aéroport de Bruxelles-National, Uccle et le Brabant flamand ;

- Considérant que ces lignes offrent potentiellement des liaisons directes et rapides vers la commune de Forest pour les spectateurs de la salle de concert de Forest-National ainsi que pour les travailleurs de l'usine Audi-Forest ;

- Considérant que l'offre de transport public (STIB) demeure insuffisante dans notre commune. par exemple par l'absence de métro mais aussi par la difficulté pour les trams de rouler normalement sur la chaussée de Neerstalle vu l'absence de site propre, et vu l'absence de lignes de trams directs vers le centre ville ;

- Considérant la congestion automobile de nombreuses voiries forestoises, spécialement aux heures de pointe, que ce soit vers Uccle, Saint-Gilles ou vers le centre-ville ;

- Considérant les nuisances générées par l'exploitation de Forest National en termes de circulation avant et après les concerts ainsi que le manque de places de stationnement ;

- Considérant la croissance de notre population ;

- Considérant dès lors la nécessité de développer rapidement une offre complémentaire performante de transport public ;

- Considérant que le potentiel d'infrastructures ferroviaires (gares et voies) demeure largement sous exploité : fréquences faibles en journée et absence de desserte en soirée et le week-end ;

- Considérant que le déploiement d'un réseau express bruxellois (REB) pourrait intervenir à court terme, s'avérerait peu coûteux, permettrait une meilleure affectation des infrastructures existantes et offrirait une solution qualitative de transport public à de nombreux Forestois ;
- Considérant que les infrastructures de 4 voies sur L25 (vers Malines), L36 (vers Louvain) et L96 (vers Halle) sont disponibles dès à présent ;
- Considérant que les mises à 4 voies des L60 (vers Termonde), L50a (vers Alost) et L161 (vers Ottignies) sont presque achevées ;
- Considérant que la seule pression sur l'automobile ne peut fonctionner sans une offre crédible et alternative en transports en commun.

Le Conseil communal de Forest :

- demande au Gouvernement Fédéral :
 - de garantir la mise en œuvre de l'offre RER assurant une cadence toutes les 15 minutes dès à présent sur les infrastructures disponibles à 4 voies (L25, L36, L96), d'offrir une desserte régulière et étendue (également en soirée et le week-end) des 36 gares SNCB sur le territoire de Forest et de la Région Bruxelloise;
 - de se concentrer sur l'infrastructure ferroviaire en tant que telle en particulier les lignes 26 et 28 aujourd'hui trop peu utilisées, quitte à repousser les travaux non indispensables pouvant être remis à plus tard ;
 - de garantir la mise en œuvre de l'ensemble de l'offre RER au plus tard pour 2018;

- d'inscrire la mise en service du REB dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement 2013-2025 de la SNCB.

- demande au gouvernement bruxellois de soutenir ce projet dans le cadre de ses concertations avec la SNCB

-demande au bourgmestre d'inscrire le point à l'ordre du jour de la Conférence des Bourgmestres afin que les communes intéressées et concernées coordonnent leurs actions.

Copie de la présente sera envoyée aux Ministres et responsables concernés.

Madame Huytebroeck lit la motion déposée par Mesdames Gelas, El Yousfi, Huytebroeck, Messieurs Hacken, Nocent et Lederer.

Elle dit que c'est une motion très complète et très forte.

Artikel 31

Motie Brussels Express Netwerk

Mijnheer Lederer stelt de motie voor. Hij verduidelijkt dat het een BEN en niet GEN motie betreft en dat het geen regeringsproject is. Hij zegt dat de MR pragmatisch wil zijn en dat de motie uiteraard vatbaar is voor verbeteringen.

Mevrouw Huytebroeck gaat akkoord met Mijnheer Lederer : het is niet met een motie dat men het mobiliteitsprobleem gaat oplossen, dat de MR motie pragmatisch wil zijn en vatbaar is voor wijzigingen en verbeteringen, dat alle aanwezige groepen een betere mobiliteit voor de Brusselaars willen. Daarom vraagt ze een opschorting om de motie te amenderen opdat ze voor iedereen aanvaardbaar zou zijn.

Mevrouw El Yousfi keurt het verzoek van Mevrouw Huytebroeck goed. Ze wenst tevens een opschorting van de zitting, want iedereen wil een betere mobiliteit voor de Vorstenaren, maar men kan discussies op de andere bevoegdheidsniveaus niet uitsluiten. Men kan dit debat echter niet scheiden van het GEN dossier, het BEN mag niet de alternatieve oplossing worden voor het GEN, ze moeten complementair zijn.

Mijnheer Hacken vraagt tevens een opschorting van de zitting voor een klein amendement.

De zitting wordt opgeschort tussen 21u50 en 22u15.

Ontwerp van Motie ten gunste van een Brussels Express Netwerk (BEN) en van een GEN rekening houdend met de behoeften van de Brusselaars
Ingediend door Mevrouw Gelas, Mijnheer Lederer, Mevrouwen El Yousfi, Huytebroeck, Mijne Heren Nocent en Hacken

- Overwegende de verzoeken van de Brusselse Regering geformuleerd in het kader van de discussies betreffende het ontwerp van meerjareninvesteringsplan van de NMBS ;
- Overwegende dat deze verzoeken er ondermeer op gericht zijn een optimale bediening binnen Brussel te verzekeren in het kader van de toekomstige uitbating van het Gewestelijk Express Netwerk (GEN);
- Overwegende dat het Brusselse spoorwegennet zich structureel moet integreren in het aanbod van openbaar vervoer aan de inwoners en gebruikers van het Brusselse Gewest, naast het waarborgen van de verbindingen van en naar dit gewest;
- Overwegende dat de inwoners en gebruikers van het Gewest momenteel maar zeer weinig gebruik maken van de trein om zich binnen het Gewest te verplaatsen; er bestaat echter een aanzienlijk potentieel. De trein biedt immers capaciteiten op grote schaal en prestaties die niet vergelijkbaar zijn met de individuele wagen;
- Overwegende dat de spoorwegbediening verstevigd moet worden via een benaderingswijze die coherent is met de ontwikkeling van de MIVB, door de volgende doelstellingen na te volgen: de intergewestelijke bediening, de toegankelijkheid van het Gewest vanuit de nabije rand via het GEN, de toegankelijkheid van de rand voor de Brusselaars en de toegankelijkheid van het Gewest vanuit de rest van het land en vanuit Europa;
- Overwegende dat voor de uitvoering van een GEN begeleidingsmaatregelen van de federale overheid en van de twee andere gewesten nodig zijn om de stedelijke uittocht te vermijden;

- Overwegende dat de mobiliteitsproblemen in het Brusselse gewest niet verbeterd kunnen worden zonder doeltreffend en dynamisch intergewestelijk overleg wat betreft de invoering van een echt vervoerplan in de GEN zone ;
- Overwegende dat de indienststelling van het GEN regelmatig uitgesteld wordt ;
- Overwegende dat er door onze gemeente twee spoorlijnen lopen (96 en 124), er 2 stations zijn (Vorst-Oost en Vorst-Zuid) en er een bijkomende halte gevestigd zou kunnen worden ;
- Overwegende lijn 124 (Brussel-Charleroi) die de stations Brussel-Noord, Brussel-Centraal, Brussel-Zuid, Vorst-Oost, Ukkel-Stalle, Ukkel-Kalevoet, Linkebeek, Holleken, Sint-Genesius-Rode, De Hoek, Waterloo, Eigenbrakel, Lillois, Nijvel bedient. Twee Brusselse stations worden niet bediend, maar bevinden zich op de lijn : Brussel-Congres en Brussel-Kapellekerk ;
- Overwegende lijn 96 (Brussel-Zuid-Quévy) die de stations Brussel-Zuid, Ruisbroek, Lot, Buizingen, Halle, Lembeek, Tubize, enz. bedient. In de andere richting met bediening van Brussel-Centraal, Brussel-Noord, Schaerbeek, Haren, Diegem, Zaventem, Leuven ;
- Overwegende dat deze lijnen potentieel rechtstreekse en snelle verbindingen vormen voor de Vorstenaren naar het stadscentrum en de grote Brusselse stations, alsook Schaerbeek, de Europese wijk, de GGB Delta (site van het toekomstige CHIREC) en Josaphat, de zakenwijken van Diegem en Zaventem, de luchthaven Brussel-Nationaal, Ukkel en Vlaams Brabant ;
- Overwegende dat deze lijnen potentieel rechtstreekse en snelle verbindingen vormen naar de gemeente Vorst voor de bezoekers van de concertzaal Vorst-Nationaal alsook voor de werknemers van de Audi-Vorst fabriek ;
- Overwegende dat het aanbod aan openbaar vervoer (MIVB) onvoldoende blijft in onze gemeente. Bijvoorbeeld door de afwezigheid van de metro maar ook door de moeilijkheid

voor de trams om normaal te rijden op de Neerstalsesteenweg gezien de afwezigheid van eigen bedding, en gezien de afwezigheid van rechtstreekse tramlijnen naar het stadscentrum ;

- Overwegende de verkeersopstoppingen op talrijke Vorstse wegen, in het bijzonder tijdens de piekuren, in de richting van Ukkel, Sint-Gillis of naar het stadscentrum ;

- Overwegende de hinder veroorzaakt door de uitbating van Vorst Nationaal op gebied van verkeer voor en na de concerten alsook het gebrek aan parkeerplaatsen ;

- Overwegende onze bevolkingsgroei ;

- Overwegende bijgevolg de noodzaak om snel een performant bijkomend aanbod aan openbaar vervoer te ontwikkelen ;

- Overwegende dat het potentieel aan spoorweginfrastructuur (stations en sporen) grotendeels onuitgebaat blijft : zwakke frequentie overdag en afwezigheid van bediening 's avonds en tijdens het weekend ;

- Overwegende dat de ontplooiing van een Brussels Express Netwerk (BEN) op korte termijn zou kunnen plaatsvinden, niet duur blijkt, een betere bestemming van de bestaande infrastructuur mogelijk maakt en een kwaliteitsvolle oplossing van openbaar vervoer aan talrijke Vorstenaren zou bieden ;

- Overwegende dat de infrastructuur met 4 sporen op L25 (naar Mechelen), L36 (naar Leuven) en L96 (naar Halle) momenteel beschikbaar is ;

- Overwegende dat het overbrengen op 4 sporen van de L60 (naar Termonde), L50a (naar Aalst) en L161 (naar Ottignies) bijna afgewerkt is ;

- Overwegende dat alleen de autodruk niet kan werken zonder een geloofwaardig en alternatief aanbod aan openbaar vervoer.

De Gemeenteraad van Vorst :

- vraagt aan de federale regering :

- de uitvoering van het GEN aanbod te waarborgen met vanaf heden een regelmaat om de 15 minuten op de infrastructuur die beschikbaar is op 4 sporen (L25, L36, L96), te zorgen voor een regelmatige en uitgebreide bediening (tevens 's avonds en tijdens het weekend) van de 36 NMBS stations op het grondgebied van Vorst en van het Brusselse Gewest;
- zich te concentreren op de spoorweginfrastructuur zelf, in het bijzonder lijnen 26 en 28 die vandaag te weinig gebruikt worden, desnoods door de minder dringende werken uit te stellen tot later ;
- de uitvoering van het ganse GEN aanbod te waarborgen tegen ten laatste 2018;
- de indienststelling van het BEN in het kader van het Meerjareninvesteringsplan 2013-2025 van de NMBS in te schrijven.

- vraagt aan de Brusselse regering om dit project te ondersteunen in het kader van het overleg met de NMBS.

- vraagt aan de burgemeester het punt in te schrijven op de agenda van de Conferentie van de Burgemeesters opdat de geïnteresseerde en betrokken gemeenten hun acties zouden coördineren.

Kopie van huidige motie zal gestuurd worden aan de betrokken Ministers en verantwoordelijken.

Mevrouw Huytebroeck leest de motie ingediend door Mevrouwen Gelas, El Yousfi, Huytebroeck, Mijne Heren Hacken, Nocent en Lederer.

Ze zegt dat het een zeer volledige en zeer sterke motie is.

Article 32

Interpellation de Monsieur Hacken concernant les Primeurs.

Interpellation concernant les problèmes de sécurité au Centre sportif des Primeurs

Le Centre sportif des Primeurs bénéficiait depuis de nombreuses années de la présence permanente sur place d'un concierge, qui s'occupait de nombreuses tâches et qui, surtout, assurait une présence permanente qui dissuadait toute tentative d'intrusion en dehors des heures d'ouverture des lieux.

Ce concierge a été déplacé vers l'école de la Rue Timmermans depuis quelques mois, pour remplacer un de ses collègues, le Collège estimant qu'il n'était pas nécessaire de trouver un remplaçant pour les Primeurs.

Depuis lors, et de façon maintenant répétée, des intrusions ont été fréquemment constatées dans les salles de sport et les locaux annexes occupés par les différents clubs du Centre, clubs dont les armoires sont alors systématiquement forcées et vidées de leur contenu: il s'agissait au début des boissons des clubs, mais les coffres forts ont ensuite également été attaqués. Toutes ces infractions ont été constatées par la police.

Encore vendredi dernier, la porte de la buvette a été forcée au pied-de-biche et les frigos et armoires à matériel ont été dépouillés.

Je sais que de nombreux responsables de club vous ont déjà écrit pour vous relater cette situation qui devient invivable, les sportifs ou leurs parents ne se sentant plus du tout en sécurité, craignant qu'on vienne dégrader leur matériel qu'ils ont parfois acheté sur fonds propres! Il y a trois semaines, un vol a même eu lieu en plein après-midi, et c'est le responsable d'un club de tennis de table qui a fait fuir les auteurs des faits.

Je crois que notre commune ne peut pas laisser cette situation perdurer sans rien faire, cela porte atteinte à l'image de la commune, et ce genre de réputation n'est pas facile à effacer. Le pire serait qu'à terme, les clubs sportifs nous quittent à cause de ce manque de gestion de la sécurité du site!

Le Collège a-t-il pris connaissance des courriers reçus à ce sujet et des PV de police? Une solution urgente, même temporaire, est-elle prévue afin de marquer le coup mettre fin à cette série d'effractions? Le remplacement du concierge (et l'occupation du logement qui reste pendant ce temps vide, malgré d'autres besoins dans ce domaine) est-il à l'ordre du jour? Ou une solution alternative?

Il est vrai que les clubs ne doivent aujourd'hui pas s'acquitter de loyers pour utiliser le Centre (même s'ils doivent remplacer les lampes du hall, financer toutes les réparations,...), mais est-ce une raison pour laisser ainsi des centaines de jeunes pratiquer leur sport préféré dans l'inquiétude?

Le fait de contractualiser ces relations entre la commune et les clubs (avec versement d'un loyer raisonnable contre obligation de la commune d'assumer ces devoirs, dont ceux de la sécurité) ne permettrait-il pas à la commune de disposer de moyens financiers pouvant permettre une gestion un peu plus professionnelle de ce club géré par le service de prévention?

Je vous remercie pour vos réponses.

Monsieur Quartassi répond que sous l'ancienne législature, cette salle était gérée par le service de Prévention. Il y avait 4 encadrants et 2 coordinateurs. Depuis que la gestion a été transférée au service des sports, la salle a été démunie du personnel. Il y a actuellement trois encadrants, mais cela ne couvre pas toutes les heures, cette salle est donc fermée vers 22h30.

Les intrusions se passent quand la salle est fermée. Le collège souhaite y remettre un concierge et gonfler les effectifs. On a répondu aux courriers. Monsieur Quartassi s'est rendu personnellement sur les lieux à plusieurs reprises, mais n'a pas eu les Procès-Verbaux de la police qui était sur place. Dans le futur, les clubs vont devoir payer, mais le règlement ne sera d'application qu'à partir de 2014. Monsieur le Bourgmestre insiste pour dire que des petits actes de vandalisme sont commis par des gens qui n'acceptent pas que les salles soient fermées pendant certaines heures. Il faut remettre des règles. On a aussi constaté des phénomènes de deal et il y a une problématique plus générale de change et remise de taxis. On a pris contact avec les sociétés de taxis pour que ça se passe à d'autres endroits; il précise que le candidat concierge s'est désisté quand il a vu l'état déplorable dans lequel se trouve le logement. Une remise en état est nécessaire. On essaie de trouver une formule. On va aussi faire un marché public pour remettre une alarme et renforcer l'équipe des encadrants. Ceci nécessite un budget et risque d'être au détriment des autres salles. Il faut beaucoup de contacts et de patience.

Monsieur Hacken dit que c'est surtout la petite salle qui est concernée et il voit bien que le collège est conscient du problème.

Monsieur le Bourgmestre dit que le futur concierge doit pouvoir s'imposer et que la police doit faire preuve de tact quand elle intervient. Les loyers qui seront demandés aux clubs seront des redevances à des tarifs très modérés.

Monsieur Hacken répond qu'il ne faut pas hésiter de demander un prix plus élevé si en contrepartie on offre un service de qualité, une salle en bon état.

Artikel 32

Interpellatie van Mijnheer Hacken betreffende Vroegegroenten.

Interpellatie betreffende de veiligheidsproblemen aan het Sportcentrum Vroegegroenten

Het Sportcentrum Vroegegroenten genoot sinds talrijke jaren van de permanente aanwezigheid ter plaatse van een conciërge, die zich bezighield met talrijke taken en die, vooral, een permanente aanwezigheid verzekerde die elke poging tot inbraak buiten de openingsuren van het centrum afschrikte.

Deze conciërge werd sinds enkele maanden verplaatst naar de school in de Timmermansstraat om één van zijn collega's te vervangen; het College vond het niet nodig om een vervanger voor Vroegegroenten te vinden.

Sinds toen, en op ondertussen herhaalde wijze, werden er vaak inbraken vastgesteld in de sportzalen en aanpalende lokalen die gebruikt worden door de verschillende clubs van het Centrum, clubs van wie de kasten dan systematisch geforceerd en leeggehaald worden: in het begin ging het om de drank van de clubs, maar vervolgens werden ook de brandkasten aangepakt. Al deze inbreuken werden vastgesteld door de politie.

Vorige vrijdag nog werd de deur van de cafetaria geforceerd met een koevoet en de koelkasten en kasten met materiaal werden geplunderd.

Ik weet dat vele clubverantwoordelijken u reeds geschreven hebben om u deze toestand die onleefbaar wordt te melden ; de sportievelingen of hun ouders voelen zich helemaal niet meer veilig aangezien ze vrezen dat men hun materiaal, dat ze soms met eigen middelen aangekocht hebben, komt beschadigen ! Drie weken geleden vond er zelfs een diefstal plaats midden in de namiddag en het is de verantwoordelijke van een tafeltennisclub die de daders van de feiten op de vlucht heeft doen slaan.

Ik denk dat onze gemeente deze toestand niet kan laten voortduren zonder iets te doen, dit schaadt het imago van de gemeente, en dit soort reputatie is niet makkelijk uit te wissen. Het ergste zou zijn dat de sportclubs ons op termijn verlaten omwille van dit gebrek aan veiligheidsbeheer van de site!

Heeft het College kennis genomen van de brieven die hieromtrent ontvangen werden en van de PV's van de politie ? Is er een dringende, zelfs tijdelijke, oplossing voorzien om dit niet onopgemerkt voorbij te laten gaan, om een einde te maken aan deze reeks inbraken ? Staat de vervanging van de conciërge (en de bezetting van de woning die gedurende deze tijd leeg blijft staan, ondanks andere behoeften op dit gebied) op de agenda? Of een alternatieve oplossing?

Het is waar dat de clubs vandaag geen huurgeld moeten betalen voor het gebruik van het Centrum (ook al moeten ze de lampen van de hall vervangen, alle herstellingen financieren,...), maar is dit een reden om zo honderden jongeren hun lievelingssport te laten beoefenen met een gevoel van ongerustheid?

Het feit om deze relaties tussen de gemeente en de clubs (met storting van een redelijke huurprijs tegen verplichting van de gemeente om deze taken op zich te nemen, waaronder die van de veiligheid) contractueel vast te leggen, zou dit de gemeente niet in staat stellen om over financiële middelen te beschikken waardoor een wat professioneler beheer van deze club door de preventiedienst mogelijk is?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Mijnheer Quartassi antwoordt dat onder de voormalige legislatuur, deze zaal beheerd werd door de Preventiedienst. Er waren 4 begeleiders en 2 coördinatoren. Sinds het beheer overgedragen werd aan de sportdienst, werd de zaal ontdaan van personeel. Er zijn momenteel drie begeleiders, maar dat dekt niet alle uren, deze zaal wordt dus gesloten omstreeks 22u30.

De inbraken gebeuren wanneer de zaal gesloten is. Het college wenst er opnieuw een conciërge te plaatsen en het aantal manschappen te verhogen. We hebben geantwoord op de brieven. Mijnheer Ouartassi heeft zich meerdere malen persoonlijk ter plaatse begeven, maar heeft de Proces-Verbalen van de politie die ter plaatse was niet ontvangen. In de toekomst zullen de clubs moeten betalen maar het reglement zal pas vanaf 2014 van toepassing zijn. Mijnheer de Burgemeester benadrukt dat er kleine daden van vandalisme gepleegd worden door mensen die niet aanvaarden dat de zalen tijdens bepaalde uren gesloten zijn. Er moeten opnieuw regels gesteld worden. Er werden tevens fenomenen van dealen vastgesteld en er is een meer algemene problematiek inzake verwisselen en overdragen van taxi's. We hebben contact opgenomen met de taxibedrijven opdat dit elders zou gebeuren; hij verduidelijkt dat de kandidaat conciërge zich teruggetrokken heeft wanneer hij de erbarmelijke staat gezien heeft waarin de woning zich bevindt. De woning moet opnieuw opgeknapt worden. We proberen een formule te vinden. We gaan ook een overheidsopdracht uitschrijven om opnieuw een alarm te plaatsen en het team van begeleiders te versterken. Hiervoor is budget nodig en dit dreigt ten nadele van de andere zalen te spelen. Er zijn veel contacten en geduld nodig.

Mijnheer Hacken zegt dat het hier vooral de kleine zaal betreft en hij ziet duidelijk dat het college zich bewust is van het probleem.

Mijnheer de Burgemeester zegt dat de toekomstige conciërge zich moet kunnen doen gelden en dat de politie blijk moet geven van tact wanneer ze tussenkomt. De huurgelden die gevraagd zullen worden aan de clubs, vormen bijdragen aan zeer bescheiden tarieven.

Mijnheer Hacken antwoordt dat men niet moet aarzelen een hogere prijs te vragen als men als tegenprestatie een kwaliteitsvolle dienst, een zaal in goede staat biedt.

Article 33

Interpellation de Monsieur Hacken concernant les ETA

Interpellation concernant les difficultés du secteur des entreprises de travail adapté (ETA) en Région bruxelloise et l'intégration de celles-ci dans les marchés publics communaux

Les entreprises de travail adapté (ETA) assurent un projet d'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap, difficilement intégrables dans le monde du travail « classique ». Au nombre de 13 sur le territoire bruxellois, les ETA représentent aussi un acteur économique non négligeable dans le paysage de la capitale puisqu'elles proposent de l'emploi à 1.450 personnes handicapées et 400 encadrants qualifiés dans des domaines diversifiés. Or, le secteur des ETA reste assez méconnu des autres opérateurs du monde économique, mais aussi des administrations régionales ou locales. Par ailleurs, dans un contexte où les ETA subissent de plein fouet les effets de la crise économique et les délocalisations vers d'autres pays, toute mesure qui tend vers la

réduction du chômage, l'accès et le maintien au travail de ces personnes fragilisées sont des enjeux à la fois sociaux et économiques qui s'imposent aux pouvoirs publics. Une des conditions pour que les personnes handicapées trouvent du travail ou s'y maintiennent est d'avoir un marché du travail solide et des politiques sociales attentives à cette problématique.

Je souhaite dès lors attirer l'attention du Collège forestois sur les compétences et l'expertise des ETA dans toute une série de domaines et sur l'opportunité pour les pouvoirs locaux de les intégrer dans leurs marchés publics. En Région bruxelloise, un dispositif législatif permet aux organismes soumis aux règles sur les marchés publics d'encourager des soumissionnaires comme les entreprises de travail adapté : ce sont les « clauses sociales de réservation de marché ». Intégrées aux cahiers des charges, elles visent à aider l'insertion des publics fragilisés.

Compte tenu de ces éléments, pouvez-vous me dire ce que notre administration a mis ou mettra en œuvre pour faire converger certains de ses besoins avec les services offerts par les ETA ? Le Collège a-t-il mis en place une politique de recrutement spécifique et laquelle ? Pourriez-vous par ailleurs nous communiquer le nombre de personnes handicapées occupées au sein de notre administration communale et du CPAS ? Quel est le pourcentage par rapport à l'ensemble du personnel ?

Car n'oublions pas le rôle d'exemplarité des pouvoirs publics. Rendre les ETA visibles dans le paysage économique bruxellois est partie intégrante de cette mission.

Je vous remercie pour vos réponses.

Monsieur Spapens répond que l'ETA de Forest est venue se présenter au collège. Il est clair que les ETA subissent un grand problème de concurrence dans toute l'Europe et qu'elles ne savent plus se consacrer uniquement à leur mission première, la manufacture de base et qu'elles proposent actuellement une grande diversité dans leurs services et particulièrement celle de Forest. La Maison de l'Emploi a déjà des missions de coordination avec tous les acteurs, même si la convention n'a pas encore été signée et ceci intégrera l'ETA de Forest et ce pour 2 raisons : il y a un public pour et il s'agit de travailleurs ponctuels qui s'adaptent vite à des petites missions. Ceci peut être très efficace. La Maison de l'Emploi va également abriter la future antenne ACTIRIS et le collège a réfléchi à un marché réservé pour le nettoyage de la Maison de l'Emploi. Ce projet se fait en collaboration avec le service des marchés publics de l'APL afin que le projet puisse ultérieurement être introduit dans les autres communes bruxelloises. Forest sera donc le pionnier.

Madame El Hamidine informe que le collège a adhéré à la Charte Sociale de la Personne Handicapée, ceci implique l'engagement d'un certain pourcentage de personnes handicapées. Cette charte prévoit aussi une politique de sensibilisation du personnel communal à l'égard du travailleur handicapé. Une après-midi de sensibilisation a eu lieu dans la salle des mariages. Le collège a rencontré le Directeur de l'ETA de Forest, « Le Service Après » et il a rencontré une association qui met des personnes handicapées à disposition des services publics sur base volontaire. Il est prévu d'intégrer une personne handicapée volontaire à disposition de l'Administration communale.

Monsieur Hacken se réjouit que le collègue soit sensibilisé à la problématique de la personne handicapée et que Forest sera peut-être une pionnière.

Artikel 33

Interpellatie van Mijnheer Hacken betreffende de beschutte werkplaatsen.

Interpellatie betreffende de moeilijkheden van de sector van de beschutte werkplaatsen in het Brusselse gewest en de integratie ervan in de gemeentelijke overheidsopdrachten

De beschutte werkplaatsen zorgen voor een professioneel integratieproject van mensen met een handicap, die zich moeilijk kunnen integreren in de « klassieke » arbeidswereld. Er zijn 13 beschutte werkplaatsen op het Brusselse grondgebied die tevens een niet-verwaarloosbare economische speler zijn in het landschap van de hoofdstad want ze bieden werk aan 1.450 gehandicapten en 400 geschoolde begeleiders in zeer diverse domeinen. De sector van de beschutte werkplaatsen blijft echter vrij miskend door de andere operatoren van de economische wereld, maar ook door de gewestelijke of lokale besturen.

In een context waarin de beschutte werkplaatsen overigens ten volle lijden onder de gevolgen van de economische crisis en de delokaliseringen naar andere landen, zijn alle maatregelen om te komen tot een lagere werkloosheid, de toegang en het behoud op het werk van kwetsbare mensen tegelijk sociale en economische uitdagingen die zich opdringen aan de overheden.

Een van de voorwaarden opdat de gehandicapten werk vinden of hun werk behouden is een stevige arbeidsmarkt en een sociaal beleid te hebben dat aandacht schenkt aan deze problematiek.

Ik wens bijgevolg de aandacht van het Vorstse College te vestigen op de vaardigheden en deskundigheid van de beschutte werkplaatsen in een hele reeks domeinen en op de gelegenheid voor de lokale overheden om ze te integreren in hun overheidsopdrachten. In het Brusselse gewest stelt een wetgeving de instellingen, onderworpen aan de regels op de overheidsopdrachten, in staat om inschrijvers als beschutte werkplaatsen aan te moedigen : het zijn de « sociale clausules van voorbehoud van de opdracht ». Ze worden opgenomen in het bestek en zijn erop gericht de inschakeling van kwetsbaar publiek te helpen.

Rekening houdend met deze elementen, kan u me zeggen wat ons bestuur gedaan heeft of zal doen om bepaalde van deze behoeften te laten samenlopen met de diensten aangeboden door de beschutte werkplaatsen ? Heeft het College een specifiek aanwervingsbeleid opgezet en welk ? Kan u ons overigens meedelen hoeveel gehandicapten binnen ons gemeentebestuur en het OCMW werken ? Wat is het percentage ten opzichte van het ganse personeel ?

Want laten we de voorbeeldrol van de overheden niet vergeten. De beschutte werkplaatsen zichtbaar maken in het Brusselse economische landschap maakt integraal deel uit van deze opdracht.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Mijnheer Spapens antwoordt dat de beschutte werkplaats van Vorst zich aan het college is komen voorstellen. Het is duidelijk dat de beschutte werkplaatsen onder een groot concurrentieprobleem leiden in gans Europa en dat ze niet langer al hun tijd kunnen besteden aan hun eerste missie, de basisfabricatie, en dat ze momenteel een grote diversiteit aan diensten bieden, in het bijzonder die van Vorst. Het Tewerkstellingshuis heeft reeds coördinatie-opdrachten met alle spelers, ook al is de overeenkomst nog niet ondertekend en de beschutte werkplaats van Vorst zal hierin opgenomen worden en dit omwille van 2 redenen : er is een publiek voor en het gaat om punctuele werknemers die zich snel aanpassen aan kleine opdrachten. Dit kan zeer doeltreffend zijn. Het Tewerkstellingshuis gaat tevens onderdak geven aan de toekomstige ACTIRIS antenne en het college heeft nagedacht over een voorbehouden opdracht voor de schoonmaak van het Tewerkstellingshuis. Dit project loopt in samenwerking met de dienst overheidsopdrachten van het BPB opdat het project later ingediend kan worden in andere Brusselse gemeenten. Vorst zal dus de pionier zijn.

Mevrouw El Hamidine deelt mee dat het college zich aangesloten heeft bij het Sociale Handvest van de Persoon met een Handicap; dit houdt de aanwerving in van een bepaald percentage van gehandicapten. Dit handvest voorziet ook een sensibiliseringsbeleid van het gemeentepersoneel ten opzichte van de gehandicapte werknemer. Er heeft een sensibiliseringsnamiddag plaatsgevonden in de trouwzaal. Het college heeft de Directeur van de beschutte werkplaats van Vorst ontmoet, « Le Service Après » en een vereniging die mensen met een handicap op vrijwillige basis ter beschikking van de overheidsdiensten stelt. Het is voorzien om een vrijwillige gehandicapte te integreren die ter beschikking staat van het gemeentebestuur.

Mijnheer Hacken is verheugd dat het college gesensibiliseerd is door de problematiek van de persoon met een handicap en dat Vorst misschien een pionier zal zijn.

Article 34

Motion concernant la problématique de la diminution de la subvention du Gouvernement fédéral concernant les articles 60,§7

Madame Plovie présente la motion

Motion déposée par Magali Plovie (conseillère communale) pour Ecolo, Nadia El Yousfi (chef de groupe) pour le PS et Christophe Nocent (chef de groupe) pour le FDF.

Considérant que la Secrétaire d'État, Madame Maggie De Block, a décidé d'appliquer, en date du 15 mars dernier, une nouvelle clé de répartition pour l'année 2013 concernant les usagers des cpas qui sont mis à l'emploi pour des initiatives d'économie sociale reconnues ; ces usagers sont appelés couramment « articles 60,§7 », en référence à l'article de la Loi de 1976 relative aux cpas.

Considérant que les premières analyses de cette nouvelle clé, réalisées par les CPAS et par l'Association de la Ville et des Communes de la Région bruxelloise, montrent que la perte, par rapport au nombre de postes octroyés en 2012, pourrait atteindre

jusqu'à 20 à 30% d'équivalents temps plein en fonction des CPAS. L'analyse des chiffres doit cependant encore se poursuivre afin de déterminer clairement l'impact de cette mesure sur l'emploi bruxellois.

Considérant que cela représente pour le CPAS de Forest une perte de 37 ETP pour 2013, soit une diminution de 36%.

Considérant qu'il existerait un risque supplémentaire pour certaines structures forestoises qui sont agréées et subventionnées par la Région bruxelloise comme Initiative Locale de Développement de l'Emploi « ILDE » ; que en effet la perte de postes en articles 60,§7 entrainerait, pour ces mêmes structures, une perte d'une partie de leur subventionnement au titre de ILDE ; que ces deux conséquences combinées pourraient mettre en péril certaines de ces structures alors que leurs missions auprès de la population sont souvent éminemment importantes.

Considérant que cette mesure rentre dans la série de mesures d'économies adoptées ces derniers mois par le Fédéral et dont le poids est reporté sur les Régions et les Communes.

La Commune de Forest ne pouvant faire face à cette nouvelle charge, il est demandé au Collège :

- de solliciter auprès de la Ministre fédérale de l'Intégration sociale le maintien du même nombre d'ETP que ceux octroyés au CPAS en 2012 ;**
- de prendre contact avec la Région bruxelloise afin d'examiner les possibilités qui sont mises en place concernant cette problématique.**

Madame Gelas fait référence aux courriers de Madame de Block et précise que le budget pour les articles 60 § 7 reste inchangé pour 2013. La clé de répartition vise à utiliser les budgets au maximum sans les dépasser et donne au CPAS plus de flexibilité et d'autonomie, car le temps partiel est dorénavant autorisé et on pourra mieux tenir compte des variations (en cas de maladie par exemple). Elle s'étonne donc des chiffres avancés et notamment de la perte de 35 ½ équivalents temps-plein pour le CPAS de Forest. La clé de répartition a été fixée en collaboration avec les représentants des CPAS et tient compte des chiffres des trois dernières années. Madame de Block a précisé dans son courrier qu'à Bruxelles aucun CPAS a eu moins de budget que celui utilisé en moyenne les trois dernières années. De plus, la continuité de la politique d'activation ne sera pas mis en péril, car tous les contrats signés avant le 15 mars seront entièrement remboursés jusqu'à leur fin, même si le budget alloué au CPAS serait ainsi dépassé. Le groupe MR s'abstiendra de voter et demande à ce que le débat soit porté devant le CPAS afin d'interroger son président sur le montant alloué en 2013 et la différence de ce montant avec les trois années précédentes et sur l'impact réel de ce montant sur les équivalents temps-plein pour Forest.

Madame Plovie dit que le débat en ce qui concerne les chiffres est très long et complexe, qu'on ne peut pas le mener ici. Elle est prête à en débattre à un autre moment.

Monsieur Hacken pense qu'il n'y a pas un aussi grand risque pour le CPAS de Forest car selon les chiffres dont il dispose, il n'y aurait qu'une perte de trois équivalents temps-plein sur toute la Région Bruxelloise, mais qu'il faut rester prudent et attentif. Le CDH s'abstiendra également.

Monsieur Roberti dit que perte d'emploi il y aura et que le point est porté devant le conseil du CPAS de jeudi, mais qu'il n'y aura pas plus de flexibilité. Concertation il y a eu avec le Fédéral mais il n'y a pas eu d'accord. Les CPAS vont réagir auprès du Ministre, car il s'agirait de 100 postes pour Bruxelles. Il précise qu'en ce qui concerne les contrats signés avant le 15 mars, il est vrai qu'ils seront remboursés, mais sans dépassement de l'enveloppe allouée et comme à Forest on a augmenté d'une façon significative le nombre de contrats, on sera en difficulté d'honorer les contrats en cours.

La motion est adoptée : Majorité contre Opposition

Artikel 34

Motie betreffende de problematiek van de verlaging van de subsidie van de federale regering betreffende artikelen 60,§7

Mevrouw Plovie stelt de motie voor

Motie ingediend door Magali Plovie (gemeenteraadslid) voor Ecolo, Nadia El Yousfi (groepshoofd) voor de PS en Christophe Nocent (groepshoofd) voor FDF.

Overwegende dat Staatsecretaris, Mevrouw Maggie De Block, beslist heeft om op datum van 15 maart laatstleden een nieuwe verdeelsleutel voor het jaar 2013 toe te passen wat betreft de gebruikers van het ocmw die tewerk gesteld worden in erkende initiatieven in de sociale economie ; deze gebruikers worden gewoonlijk « artikelen 60,§7 » genoemd, in verwijzing naar het artikel van de Wet van 1976 betreffende de ocmw's.

Overwegende dat de eerste analyses van deze nieuwe sleutel, uitgevoerd door de OCMW's en door de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brusselse gewest, aantonen dat het verlies, ten opzichte van het aantal posten toegekend in 2012, tot 20 à 30% aan voltijds equivalenten kan oplopen in functie van de OCMW's. De analyse van de cijfers moet echter nog verdergezet worden teneinde duidelijk de impact van deze maatregel op de Brusselse werkgelegenheid te bepalen.

Overwegende dat dit voor het OCMW van Vorst een verlies van 37 VTE betekent voor 2013, namelijk een verlaging van 36%.

Overwegende dat er een bijkomend risico zou bestaan voor bepaalde Vorstse structuren die erkend en gesubsidieerd worden door het Brusselse gewest als Plaatselijk Initiatief voor de Ontwikkeling van de Werkgelegenheid « PIOW » ; dat het verlies van posten in artikelen 60,§7 voor deze zelfde structuren immers een verlies van een deel van hun subsidiëring in naam van PIOW zou veroorzaken; dat de combinatie van deze twee gevolgen sommige van deze structuren in gevaar zou kunnen brengen terwijl hun opdrachten naar de bevolking toe vaak buitengewoon belangrijk zijn.

Overwegende dat deze maatregel deel uitmaakt van de reeks besparingsmaatregelen die deze laatste maanden goedgekeurd werden door de federale regering en waarvan het gewicht overgedragen wordt op de Gewesten en de Gemeenten.

Aangezien de gemeente Vorst het hoofd niet kan bieden aan deze nieuwe last, wordt aan het College gevraagd :

- om aan de federale Minister van Maatschappelijke Integratie het behoud te vragen van hetzelfde aantal VTE als die toegekend aan het OCMW in 2012 ;**
- om contact op te nemen met het Brusselse gewest teneinde de mogelijkheden te onderzoeken die opgezet werden betreffende deze problematiek.**

Mevrouw Gelas verwijst naar de brieven van Mevrouw de Block en verduidelijkt dat de begroting voor artikelen 60 § 7 ongewijzigd blijft voor 2013. De verdeelsleutel is erop gericht de begroting maximaal te gebruiken zonder ze te overschrijden en geeft het OCMW meer flexibiliteit en autonomie, want het deeltijds werken is voortaan toegestaan en men zal beter rekening kunnen houden met de variaties (in geval van ziekte bijvoorbeeld). Ze is dus verbaasd over de naar voren geschoven cijfers en ondermeer over het verlies van 35 ½ voltijds equivalenten voor het OCMW van Vorst. De verdeelsleutel werd vastgesteld in samenwerking met de vertegenwoordigers van de OCMW's en houdt rekening met de cijfers van de drie laatste jaren. Mevrouw de Block heeft in haar brief verduidelijkt dat er in Brussel geen enkel OCMW minder budget gekregen heeft dan dat wat gemiddeld gedurende de drie laatste jaren gebruikt werd. Bovendien wordt de continuïteit van het activatiebeleid niet in gevaar gebracht, want alle contracten ondertekend voor 15 maart zullen volledig tot op het einde terugbetaald worden, ook al zou de begroting toegekend aan het OCMW zo overschreden worden. De groep MR onthoudt zich van stemming en vraagt dat het debat voor het OCMW gebracht wordt teneinde de voorzitter te ondervragen over het bedrag toegekend in 2013 en het verschil van dit bedrag met de drie voorgaande jaren en over de werkelijke impact van dit bedrag op de voltijds equivalenten voor Vorst.

Mevrouw Plovie zegt dat het debat wat betreft de cijfers heel lang en ingewikkeld is, dat men het hier niet kan voeren. Ze is bereid er op een ander ogenblik over te debatteren.

Mijnheer Hacken denkt dat er niet zo'n groot risico is voor het OCMW van Vorst want volgens de cijfers waarover hij beschikt, zou er slechts één verlies van drie voltijds equivalenten zijn over het ganse Brusselse Gewest, maar dat men voorzichtig en aandachtig moet blijven. De CDH onthoudt zich tevens.

Mijnheer Roberti zegt dat er verlies van banen zal zijn en dat het punt voor de raad van het OCMW van donderdag wordt gebracht, maar dat er niet meer flexibiliteit zal zijn. Er was overleg met de federale regering maar er was geen akkoord. De OCMW's gaan reageren bij de Minister, want het zou gaan om 100 posten voor Brussel. Hij verduidelijkt dat wat betreft de contracten ondertekend voor 15 maart, het waar is dat ze terugbetaald zullen worden, maar zonder overschrijding van de toegekende

enveloppe en aangezien men in Vorst het aantal contracten op aanzienlijke wijze verhoogd heeft, zullen we het moeilijk hebben om de lopende contracten te betalen.

De motie wordt goedgekeurd : Meerderheid tegen Oppositie

**La séance publique est clôturée à 22h55
De openbare zitting wordt geheven om 22u55.**

Séance à huis-clos

Le secrétaire f.f.

Betty MOENS

Le Bourgmestre

Marc-Jean GHYSSELS